

La piste criminelle privilégiée
7 MORTS DANS L'INCENDIE D'UN BUNGALOW À ZÉRALDA P. 2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

P. 6 à 15

ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

LA CONSTITUTION : TOUT LE MONDE EN PARLE OU PRESQUE !

CHERIF ALI

CONSTITUTION OU ORDONNANCE ? DE L'ABSOLUTISME AU SUPRA ABSOLUTISME

SMAIL SAIDANI

LE CONTRE-POUVOIR

EL YAZID DIB

LE BAL DE LA PAIX

BOUTARAA FARID

TERRORISME ET MANIPULATION : COMBIEN DE DIVISIONS !

KAMAL GUERROUA



LA GUERRE DES MÉMOIRES VISE-T-ELLE LA CONSTITUTION ?

ABDELLATIF BOUSENANE

- L'Etat algérien livré à des amateurs
ABED CHAREF
- Une démission et des omissions ?!
SLEMNIA BENDAUD
- La chute du prix du pétrole laisse planer le risque de faillite des sociétés pétrolières
BRADLEY OLSON
TRADUIT PAR MOURAD BENACHENHOU
- Les autorités indépendantes
SAMIA KLOUCHA
- L'anti-arabisme ou les effets collatéraux d'un butin en absence de prémunitions
ABDELHAMID CHARIF
- De la déchéance à l'exclusion !
RAFFED ABDELKADER
- Que faire pour aider la Tunisie ?
AKRAM BELKAÏD
- Livres : apocalypses now ?
B. AHCENE-DJABALLAH

Projet de nouvelle Constitution Le «Oui, mais» de Ksentini

Yazid Alilat

Le projet de révision de la Constitution «va renforcer la démocratie en Algérie, je ne fait qu'applaudir ses dispositions sur les droits de l'homme. On encourage et on soutient», c'est ce qu'a déclaré, hier mercredi à la radio nationale, Me Farouk Ksentini, président de la Commission nationale consultative pour la protection et la promotion des droits de l'Homme (CNCPPDH). Pour autant, il est resté sur ses positions concernant la détention préventive, qu'il qualifie d'abus, et la non prise en compte dans ce projet de texte, de la dépénalisation de l'acte de gestion. Il estime qu'il faut «maintenant appliquer ces mesures contenues dans la Constitution, car les choses sont dévoyées malgré les bons textes. Il faut veiller à une application correcte des textes», ajoute-t-il. «Souvent, l'application des textes est dévoyée, et cela porte atteinte à la Constitution», explique Me Farouk Ksentini qui a relevé que l'article relatif à la liberté de manifester «est un gage de démocratie. Les manifestations sont nécessaires à la vie politique du pays, mais il faut les encadrer et permettre au peuple de s'exprimer. Je pense que cela va mettre fin à ces interdictions, et les manifestations pacifiques seront permises.» Sur l'article 41 relatif à la dépénalisation du délit de presse, il estime que «cela est substantiel, j'avais dit ici même que la prison n'est pas faite pour le journaliste, et le journaliste n'est pas fait pour la prison. On ouvre la voie à une véritable liberté de la presse, la liberté des lecteurs, qui est fondamentale dans tout système démocratique.» Il a également qualifié «d'avancée l'accès à l'information et aux statistiques, car, selon lui, il y a une rétention des chiffres et cela malmène l'information. Nous n'avons pas le nombre de prisonniers dans les prisons», a-t-il ajouté, avant de lancer: «on demande l'accès aux statistiques.» Selon le président de la CNCPPDH, il y aurait actuellement près de 55.000 détenus dans les prisons algériennes, un chiffre important, par rapport au nombre de la population, si l'on compare avec la France où il y a environ 65.000 détenus.» Il ajoute: «il y a de quoi être effrayé par le nombre de prisonniers (la France comptant 60 millions d'habitants pour 34 millions en Algérie).» L'accès aux informations est donc «un signe de démocratie évident et capital. Je pense que les choses ont été mises au point», relève-t-il, avant de souligner, sur les amendements concernant l'indépendance de la justice, qu'il est évident «que l'indépendance de la justice et du magistrat est capitale dans toute démocratie et en matière de droit. Un magistrat ne doit pas écouter sa hiérarchie, mais sa conscience, et appliquer les textes. C'est fondamental.» Me Ksentini qualifie également d'avancée et de positive «la possibilité donnée par le nouveau texte de la Constitution aux justiciables de saisir le Conseil Constitutionnel.

«Il y a des lois qui permettent aux justiciables de contester des lois. C'est important car avec ces dispositions, le législateur va au fond des choses, et c'est une démarche productive, il faut l'appliquer les yeux fermés car elle permet d'aller au fond des choses et de faire appliquer ce qui est admissible.» Par contre, il a été très critique sur les abus de la détention préventive, qui a été réglementée dans le projet de texte de la nouvelle Constitution. La détention préventive «a toujours été réglementée, mais la réglementation jamais observée. La justice est tournée vers la répression, c'est antidémocratique et dangereux. On accueille favorablement les nouvelles dispositions, mais nous attendons de voir la pratique, qui va suivre, car il y a beaucoup de textes dévoyés, surtout pour la détention préventive, qui est abusive dans notre pays.» «Cela ne sert à rien. Cela devient uniquement de la méchanceté, la justice ne doit pas s'accommoder de ce droit. Il faut une formation et des années de formation pour devenir magistrats, ici ce n'est pas respecté.» Il a également fait la distinction sur l'article 47 sur la détention préventive exceptionnelle, car selon lui, «la détention arbitraire n'a rien à voir avec l'arrestation provisoire. Il faut qu'on abandonne la pratique de la détention préventive et appliquer la présomption d'innocence. Cela est excessif, c'est un abus, c'est trop.» Par ailleurs, il a qualifié «d'ouverture importante pour le pays» la possibilité donnée à l'opposition de saisir le Conseil constitutionnel. «La commission indépendante des élections est également une avancée positive, car la démocratie démarre avec des élections sincères et transparentes, et pour cela il faut que ces élections soient surveillées, les élections ont toutes les chances d'être sincères. C'est la crédibilité de ces élections», a-t-il commenté, estimant que la limitation des mandats ouvre la voie à l'alternance au pouvoir. «C'est quelque chose de naturel, le pouvoir use, et lorsqu'on reste trop longtemps au pouvoir, cela use. 10 ans c'est important dans la vie d'un pays», a-t-il souligné, avant de regretter que le projet de nouvelle constitution ne contient aucun article à la dépénalisation de l'acte de gestion. «Il faut qu'on dépénalise l'acte de gestion, c'est contre-productif et dangereux.» Par ailleurs, sur les déclarations de certaines personnalités politiques de ces derniers jours, il a regretté «le niveau du discours, qui doit être plus élevé. Quand on est un homme public, on doit s'exprimer avec modération.» Se déclarant fermement contre la corruption, qui doit être combattue, Me Farouk Ksentini a estimé que l'accès de la jeunesse aux postes de responsabilité «est préparé, Il faut y croire.» Par contre, il a été vague sur le contenu du rapport 2015 de la CNCPPDH sur les droits de l'homme en Algérie, qu'il va remettre prochainement au président de la République. Pour autant, ce rapport va contenir un passage sur Aït Ahmed. Me Ksentini, qui l'a annoncé, n'en a pas révélé le teneur.

La piste criminelle privilégiée 7 morts dans l'incendie d'un bungalow à Zéralda



Ph: APS

Z. Mehdaoui

Sept personnes (5 hommes et 2 femmes) ont trouvé la mort, hier, dans l'incendie d'un bungalow dans le complexe touristique 'Azur', à Zéralda, sur la côte ouest d'Alger. Selon la Protection civile, qui indique que l'incendie s'est déclaré vers 2h30, une huitième personne est grièvement blessée et a été transférée à l'hôpital. «Ce matin, le 13 janvier 2016, à 02h33, les unités de la Protection civile de la wilaya d'Alger, sont intervenues dans un incendie qui s'est déclaré dans un bungalow d'une superficie de 200 m², au Complexe touristique 'Azur', dans la commune de Zéralda. Aussitôt alertés, d'impor-

tants moyens humains et matériels, composés de 07 engins d'incendies et 10 ambulances, ont été engagés par nos secours pour l'extinction de l'incendie, qui fut éteint à 03h50 », souligne, dans un communiqué, la Protection civile qui précise que l'incendie a causé le décès de 07 personnes carbonisées et des brûlures à 01 personne qui a été prise en charge par les secours puis évacuée à l'hôpital local. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'origine de l'incendie serait criminelle. En effet, quelques minutes avant l'incendie, plusieurs jeunes auraient quitté, précipitamment, le bungalow avant que ce dernier ne soit ravagé par les flammes.

Les victimes, quant à elles, sont

très jeunes. Elles sont âgées entre 25 et 30 ans, avons-nous appris, de source sécuritaire, qui ne veut pas pour l'heure, avancer de « conclusions hâtives » sur l'origine de l'incendie, mais qui privilégie, cependant, fortement, la piste criminelle, au vu des premiers éléments de l'enquête. A ce sujet, le procureur de la République, territorialement compétent, a confié l'enquête à la Gendarmerie nationale. Cette dernière, se basant sur des témoignages de riverains, a, déjà, lancé une opération de recherche pour identifier et mettre la main sur les personnes qui ont quitté ou qui se trouvaient à proximité du bungalow, quelques instants avant le déclenchement de l'incendie meurtrier.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Une mystification qui suffit à donner bonne conscience

Lors du dernier Conseil des ministres au cours duquel l'avant-projet de révision de la Constitution fut examiné et entériné, le chef de l'Etat instruit le gouvernement de s'atteler à la préparation au plus vite des textes de loi qui vont encadrer la traduction dans les faits l'esprit et le contenu de la nouvelle loi fondamentale du pays. Bouteflika ne pouvait mieux faire comprendre, primo, que le débat sur le contenu de l'avant-projet est clos et que les deux formalités par lesquelles il devait encore passer, qui sont l'avis de conformité que devra émettre le Conseil constitutionnel et l'adoption par le Parlement, sont chose acquise. Des textes de loi d'application sont donc en préparation, s'ils n'ont pas été déjà rédigés, dont il faudra scruter avec la plus extrême vigilance les formulations et dispositions, car c'est par leur biais que le pouvoir pourrait rendre caduques les maigres avancées en matière de démocratie, de respect des droits et libertés que recèlent les amendements apportés à la Constitution. Cela lui sera d'autant plus aisé que des textes de loi d'application de cette nature ne risquent nullement d'être « retoqués » par un Conseil constitutionnel censé veiller à leur conformité avec l'esprit de la loi fondamentale du pays, mais soumis aux volontés du pouvoir exécutif ou par un Parlement dont la majorité n'a rien à refuser à celui-ci étant par intérêt disposée à

avaliser tout « tripotage » juridique qui rendrait purement formelles les dispositions démocratiques et de l'Etat de droit inscrites dans la nouvelle Constitution. Il n'est pas dans l'intention du pouvoir en place de traduire dans les faits les quelques avancées qu'il a été contraint de consentir. Il en a saupoudré sa nouvelle Constitution pour complaire à ses partenaires étrangers qui l'ont pressé d'apporter quelques amendements constitutionnels qui créeraient l'illusion que le processus politique dont Bouteflika a pris l'initiative vise à parfaire la démocratie et l'Etat de droit en Algérie. Exercice parfaitement maîtrisé par Bouteflika et l'équipe qu'il a chargée de les rédiger, au sens où ce qu'ils ont mis dans l'avant-projet constitue un semblant de progrès vers la démocratie tout en évacuant la revendication d'un changement de système politique en Algérie avec tous les travers de sa nature profondément antidémocratique. L'Allemagne a été la première à faire savoir qu'elle se contente de la fausse vraie démocratie à laquelle joue le pouvoir algérien. Il n'y aura pas qui s'en offusqueront car ce minimum leur suffit concernant un pays qui recèle des potentialités dont leur intérêt national a tout à gagner en les mettant à son service, mais qu'ils considèrent du haut de leur mépris comme inéligible à se doter d'une démocratie sans restriction et à l'assumer pacifiquement.

Service national Poursuite de la régularisation de la situation des citoyens de 30 ans et plus

La régularisation de la situation vis-à-vis du Service national des citoyens, âgés de 30 ans et plus, jusqu'au 31 décembre 2014, se poursuit dans de « bonnes conditions », a indiqué, hier, à Alger, un communiqué du ministère de la Défense nationale. « Le ministère de la Défense nationale informe que la régularisation de la situation vis-à-vis du Service national des citoyens, âgés de trente (30) ans et plus, jusqu'au 31 dé-

cembre 2014, décidée par son Excellence Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, se poursuit dans de bonnes conditions », précise la même source. Depuis le début de cette opération, au mois de mars 2011, et jusqu'au 31 décembre 2015, le nombre de citoyens, ayant bénéficié de mesures présidentielles, est estimé à 218.101, dont 2.939 résidant à l'étranger, selon le com-

munié. Cette opération a, également, permis, ajoute la même source, la régularisation de 558.805 retardataires des classes jusqu'à 2012. « Le ministère de la Défense nationale porte à la connaissance des citoyens que les centres du Service national continueront à accueillir et à prendre en charge, avec toute la diligence requise, les personnes concernées qui se présenteront et ce, indépendamment des calendriers des passages fixés antérieurement ».

Tirage du N°6430
119.631 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Commerce

Réduction de moitié des importations de véhicules en 2016



Yazid Alilat

Feu vert du ministère du Commerce, mais également de l'Industrie et des Mines, pour les licences d'importation dans le cadre des contingents pour les trois produits de la première liste décidée par le gouvernement, c'est-à-dire les véhicules, le ciment et le rond à béton.

D'emblée, il ressort que le ministère de l'Industrie et des Mines, qui a pris en charge le dossier des véhicules, a mis à exécution sa volonté de réduire le plus possible les importations de véhicules, dont les voitures particulières. D'abord pour réduire la facture des importations, ensuite pour baliser la voie à la production locale des voitures.

Pour des importateurs potentiels comme pour les franchises installées en Algérie, c'est la douche écossaise: en 2016, les importations de voitures seront pratiquement réduites de moitié, annonce une source proche du ministère du Commerce citée par l'APS. Selon un membre du comité chargé de la délivrance de ces licences, le contingent d'importation de véhicules a été fixé à 152.000 unités pour 2016, soit une réduction de moitié des quantités importées en 2015 (300.000 unités contre 439.637 unités en 2014). Ce contingent porte autant sur les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus (chauffeur inclus), les véhicules de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport des personnes (y compris les voitures de type «break» et les voitures de course) et les véhicules automobiles pour le transport de marchandises. La facture des importations de véhicules de tourisme s'est établie à 3,9 milliards de dollars en 2015 contre 4,8 md de dollars en 2014. Une récente directive du ministère de l'Industrie et des Mines qui a pris d'autorité ce dossier du ministère du Commerce indique que les nouveaux critères pour les licences d'importation de véhicules limitent à 50% la moyenne des importations enregistrées durant les deux dernières années, ainsi qu'un coefficient prenant en considération la situation fiscale de chaque concessionnaire. La réduction de moitié des quotas d'importation de véhicules serait basée sur une étude du ministère de l'Industrie selon laquelle les bilans des concessionnaires de voitures ne sont pas vrais, ou exacts. Certains concessionnaires déclarent des bilans déficitaires alors qu'ils réalisent des chiffres d'affaires importants, alors que d'autres ont essayé de gonfler leurs quotas en important l'année dernière beaucoup plus que d'habitude, indique le ministre Abdelhamid Bouhouareb.

Mais, côté concessionnaires, les textes restent flous. Une réunion devrait regrouper prochainement les professionnels de l'automobile avec des

membres du comité interministériel chargé du dossier des licences d'importation, car le cas des importateurs de plusieurs marques se pose. Dans une intervention à la radio nationale, Saïd Djellab, directeur du suivi des accords régionaux au ministère du Commerce, avait indiqué sur ce dossier que pour «les importations de véhicules, il y a un cahier des charges. C'est le ministère de l'Industrie qui gère ce dossier. Mais tous les opérateurs doivent avoir un cahier des charges et s'ils respectent ce cahier des charges, ils sont éligibles à l'importation.»

Pour les paiements, la lettre de crédit ne sera accordée qu'après l'octroi de la licence. «Il n'y aura pas de domiciliation bancaire tant qu'il n'y a pas la licence, l'argent ne sort pas avant d'avoir la licence. Les paiements a priori seront donc supprimés», a-t-il expliqué. Et, sur le marché, déjà, les prix des voitures d'occasion sont montés en flèche, sur la base de rumeurs faisant état de «l'arrêt des importations» de voitures.

Par ailleurs, le contingent quantitatif du ciment Portland gris a été fixé à 1,5 million de tonnes, précise la même source. Quant au rond à béton, son contingent a été fixé à 2 millions de tonnes. Selon le ministère du Commerce, tout opérateur économique, personne physique ou morale, remplissant les conditions conformes à la législation et à la réglementation en vigueur, peut introduire une demande de licence d'importation d'un produit ou d'une marchandise. L'avis d'ouverture des contingents entre en vigueur aujourd'hui, jeudi 14 janvier jusqu'au 3 février 2016. La mise en vigueur des licences d'importation, avec la fin du système FIFO (premier arrivé, premier servi) va concerner 63 produits. «Tous les opérateurs seront éligibles au système des quotas. Il n'y aura plus de monopole sur le sucre et sur tous les produits. L'objectif des licences va démonopoliser les importations et tous les opérateurs seront éligibles aux quotas. Mais, ce n'est pas à travers la licence qu'on va régler les problèmes du commerce et surtout des importations. Il faut rassurer les investisseurs pour produire en Algérie, et pour cela on va inverser la donne : il y aura plus d'attraits à produire et à investir» en Algérie, avait notamment souligné M. Djellab. Concrètement, l'opérateur doit déposer le formulaire dûment renseigné, à télécharger sur le site web du ministère du Commerce, auprès de la direction du commerce de wilaya territorialement compétente. Cette demande doit être accompagnée d'une copie du registre du commerce, une facture pro-format indiquant le produit, la qualité, la valeur et l'origine du produit, un extrait de rôle, une attestation de mise à jour avec la CNAS ou la CASNOS et un questionnaire d'identification de l'opérateur économique à renseigner.

Benghebrit rencontre les syndicats, aujourd'hui Les Oeuvres sociales de l'Education, un vrai casse-tête

La ministre de l'Education nationale, Mme Nouria Benghebrit, a annoncé, hier, la tenue d'une rencontre, aujourd'hui, avec les représentants des syndicats du secteur pour corriger «les dysfonctionnements» relevés dans la gestion des fonds des Oeuvres sociales. Mme Benghebrit a précisé, à la Radio nationale, que le ministère entendait, à travers cette rencontre, qui réunira l'ensemble des syndicats «sortir avec une vision unifiée qui permette à la majorité des travailleurs du secteur de bénéficier de ces fonds estimés à 9 milliards de dinars». Les syndicats ne sont pas contre l'idée de parvenir à une vision unifiée pour corriger les dysfonctionnements relevés, depuis plus de trois ans, auprès de la Commission nationale des Oeuvres sociales des travailleurs de l'Education, a indiqué la ministre, ajoutant que le problème résidait dans «la concrétisation de cette vision, sur le terrain». La Commission nationale des Oeuvres sociales des travailleurs de l'Education, qui est gérée, depuis juillet 2015, par une nouvelle équipe, se heurte à quelques «problèmes» du fait de la divergence des syndicats, quant à la «définition des responsabilités», a fait savoir la ministre. Selon elle, la rencontre de jeudi permettra de définir, un nouveau projet à soumettre aux syndicats que les cadres de l'Education s'emploieront à enrichir avec le concours des organisations syndicales et des représentants du ministère des Finances et de la direction générale de la Fonction publique, en vue d'aplanir les difficultés. Le plus important,



pour le ministère, est de «s'entendre sur une gestion transparente et rationnelle de ces fonds», a-t-elle insisté. Les chargés de la gestion des fonds des Oeuvres sociales devront rendre des comptes et seront même poursuivis, en justice, si leur implication dans la dilapidation des fonds est prouvée, a assuré Mme Benghebrit, affirmant que «s'il s'avère que la commission n'a pas fait, correctement, son travail, nous prendrons les mesures nécessaires, en appliquant la loi, ce qui est évident».

Concernant le concours de recrutement des enseignants qui se déroulera, fin février, Mme Benghebrit a affirmé qu'il s'agit d'un examen «écrit» qui permettra une meilleure sélection des candidats. La nouveauté, cette

année, a-t-elle ajouté, est que la formation scientifique sera privilégiée pour le recrutement des enseignants du primaire, en vue de pallier les insuffisances relevées chez certains enseignants recrutés par le passé et dont la plupart ont une formation littéraire. Mme Benghebrit a souligné que les besoins du secteur seront définis, en tenant compte du nombre des enseignants mis à la retraite et des établissements qui seront ouverts, au cours de l'année scolaire 2016-2017. Elle a, en outre, indiqué que selon les premières estimations, 90 % des départs à la retraite, cette année, s'inscrivent dans le cadre de la retraite proportionnelle, alors que ceux ayant atteint l'âge légal de la retraite sont peu nombreux.

Raïna Raïkoum
Ahmed Farrah

Le 51 de «la discorde»

Pour une surprise, c'en est une ! Saadani, qui paraissait au fait de ce qui se trame dans les coulisses des hautes sphères, est monté au créneau pour exprimer sa désapprobation pour l'article 51 de la première mouture du projet d'amendement de la Constitution, alors que tout portait à croire qu'il était dans le cercle des artisans les plus proches du centre de décision. Il semble qu'il a été entendu et que l'article en question est réécrit avant l'approbation du projet de la loi fondamentale par le Conseil des ministres.

L'article 51 faisait exclure les expatriés binationaux de l'accès aux hautes responsabilités de l'Etat et aux fonctions politiques. Un jeu de poker menteur pour exhiber son influence et sa force de proposition dans l'échiquier politique national ? A-t-il prémédité son coup, pour apparaître en fin tacticien, en laissant sciemment son adversaire aller à la «faute» et se mettre, ainsi, sur le dos un pan entier de la population relayée par l'opinion et les organisations internationales ? Ou bien lui et Ouyahia ne sont en réalité que des acteurs, dans une comédie bien orchestrée par un le grand metteur en scène ? Ouyahia prend le rôle de la vedette préférée de ses supporters et monte au créneau en bon «dribbleur» charmeur et parleur, rompu aux situations pénibles que personne d'autre que lui n'est capable d'exécuter. Saadani menace d'attendre son rival dans l'hémicycle pour corriger l'article (51) controversé. Mais le scénariste, jaloux de son texte, n'acceptera en aucun cas que des scribes amateurs le griffonnent et lui changent le sens qu'il entend lui imprimer. Donc, il appose lui-même les cor-

rectifs qu'il voit utiles et met le point final qui clôt le jeu des mandats à vie par l'alinéa 8 de l'article 178 qui interdit l'amendement de la Constitution pour que le président de la République ne soit rééligible qu'une seule fois.

Reste une interrogation que tout le monde se pose : Bouteflika est en politique depuis que De Gaulle avait instauré la V république, il a connu JF. Kennedy, Khrouchtchev, Mao Tsé-toung, Titoils sont tous partis, seule la reine Elisabeth est plus ancienne que lui, la génération née en 1962 est aujourd'hui quinquagénaire et mise définitivement entre parenthèse. Ne serait-il pas temps en 2019 de remettre le flambeau à la génération qui n'a pas connu Boumediène et qui aura déjà 40 ans à ce moment-là ? A-t-on travaillé pour cet objectif ? Sûrement pas. Ailleurs, Obama, afro-américain, était élu président à la tête du plus puissant Etat du monde l'âge de 46 ans. Ici, on empêche des Algériens d'occuper des fonctions officielles parce qu'ils sont binationaux. Le monopole du cœur pour la patrie ne se limite pas, nécessairement, à un point de chute de parturition ou à un papier d'état civil, l'histoire est là pour nous le rappeler. Quand en 1954 le devoir avait appelé les hommes et les femmes, il n'a pas été sélectif, il s'est adressé à tous les Algériens et à tous ceux qui se sentaient Algériens dans leurs tripes ; le deuxième collège fut une triste expérience pour le peuple algérien. Le reproduire serait une injustice méprisante, parce qu'elle vient de soi. Enfin, la meilleure immunisation contre les dérives des hommes n'est autre que la démocratie et la transparence dans la gestion des affaires de la cité.

Délivrées la semaine prochaine Des cartes d'identité biométriques aux candidats au bac 2016

Les candidats au baccalauréat, session juin 2016, auront leur carte d'identité biométrique «à partir de la semaine prochaine», a affirmé, hier à Alger, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar. Lors d'une conférence de presse animée à l'issue de la conférence nationale sur l'évaluation du système LMD (Licence-Master-Doctorat), M. Hadjar a

indiqué qu'il a été décidé, lors de la dernière réunion du gouvernement, de doter les candidats au baccalauréat pour la session 2016 de cartes d'identité biométriques à partir de la semaine prochaine. Le ministre a affirmé par ailleurs qu'un groupe de travail sera installé la semaine prochaine entre son département et le ministère de l'Intérieur pour «télécharger» les applications de cette carte qui ser-

vira également de carte d'étudiant et qui sera utilisée dans les domaines de l'enseignement supérieur et autres comme les soins. M. Hadjar a relevé dans le même contexte qu'une «nouvelle carte nationale d'étudiant» sera également introduite, et qui pourrait être utilisée dans les œuvres universitaires comme les résidences, le transport, les bibliothèques et les centres médico-universitaires.

SMART
LINE

ALCATEL
onetouch® *Pixi*
FIRST



FORFAIT LINE
ILLIMITÉ
3990 DA

SMART DISPONIBLE
EN BOUTIQUE

Smart LINE disponible dans toutes nos boutiques Djazzy, au prix exceptionnel de 3990 Da (+2000 DA de caution). Destiné pour toute nouvelle acquisition d'un forfait LINE ou migration. Dans la limite du stock disponible. Choisissez l'un des forfaits LINE et bénéficiez des avantages gratuits et illimités en composant *735#.



www.djazzy.dz

مرحبا بالغد

DJEZZY
جزي

Procès Sonatrach 1 L'audition des témoins se poursuit



M. Aziza

Le responsable de la direction des Procédures judiciaires, Bouchen Mohamed, entendu, parmi les témoins, dans le cadre du procès de Sonatrach 1, en cours, a reconnu, hier, que la directive R15 A 408, régissant les marchés de Sonatrach, n'a pas été respectée. Il indique, à la demande et à la persistance du juge, que dans le cas des deux marchés attribués au groupement Contel Funkwerk, l'un relatif à la sécurisation du Complexe Industriel du Sud (CIS), et l'autre à la sécurisation de la base de vie du '24 Février 1971', devaient être octroyés, conformément à la directive R15, sur la base du principe du moins disant.

Pourquoi le projet a été accordé au groupement Contel Funkwerk avec une offre de mieux disant ? Sa réponse était déjà connue d'avance : «les instructions de la hiérarchie», qui se répète, comme un refrain de ce long du procès. «Il y a avait un accord de l'ex-P-DG de Sonatrach, Mohamed Meziane». Et de poursuivre, il y avait, également, l'accord dérogatoire pour poursuivre le processus de signature des deux contrats.

Est-ce que les cinq services, dépendant de sa direction, dont la mission principale, était le contrôle des contrats, ont-ils relevé des anomalies ? Il affirme que le dossier est parvenu à sa direction ficelé. Et que la seule chose qui clochait est le fait que les deux entreprises (Contel et Funkwerk) n'ont pas déposé, chacune, son

statut. Il précise, elles ont, uniquement, déposé le statut du groupement Contel Funkwerk. Et d'affirmer que «dès qu'on leur a signalé le problème, elles ont déposé les statuts».

Le juge Mohamed Reggad lui demande s'il savait que le fils de l'ex-P-DG de Sonatrach, Mohamed Réda Meziane était actionnaire à Contel Funkwerk, du moment que l'une des missions de son département était de contrôler les dossiers des contrats et des entreprises contractantes. Il répond : «non, je ne savais pas». Le juge insiste «est-ce que vous avez consulté les statuts des deux entreprises». Il répond par l'affirmative, «on leur a même signalé qu'ils risquaient de perdre le contrat si elles ne renouvellent pas le groupement, qui lui restait que 15 jours d'existence». Et pour le fils de Meziane «aucun de mes éléments ne m'a informé que le fils de Meziane, était actionnaire à Contel Funkwerk, et peut-être que je n'ai pas bien consulté le dossier».

Le juge «vous avez relevé un détail, dans le dossier, relatif à l'expiration de la durée du groupement Contel Funkwerk, mais vous n'avez pas vu le nom du fils de Meziane, qui figurait dans le statut de l'entreprise, en tant qu'actionnaire». Le défilé des témoins s'est poursuivi, avec l'invitation à la barre des secrétaires de l'ex vice-président de l'activité amont, Belkacem Boumediene, et aucune d'elles n'a vu ni entendu parler d'Al Ismail Réda Djaffer, patron de Contel Funkwerk, ni du fils de l'ex-PDG de Sonatrach Mohamed Réda Meziane.

In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar Huit contrebandiers et huit migrants interpellés

Huit contrebandiers et autant d'immigrants clandestins ont été appréhendés, mardi, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) d'In Guezzam et de Bordj Badji Mokhtar, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant des secteurs opérationnels d'In Guezzam et de Bordj Badji Mokhtar, 6e Région militaire, ont appréhendé, le 12 janvier 2016, huit (08) contrebandiers et huit (08) immigrants clandestins, et ont saisi

trois (03) camions, un véhicule tout-terrain, 25 tonnes de denrées alimentaires, 2,5 tonnes de ciment, cinq (05) détecteurs de métaux, 7.900 litres de carburant, une somme d'argent estimée à 97.790 dinars algériens et des téléphones portables», précise la même source. «De même, un détachement relevant du secteur opérationnel de Tindouf, 3e Région militaire, a saisi un camion chargé de 10.600 litres de carburant destinés à la contrebande», ajoute le communiqué. Par ailleurs, et à Tlemcen, 2e Région militaire, 2.730 litres de carburant ont été saisis par les éléments des gardes-frontières».

M'sila Deux morts et trois blessés dans une collision

Deux personnes d'une cinquantaine d'années ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans un accident de la circulation, survenu, hier sur la RN 89, au lieu-dit 'Annakab' dans la commune de Sidi Ameur (M'sila) , a-t-on appris auprès de la Protection civile (PC). La même source a précisé que l'accident s'est produit suite à une collision entre un camion et un véhicule léger. Les blessés transférés à l'hôpital de Boussaâda sont sous surveillance médicale. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les véritables causes de cet accident.

Iran-Arabie Saoudite Les messages d'Alger

L'Algérie a distillé d'importants messages situant les responsabilités de l'Iran et de l'Arabie saoudite dans la dégradation de la situation dans la région mais elle a surtout rappelé les priorités qui interpellent le monde arabe et musulman.

Ghania Oukazi

Elle l'a fait par la voix de son ambassadeur en Egypte et représentant auprès de la Ligue arabe, Nadir Larbaoui, au cours de la réunion extraordinaire tenue dimanche dernier à la demande de l'Arabie saoudite. C'est le Conseil de la Ligue arabe qui s'était réuni au niveau ministériel mais, faut-il le noter, aucun des ministres algériens, ni Lamamra ni Messahel, n'y ont assisté. Le refus de l'Algérie de se faire représenter à cette réunion par son ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères ou son ministre chargé du Maghreb et de la Ligue arabe, est le premier signe de sa désapprobation des comportements de la République islamique d'Iran et de l'Arabie saoudite depuis la crise qui a éclaté entre eux le 3 janvier dernier suite à l'exécution par Riyad du cheikh Nimr Baqer Al Nimr, autorité religieuse chiite. (Voir p. 4 du Le Quotidien d'Oran du mardi 5 janvier 2016). Elle n'était pas par conséquent très chaude pour assister à un tel «rapel» des troupes arabes.

Il faut croire que l'Algérie a toujours compté sur la pertinence de son ambassadeur en Egypte pour exprimer exactement ce qu'elle pense des questions les plus importantes qui concernent le monde arabe et musulman et même au-delà. Ambassadeur qui a déjà fait parler de lui, entre autres, dans des moments cruciaux comme le déclenchement de ce qui est appelé hypocritement «les printemps arabes» lorsqu'il a défendu bec et ongles les positions de l'Algérie auprès de certaines monarchies. On nous dit d'ailleurs du côté du ministère des Affaires étrangères que «l'activisme diplomatique de l'ambassadeur algérien a permis d'expurger les textes de la réunion du Conseil de la Ligue arabe de toutes mesures opérationnelle de nature diplomatique ou économique, telles que celles prises par certains pays du Golfe».

L'ART DIPLOMATIQUE, ENTRE REPROCHES ET SOUS-ENTENDUS

L'intervention qu'il a présentée devant le Conseil de la Ligue arabe lors de sa dernière réunion extraordinaire, Nadir Larbaoui l'a élaborée ainsi, conformément à l'art de la diplomatie qui est incrusté de messages condensés et de grandes subtilités. D'entrée de jeu, il a souligné «la multiplication et l'aggravation des conflits et des crises qui secouent le monde arabe depuis plusieurs années, jusqu'à menacer les fondements de certains Etats, à l'exemple de la Syrie, le Yémen et la Libye». Conséquence de situations aussi décadentes, «nos préoccupations de la cause palestinienne qui est notre première et principale cause, ont été reléguées à un niveau qui est loin de convenir aux sacrifices et aux combats du peuple palestinien frère et sa forte volonté de fonder un Etat indépendant avec El Qods Echarif comme capitale», a-t-il dit. L'ambassadeur a noté avec fermeté que «mon pays, l'Algérie, n'a eu de cesse, depuis le début de ces crises, de prévenir de leurs conséquences graves sur la sécurité et la stabilité et insiste avec force et ce, en référence à sa profonde conviction au droit des peuples à l'autodétermination, sur le respect de deux principes cardinaux et stables dans sa politique extérieure, confor-

mes au droit international et aux règles qui régissent les relations entre les Etats». Larbaoui rappelle alors «le principe de non-ingérence dans les affaires internes des Etats qui consiste entre autres, au respect de décisions prises par des institutions d'Etats souverains, et l'interdiction faite à d'autres Etats de les commenter ou de réagir à leurs effets». Le 2^{ème} principe impose le règlement des conflits par les voies pacifiques et la préférence au dialogue, à l'entente et à la réconciliation nationale afin de dépasser les clivages internes et aboutir à des solutions politiques consensuelles notamment dans un contexte régional précaire confronté à l'escalade de la menace terroriste et le crime transnational».

TÉHÉRAN ET RIYAD MIS DOS À DOS

D'une pierre trois coups, l'Algérie a par ses rappels tenu selon toute vraisemblance à mettre dos à dos l'Iran et l'Arabie saoudite en accusant le premier d'avoir non seulement commenter la décision de la justice saoudienne d'exécuter cheikh Al Nimr mais d'avoir laisser incendier l'ambassade saoudienne à Téhéran et son consulat à Mashhad. Elle condamne cependant, en même temps, l'acte d'exécution d'Al Nimr puisqu'elle reproche au royaume wahhabite de ne pas avoir choisi «les voies pacifiques, le dialogue, l'entente, la réconciliation nationale afin de dépasser les clivages internes et aboutir à des solutions politiques consensuelles». Al Nimr était bien Saoudien mais chiite, opposant à ses gouvernants sunnites. «On n'a pas le droit d'exécuter un leader d'opinion, les Etats ne doivent pas éliminer physiquement des citoyens pour leurs opinions», nous disait un politologue au lendemain de l'exécution d'Al Nimr et 46 autres Saoudiens.

L'Algérie s'étonne qu'«au moment où on a accueilli l'accord politique entre nos frères Libyens (...), en le considérant comme une étape importante vers la constitution d'un gouvernement d'union nationale (...), et au moment où apparaissent à l'horizon les prémices de règlements politiques dans la région, on se trouve face à une escalade des tensions suite à ce qu'a subi l'ambassade d'Arabie à Téhéran et son consulat à Mashhad (...)» Escalade qui, dit Alger par la voie de son ambassadeur, «m'inquiète beaucoup tout autant que la communauté internationale quant à ses probables conséquences sur la paix et la sécurité dans la région et dans le monde». L'Algérie refuse, dit-elle encore, «toute attaque contre les représentations diplomatiques en tout endroit et en toute circonstance (...) et insiste sur la nécessité de les protéger et de les préserver conformément au droit international (...)».

LES SUBTILITÉS ALGÉRIENNES

C'est par la voie diplomatique la plus subtile qu'elle reproche ainsi à Téhéran d'avoir permis les attaques des représentations diplomatiques saoudiennes et de ne pas leur avoir assuré la protection. Mais elle distille en même temps un message de reconnaissance aux autorités iraniennes en rappelant qu'elles en ont exprimé leurs regrets (...) et «se sont engagées à déployer des efforts pour arrêter et faire juger les auteurs (des attaques. Ndrr)». Ce qui représente,

pour elle, «un pas positif en vue de contenir la crise». Elle se tourne encore vers l'Arabie saoudite pour lui en vouloir de s'être empressée de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran. Larbaoui a affirmé ainsi dans son intervention que «mon pays a exprimé son profond regret vis-à-vis de la détérioration des relations déjà complexes entre les deux pays frères, et qui se transforment en une crise ouverte qui fait imploser les efforts régionaux et internationaux à trouver des solutions politiques (...) et perpétue les souffrances des deux peuples syrien et yéménite (...)». Une détérioration qui, continue-t-il de dire, «contracte en outre les volontés et les efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et constitue une menace directe sur la sécurité et la stabilité des pays de la région en particulier et du monde en général». L'Algérie interpelle en même temps la communauté internationale pour qu'elle ne continue pas à jeter de l'huile sur le feu entre deux pays qui s'affrontent en permanence depuis la nuit des temps. Affrontements surnois qui servent en évidence les intérêts tout aussi surnois des puissants de ce monde comme les Etats-Unis et Israël, conformément à des plans géopolitiques et géostratégiques par lesquels ils entretiennent fortement et sûrement leur hégémonie sur la région et sur le monde.

LES AVERTISSEMENTS D'ALGER

L'Algérie a appelé avec insistance, rappelle son ambassadeur, «les autorités politiques des deux pays au calme et a formulé le vœu sincère que la crise actuelle soit rapidement contenue et que, par le dialogue et la négociation, les deux pays puissent parvenir à l'élimination des facteurs de tension dans leurs relations diplomatiques dans l'intérêt de leurs peuples ainsi que de la paix et de la sécurité internationales». Tout en soulignant «le caractère des plus sensibles du contexte géopolitique et sécuritaire», elle remplace les deux pays dans leur rang respectif de membre de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et les met, encore une fois, dos à dos en leur demandant de respecter «leurs engagements vis-à-vis des valeurs et préceptes de l'islam notamment la sacralité de la vie humaine et la non violence entre les frères, tout en évitant la confrontation entre eux quelles que soient les circonstances».

L'Algérie conclut ses nombreux messages qu'elle a tenu à faire parvenir aux pays membres de la Ligue arabe en souhaitant que la réunion extraordinaire de dimanche dernier leur permet de «se rendre compte de l'importance des dangers et des défis auxquels nous faisons face et aux dimensions politiques, sécuritaires et économiques». Le clin d'œil algérien à l'Arabie saoudite de par sa position très controversée vis-à-vis de la chute vertigineuse des cours du pétrole est assez clair dans cette conclusion. En tout état de cause, Alger estime en dernier que «personne ne peut prévenir les conséquences catastrophiques de situations aussi détériorées sur notre monde musulman, excepté les organisations terroristes qui s'en nourrissent et les exploitent pour se renforcer, se déployer et accroître leurs opérations criminelles».

La constitution : tout le monde en parle ou presque !

Il y a quelques mois, quelques jours même, Ammar Saâdani, le Secrétaire général du FLN, fier comme Artaban, affirmait que la révision constitutionnelle comporterait de « grosses surprises ».



Par Cherif Ali

Le projet a été rendu public et il ne semble pas avoir tellement surpris l'opposition, encore moins l'opinion. Ce qui a fait dire à certains que Ammar Saâdani n'a pas eu, peut-être, accès à la vraie information. A moins, qu'entre-temps, le projet n'ait été modifié. Cela ne l'a pas empêché, pour autant, de faire entendre sa voix, à l'occasion de sa récente conférence de presse où « il a revendiqué, au nom du FLN, la paternité de la majorité des amendements proposés », moins celle se rapportant aux « bi-nationaux » qui n'a pas été de son goût ; ce qui l'a amené à dire : « L'Algérie a traversé une période difficile qui a provoqué un départ massif de ses cadres et de ses compétences à l'étranger ; nous avons des cadres binationaux compétents dans plusieurs domaines qui souhaitent participer au développement du pays ; l'article 51 du projet de constitution les empêche de le faire et nous demandons son amendement ! ».

Est-ce à dire que le FLN ira jusqu'à ne pas voter la constitution si sa demande n'est pas prise en compte ? Difficile à dire et ça serait, aller très vite en besogne que de le croire !

Dans le camp de l'opposition en tous les cas, on rejette en bloc le texte ! Et on promet dans la foulée, une contre-proposition à en croire Soufiane Djilali qui en a fait l'annonce. Toutefois, personne n'est dupe du jeu des partis de la C.N.L.T.D qui cherchent toujours l'étape d'après ! Pour l'instant, leurs chefs y vont de leurs petites phrases :

· Mokri pour le MSP qui estime « que cette constitution n'est ni consensuelle encore moins porteuse de réformes ; elle n'exprime que les orientations du président de la République et de ceux qui l'entourent »

· Benflis qui met en cause des « forces extraconstitutionnelles » en affirmant que celles-ci sont derrière le projet de constitution qui répond plus aux intérêts étroits du régime politique en place et son souci obsessionnel d'assurer sa survie, qu'à l'aspiration des Algériens à la modernisation du système politique national, à travers l'avènement d'une république démocratique et sociale s'épanouissant dans le cadre d'un État de droit. Le projet, a-t-il dit, ne m'a inspiré que des réactions attristées dans le sens où la constitution de la république ait

été réduite à incorporer une logorrhée politicienne sans consistance, sans profondeur de vues et sans cohérence politique et juridique.

· Soufiane Djilali pour sa part, affirme que « la constitution a été faite pour un président omnipotent et au dessus de la nation : ce n'est pas une constitution du XXI^{ème} siècle »

· Louisa Hanoune qui, avant d'asséner son « *bled Mickey* » qui a fait grand bruit, a déclaré : « il n'y a pas de réformes politiques ; nous avons rêvé et souhaité une réforme respectable parce que notre système politique est pourri ; les amendements proposés ne sont que des retouches superficielles ; au lieu de renforcer et d'élargir les prérogatives des parlementaires et définir le vrai rôle de l'Assemblée, ils nous parlent du droit de l'opposition rappelant le coup de force législatif à l'occasion de l'adoption de la loi de finances pour 2016 ; pas d'indépendance de la justice, ajoute la patronne du Parti des Travailleurs, dès lors que le Conseil supérieur de la magistrature est présidé par le Chef de l'Etat, encore moins d'indépendance pour l'instance chargée de la surveillance des élections des membres et le président seront désignés par ses soins. Bien évidemment, Louisa Hanoune s'arrange à chacune de ses sorties médiatiques, d'enfoncer le clou et de lancer des piques à destination de ses adversaires ciblés en déclarant notamment : « je suis offensée de constater qu'on a pensé à constitutionaliser ce qu'on a appelé -l'amélioration du climat des affaires-, ce qui apparaît à mes yeux, comme une satisfaction d'une demande de l'oligarchie ! ».

· Djaballah qui, pour ne pas changer, continue de s'interroger sur le projet de société qu'on veut donner aux algériens et la dimension de la langue arabe dans le pays

· Le FFS, enfin, qui rejette le projet de constitution dans sa globalité

Comme on le voit, le projet de constitution rendu public, ne semble pas faire l'unanimité au sein de la classe politique nationale. Mais pas que. Il y a aussi la presse qui, non seulement a relevé toutes les incohérences, mais n'a pas pris de gants pour critiquer celui qui a été chargé de le présenter ; Kamel Daoud entre autres, s'est intéressé de plus près au directeur de cabinet de la présidence de la République écrivant à son propos : « son dernier titre de gloire courtisane a été de présenter au peuple la nouvelle constitution. Mauvais choix du point de vue de la ruse. L'homme a l'indice de crédibilité le plus bas du pays, et a usé d'arguments surréalistes et tellement bêtes

que cela a été pris pour de l'insulte volontaire de la raison. Le nouveau texte est boiteux et porte, désormais, l'image de cet homme et de ses explications -mode café- ; il laissera le goût d'une ruse reconduite, pas celui d'une proposition ! ».

Notre confrère n'a pas été le seul à ne pas aimer l'intervention d'Ahmed Ouyahia. Les journalistes présents à la conférence de presse de ce dernier, ont également été surpris par son aplomb. Ne pouvant ignorer qu'ils allaient l'interroger, en particulier, sur le « *rétropédalage* » relatif à la limitation des mandats présidentiels, mais aussi sur cette obsession du pouvoir à « *triturer* » la constitution en fonction des désirs du moment, Ahmed Ouyahia, droit dans ses bottes, s'est surpris lui-même en s'entendant dire, en définitive, que ce n'est pas un changement de constitution qui est proposé mais un « *enrichissement* » !

De ce qui précède, faut-il se hasarder à conclure que le projet de constitution, tel que soumis, a été rejeté globalement et dans le détail ? Que nenni ! Il s'est trouvé beaucoup de compatriotes et des intellectuels engagés qui lui ont trouvé beaucoup de points positifs et dans la foulée, ont exprimé leur satisfaction concernant, par exemple, « la constitutionnalisation de la langue Tamazight » et la création d'une « Académie de la Langue Tamazight » ou encore, l'abandon du « *délit de presse* ».

Peut-on dire pour autant que le projet de constitution a accaparé l'attention générale ? Celle du citoyen lambda, par exemple ? Pas si sûr ! Pour beaucoup d'algériens, la constitution est passée au second plan, loin derrière la loi de finances de 2016 et toutes les augmentations qui ont impacté leur quotidien. Certains concitoyens, internautes de leur état, ont été, néanmoins, plus entreprenants, puisqu'ils ont été jusqu'à faire des propositions : *promotion de la justice sociale, élimination des disparités régionales, encouragement de la construction d'une économie diversifiée et sa protection contre toutes formes de malversation, détournement, corruption, trafic illicite, abus, accaparement ou de confiscation illégitimes.*

Du débat autour de la constitution, il est apparu, une fois encore, que le clivage entre le peuple et les élites politiques au pouvoir ou dans l'opposition, est devenu fossé ; et le fossé est devenu abîme. Pour le peuple, l'objectif principal réside dans la sécurité sociale, celle de l'emploi ou la sécurité individuelle. Pour les élites, il n'est contenu que dans le pouvoir, les affaires et l'argent. Qu'offre-t-on au ci-

toyen si ce n'est une piètre image de la politique, celle par exemple, d'anciens dirigeants qui se rejettent la responsabilité d'un passé douloureux. Que cesse ce déballage qu'on dirait puéril s'il n'était aussi putride !

Il y a aussi l'opposition et sa quête toute aussi pathétique qu'insupportable « *du plus petit dénominateur commun* » entre les formations hétéroclites qui la composent, alors que leurs différences idéologiques sont criardes !

Dans les rangs de la majorité présidentielle, on ne fait pas mieux. Aujourd'hui, le FLN et le RND, par exemple, se contentent d'être le « *milieu nourricier* » des ambitions et le « *lien exclusif* » du personnel politique. Pour en venir à bout, il ne suffit pas de critiquer leur chef, leur programme (ils n'en ont pas) ou leurs ambitions cachées. Pour cela, il faudrait à un moment ou un autre, aller peut-être, vers une « *constituante* » ; l'idée chère à feu Aït Ahmed. Tout un programme.

La constitution, oui tout le monde en a parlé, ou presque !

En Allemagne, la chancelière Angela Merkel s'est réjouit, nous dit-on, « *des avancées démocratiques contenues dans la nouvelle constitution algérienne* » après que notre Premier Ministre, séjournant à Berlin à la tête d'une délégation officielle, lui en ait exposé les grandes lignes.

En France, il est aussi question de réforme constitutionnelle. Pas la nôtre, bien sûr. Dans ce pays, les esprits s'échauffent autour de la question de l'institutionnalisation (ou pas) de la « *déchéance de la nationalité* » pour faire des terroristes bi-nationaux, des apatrides, alors que pour ces derniers, la seule patrie qui vaille, c'est la mort !

Chez nous, les journaux continuent de consacrer des pleines pages au projet de constitution, même après son adoption par le dernier Conseil des ministres ! Au vu des *incongruités politiques criantes mais aussi des insuffisances rédactionnelles évidentes que contenait le texte et, ensuite, après les réactions, appréciations et remarques, observations, critiques et autres sidérations qu'elles ont suscitées autant chez les médias et les experts juristes, l'on se demandait, écrivait un éditeur d'un quotidien francophone, si l'étape du Conseil des ministres n'allait pas être une occasion d'y remédier. Il fallait, sans doute, une petite dose de candeur politique pour y croire, poursuit le journaliste mais, par nécessité ou par commodité, la candeur politique fait parfois partie intégrante de l'attirail du parfait journaliste !*

Et les journalistes, trouvent encore à redire, car c'est leur boulot. L'excellent Abed Charef, par exemple, estime que « *le président de la République garde tous les pouvoirs sans avoir à rendre compte ; il veut régler des questions liées au fonctionnement du pouvoir, sans avoir à nommer un vice-président, comme on le lui suggère depuis des années. Il délègue donc au premier ministre le soin de présider les réunions du gouvernement, selon l'article 85 alinéa bis, sachant que celui-ci n'a aucune marge de manœuvre, n'étant, en définitive, qu'un simple « punching-ball » entre le parlement et l'opposition, et qu'il peut être congédié à tout moment. Ce qui permettra au président Bouteflika de terminer, tranquillement, son 4^{ème} mandat. Et de se préparer pour la suite* ».

Il y a aussi pour conclure, cette polémique qui semble couvrir sur « *la voix référendaire ou parlementaire* » que compte suivre le président de la République, maintenant qu'il a saisi le Conseil constitutionnel, pour faire adopter ses amendements ?

Selon les spécialistes, un tel questionnaire n'a pas lieu d'être car la question est, semble-t-il, réglée par les articles 174 et suivants, *soumettant toute réforme de la loi fondamentale au suffrage du peuple, qu'elle soit initiée par le président de la République ou le parlement.*

De quoi donner en somme, du grain à moudre à tous ceux opposants ou partisans, qui continueront à évoquer la loi fondamentale du pays dans sa version de 2016.

■ Constitution ou Ordonnance ? De l'absolutisme au supra absolutisme

«Seul un optimisme fou
peut nier les sombres
réalités du moment.»

F. Roosevelt.

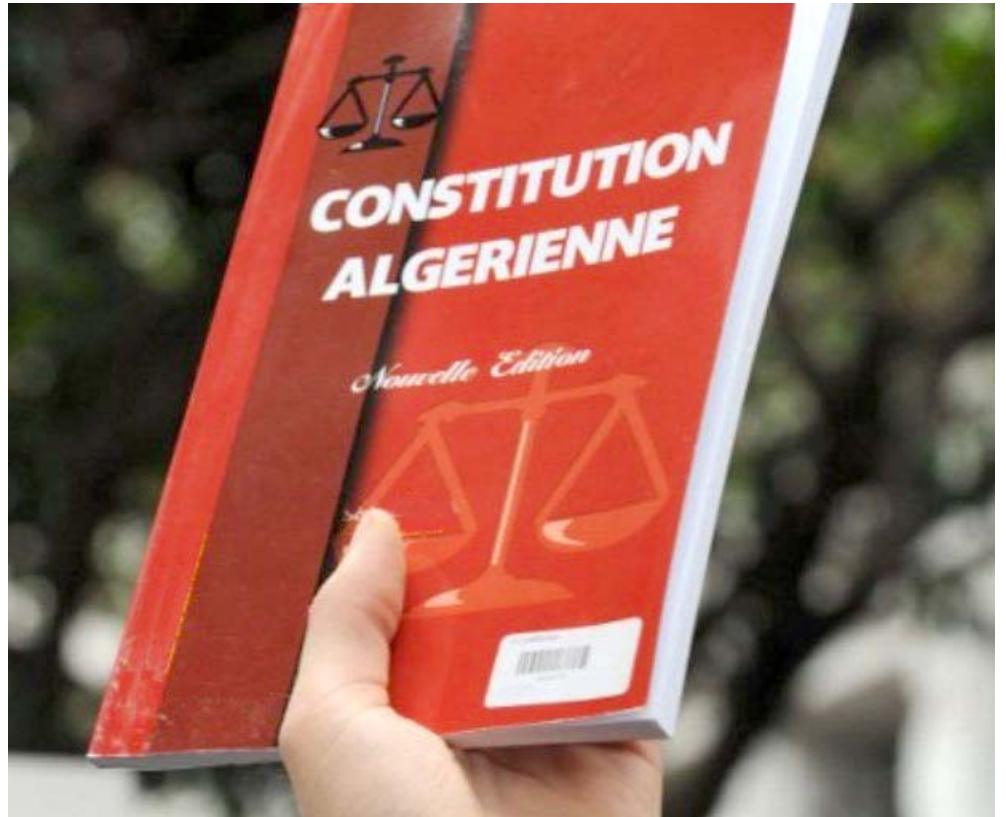
Par Smail Saidani *

Comme a son habitude, imbu de sa personne, usant d'un langage à la limite du mépris, vis-à-vis du citoyen en général et en particulier des personnalités nationales réunies au sein de l'ICSO, à l'initiative de la CLTD (Jil Jadid- Nahada- Hms. Rcd- Adala- Benbitour) et envers ceux qui ne trempent pas dans leur sauce, M. Ouyahia, chargé de vendre à qui veut bien le croire, une marchandise réchauffée, pour ne pas dire infecte, s'est présente, ce mardi, devant un parterre de journalistes, vantant les mérites de cette nième trituration de la loi suprême du pays. En le voyant se démenier, j'avais la boule qui montait et le sang qui chauffait, tellement son argumentaire frisait le ridicule. Il se démenait, dans un habit qui n'était pas le sien. D'emblée, le pouvoir du 8 avril 1999, se découvrait. Le mensonge et l'agression faite à la loi suprême, en 2008 se plantait. Le préposé à la conférence reconnaît, explicitement, que le pouvoir qu'il représente avait bien « menti » au peuple. Sans pudeur, il fait son mea culpa. L'article 74 « Zeroual », reprend sa place, non par amour de la démocratie ou par respect de la volonté populaire, la maladie invalidante et incurable du président, en est la cause essentielle. Que de temps perdu ! Selon le Larousse, la Constitution est la loi Suprême. C'est une norme juridique exécutoire et obligatoire, s'imposant à l'ensemble des citoyens d'un pays y compris le président de la République. Faire adopter ce contrat national par le Parlement actuel constitue un non-sens, un déni vis-à-vis de la citoyenneté. Seules les ordonnances émises par le président durant l'Inter-session parlementaire sont adoptées, sans débat, par le Parlement. C'est justement cette voie que le président de la République a choisi et avait déjà emprunté, par deux fois, (2002 - 2008), lui qui avait par quatre fois, juré, la main posée sur le Quran qu'il respectera et défendra la Constitution. Il en est le garant.

Me Bennabou Fatiha, personnalité indépendante et professeur émérite en Droit constitutionnel a, clairement, affirme que le président n'avait pas le droit de décider de la manière dont sera adoptée la Constitution. C'est quand même l'avis d'un expert en Droit constitutionnel, non pas celui d'un dompteur de trompette ou d'un apprenti juge (constitutionnel), désigné par lui et chargé de faire valoir les désirs du chef, en avis conforme. Si l'article 174 lui permet « d'engager » la procédure d'amendement, il ne l'autorise, nullement, et de manière unilatérale à en définir ni le contenu, ni la manière de son adoption qui relève du seul avis du Conseil constitutionnel. Hélas, cette institution, au même titre que le Parlement, n'est là que pour apposer le sceau de la République authentifiant les desiderata du chef (constitution- loi- ordonnance). Mon Dieu ! Qu'avions-nous fait pour mériter tous ces malheurs. Faire adopter « le contrat » national le plus important, par un Parlement neeglenien, issu de la fraude, des concussions et de l'argent sale. N'est-ce pas un déni de la souveraineté populaire. Ne savent-ils pas que l'histoire a toujours été impitoyable envers ceux qui trompent leur peuple. A décoincer le communiqué du Conseil des ministres restreint, du 28.12.2015, le président aurait déjà tranché quant au mode d'adoption de cet amendement ; le Parlement (deux chambres) se préparent déjà au show, en février, selon les propos d'Ouyahia. Le Parlement, mon Dieu! Monsieur le Président, vous n'êtes pas sans ignorer que les résultats des dernières législatives indiquent bien qu'en termes de pourcentage des votes exprimés, les résultats récoltés par votre parti, le FLN et son alter ego le RND sont là, têtus. Le FLN, n'a récolté en fait que 1.324.363 voix, avec un taux 6,11%, fraude y comprise. Il occupe 221 sièges. L'autre parti, le RND ne représente que 524.057 de voix, avec un taux 2,42%, fraude y comprise. Il occupe 70 sièges. A eux deux réunis, ils totalisent 1.848.420 électeurs, sur un total de 21.646.841

inscrits et un taux de représentation d'à peine 8,53! N'est-ce pas là la preuve de la non gouvernance démocratique ? C'est pourquoi, l'opposition réunie à Zeralda, en juin 2014, appelle à l'instauration de la vraie démocratie populaire. L'instauration d'une Commission indépendante, permanente chargée d'organiser les élections, y est inscrite comme condition sine qua non. Ses organes et sa composante, totalement indépendants du pouvoir, y compris son président élu par ses pairs. Appliquer l'article 38 de la loi 99/02, organisant les relations entre les deux chambres constitue une atteinte grave à l'esprit des règles de la République. Pour les formes, le président enverra le document, pour avis, après son approbation, déjà acquise du Conseil des ministres. Il a décidé d'aller au Parlement et ce n'est pas la juridiction de Medelci qui va le contrarier. Les juges (en la forme) de la plus Haute Juridiction du pays, désignés par lui-même ou appartenant au FLN / RND ne peuvent le contrarier, sous peine d'éjection. Sous d'autres cieux, au Burkina Fasso, par exemple un tel artifice avait été rejeté. Nous ne sommes, hélas, pas du niveau du Burkina. Rabaisser le contrat national à un tel niveau, c'est ramener le citoyen au rang d'indigène. Quatre mandats, trois révisions. L'on se rappelle que juste après son intronisation, à la tête de l'Etat, en avril 1999, après un scrutin entaché d'irrégularités, avec le retrait des six candidats, dont des historiques de la Révolution avait déclaré à une chaîne de Télé étrangère (comme toujours) qu'il n'aimait pas cette Constitution et qu'il allait la revoir en profondeur. Dix-sept années après le statut quo. Nulle révision « en profondeur » juste des modifications pour plus de pouvoir personnel. Clé de voûte de l'architecture institutionnelle, la Constitution, après le Coran est le texte sacré de tout Etat. Celle de 1996, venue pallier au vide créé par le désordre découlant de la Constitution de 1989, rédigée dans la précipitation par la Présidence d'alors et gelée par la promulgation de l'Etat d'urgence, en 1992, semblait ne pas plaire au Président Bouteflika, juste parce qu'elle ne lui permettait pas de rester là, le temps que Dieu lui prêterait vie. Elle consacrait l'alternance au pouvoir, comme principe démocratique intangible. Elle ne lui plaisait pas aussi, elle fût l'oeuvre d'un militaire, un général de carrière ; Zeroual pour ne pas le nommer. Lui, le civil, le diplomate, ramené et intronisé par les militaires, en 1999, après qu'il eut refusé le même poste en janvier; le pays étant alors pris en étau entre le feu des 'terros', à l'intérieur et le FMI à l'étranger. Belkhadem, le proscrit, disait alors, « si le peuple veut que 'Boutef' reste, pourquoi l'en empêcher ». La suite est là. Mandat à vie. Gouvernance oligarchique voire pouvoir super monarchique. La révision de 2008 lui a permis de s'attribuer les pleins pouvoirs « exécutif-législatif-judiciaire ».

Chef de l'Etat, Premier Magistrat, Chef suprême des Armées, chef du gouvernement, président du Conseil de la Magistrature... il nomme et révoque à tous les postes. Du 1^{er} des ministres au dernier SG de commune. Il n'a de compte à rendre à personne; la Haute cour de Justice prévue par la Constitution de 1996, n'ayant jamais agréé son attention. Il dispose de tous les pouvoirs. Il légifère par voie d'ordonnances et nomme les magistrats depuis le président du Conseil constitutionnel au dernier président de Tribunal. Il a le pouvoir de dissoudre l'APN, consulter directement le peuple par voie référendaire et suspendre et/ou dissoudre la Constitution qu'il juge contraire à ses humeurs (gel des agréments des partis politiques entre 2000-2012). En 2002 et 2008, deux révisions, à la hussarde, sont passées à la trappe et par le biais du seul Parlement. Que d'argent a coulé à flots. En 2011, il promet une révision profonde. Après 56 mois (4 années et 8 mois), on veut faire passer le chameau dans le chas de l'aiguille. Zeroual de son temps, dans des conditions bien difficiles, avait donné au pays une Constitution, en moins de 12 mois. Aujourd'hui à la lecture des amendements on y revient à celle de 1996. Que de temps perdu ! Le président n'a-t-il pas promis une révision consensuelle et profonde ? Une révision profonde doit être approuvée par référendum et non par les deux chambres d'enregistrement réunies. 2002 - Tamazight. Pour calmer le soulèvement de la jeunesse kabyle après l'assassinat du jeune Guer-mah Massinissa, le président offrit « tamazight » comme langue « officielle ». 2008- Man-



dat à vie. Pressé par l'échéance de fin de mandat qui devait expirer en avril 2009, caractérisé, alors, par les grands scandales touchant les proches et/ou membres du « clan », on fait sauter le verrou de l'alternance. C'est le mandat à vie. - 2011, la rue arabe gronde. Les dictateurs sont l'un après l'autre, tel un fruit pourri, jetés en pâture, mis en prison pour certains, brûlés pour d'autres ou expatriés. L'onde de choc a failli traverser nos frontières. En stratégie, le président revoie sa copie de gouvernance. Il tente de désamorcer la grenade. Le soir du 15 avril 2011, le visage ferme et la mine sombre, il annoncera un train de réformes, en profondeur, à commencer par la Constitution et l'ouverture du champ politique.

Mai 2013, tout bascule. L'AVC est là, imprévisible. Le Président sent sa fin arriver. Il lutte contre la mort et contre l'article 88. Son Conseil constitutionnel refuse l'auto-saisine. Son président se fait absent. La loi Suprême du pays est bafouée. Le troisième mandat tire à sa fin. Alors que tout le pays s'attendait à son retrait, dans la dignité.

Par procuration, il se porte candidat et par procuration, il tient « sa » campagne électorale, où tous les moyens de l'Etat sont à mis à la disposition des animateurs de shows, pour un maigre résultat. Sur les 22 millions inscrits, seuls 9 millions (chiffre frelaté) se seraient prononcés. Entre 5 et 6 millions de voix sont attribuées (par les mains célestes) au président qui sera déclaré vainqueur. Juste après, dans une conférence officielle, le directeur des Libertés du ministère de l'Intérieur, celui-là même, chargé de la gestion des fraudes successives dira que le fichier national contenait (attachez vos ceintures) pas moins de 3.5 millions d'inscrits décédés, soit près du 1/3 de ceux qui ont été déclarés votants. Une fois re-re-réel, le président tronquera le Palais d'El-Mouradia, par une résidence médicalisée sise à Zeralda, à partir de laquelle il agira par « procuration » Bensalah pour les protocoles présidentiels, Sellal, Ould Khelifa, Messahel, chargés des représentations auprès des instances internationales. Boughazi, Benamar Zerhouni sont là pour lire les nombreux messages que nous adresse à nous peuple « en vrac » son Excellence. A côté de tout ce beau monde, il y a les Haddad, Saadani, Sidi Said, Ghoul dont la mission consiste à faire l'éloge de la gouvernance 'Boutef' par la 'ghaita' faisant à la fois pitié et se démenant dans des habits qui ne sont pas les leurs.

2016: Mea culpa. ? L'article 74. Lorsque j'ai vu Ouyahia répondre à la journaliste de 'Chou-rouk news' qui lui mettra les barres sur les T, j'ai eu froid au dos. L'homme n'avait pas froid aux yeux et il lui répondait Mme, le verrou que nous avions alors fait sauté (seuls les voleurs font sauter les verrous), en 2008, nous l'avions fait à la demande du peuple souverain (quel peuple?) qui voulait que Si Abdelaziz rempi-

le. Soubhane Allah ! Et alors, pourquoi remettre ce verrou maintenant ? Par amour du peuple ! J'en doute. Par esprit de plus de démocratie ? Par acquit de conscience (y aurait-il conscience?). Cette loi, ya Si El Moudir, vous vous en servez comme on se sert de torchons. Ah, pudeur quand tu nous fais défaut ! La raison de cette remise de verrou, je vous la donne, moi. Elle est simple. Le président ne se sent plus capable de rempiler, c'est juste s'il arrivera à bout de course. La voilà, la raison. Le retour à l'article 74 version « Zeroual » n'est-elle pas une revanche de l'histoire, contre tous ceux qui ont trompé le peuple. Au minimum, ils devraient se taire, au mieux suivre la voie tracée par un 'roumi', un 'kafer', Bérégovoy. Le retour à la limitation des mandats et la remise des pouvoirs au Premier ministre, sont la preuve que vous naviguez sans boussole. Cela suppose de facto que les 3^{ème} et 4^{ème} sont, foncièrement, illégitimes. Qu'il s'agit, bel et bien, d'un vol de la souveraineté populaire. Au sujet de l'indépendance de la Justice, cet amendement est tout juste le contraire de ce qui était promis. Le président est plus omniprésent que par le passé. Il ne lâche rien. Législatif, exécutif, judiciaire. Tout est à ses ordres. Il est, à la fois, le premier magistrat du pays (juge). Il nomme à tous les postes, du juge de première instance au président et vice-président du Conseil constitutionnel. Cette Haute cour constitutionnelle que nous voulions, nous, dans l'opposition, issue, exclusivement de Magistrats. La commission indépendante des élections, nous la voulions, totalement, indépendante de l'exécutif qu'il incarne et la composante, totalement, élue y compris son président. Nous sommes, donc, loin, très loin des promesses faites. Que de promesses non tenues ! Il l'avait annoncé consensuelle et elle est extrêmement unilatérale. Il la voulait profonde, elle n'y a pas plus superficielle. Il la promettait populaire (référendum) et la voilà demi-cratique. Nos frères Tunisiens et amis Bourkinabais ont été plus intelligents, plus courageux. Ils ont réussi. L'histoire retiendra que le pouvoir qu'il avait refusé, en 1994, et acceptée en 1999, après que le terrorisme fut vaincu et la paix retrouvée grâce aux hommes qui avaient accompagné le Président Lyamin Zeroual (1994-1999) qui dompta la bête 'terros', fait face aux pressions des pays amis frères et ennemis et ONG, fait face aux pressions du FMI, avec un baril à 8,75 dollars. Cette Algérie éternelle vaincra, mais elle ne pardonnera pas, à tous ceux et toutes celles qui ont participé, activement ou passivement, à la gabegie. La présente révision en est la preuve tangible.

*Membre de la Commission nationale de préparation et rédaction de la Constitution de 1996, Expert judiciaire, Cadre 'Jil Jadid'

Dans une sortie très surprenante, les généraux qui ont géré le pays,
dans les années 1990, font le grand déballage.
Et pas à n'importe quel moment !

La guerre des mémoires vise-t-elle la Constitution ?

Par Abdellatif Bousenane

Khaled Nezzar qui a donné le « La » à ces émois, ne mâche pas ses mots, il y va sans limites ni retenue. Mais des questions se posent sur la pertinence, la véracité et l'exactitude de ses récits. D'autres anciens généraux comme Betchine Mohammed et d'autres politiques tels que Belkhadem ont démenti ses affirmations. Même les observateurs « neutres » trouvent beaucoup d'impertinences et d'imprécisions dans ses « histoires ». Dès lors, des interrogations sur le timing et les arrière-pensées des gardiens du temple système, derrière ce déballage, sont plus que nécessaires afin de comprendre leurs vraies motivations et objectifs, dans ce contexte peu aisé. L'avant-projet de la Constitution serait-il l'élément déclencheur de ces agitations ?

Une histoire, plusieurs versions :

Monsieur Nezzar raconte sa version des faits qui ne semble pas convaincante, pour beaucoup de monde. Il affirme qu'il a agi pour les intérêts du pays et il reproche, grosso-modo, aux politiques d'avoir délaissé leur responsabilité historique ! Puis il nie toute implication dans les tintamarres qui ont nui à l'histoire contemporaine de notre pays, à savoir, la démission de Chadli, la torture, les tirs à balles réelles sur les manifestants du FIS dissous, etc. Puis, il s'approprie toutes les vertus honorables et victorieuses : l'arrêt du processus électoral, la protection de l'Etat de l'effondrement, la conservation de la jeune démocratie, etc ! Toutefois, les autres protagonistes affirment tout le contraire. L'ex-ministre de la Défense et donc l'ex premier décideur du pays, conteste le chiffre de 200.000 morts, il avance un chiffre de « seulement », selon son expression, 50.000 morts, pendant la 'décennie noire'. Pour lui ce n'est pas un chiffre suffisant pour qu'il reconnaisse son échec et que la politique d'éradication qui dressait les Algériens, les uns contre les autres, a été couronnée d'un grand fiasco. A ce chiffre, il oublie de rajouter les milliers de disparus, des centaines des milliers d'orphelins, de veuves, des handicapés, des bles-

sés, des assassinats politiques, de la torture et un ancien président, héros de la Révolution de Novembre, liquidé face aux caméras de la Télévision. L'ancien homme fort du système essaie, en fait, de nous convaincre que ce bilan, extrêmement lourd, est un mal nécessaire pour « sauver » la démocratie contre l'obscurantisme terroriste. C'est vrai qu'il y avait des extrémistes islamistes, de l'autre côté qui étaient prêts à en découdre, néanmoins, une large majorité d'Algériens ne lie pas ces événements de la même manière. Puisqu'ils existaient plusieurs voies, plusieurs alternatives à la confrontation et au bain de sang. Les deux partis majoritaires avec le FIS, le FLN et le FFS, qui ne sont pas des extrémistes religieux, ont proposé, à l'époque, des solutions pragmatiques et raisonnables. Des personnalités comme le Président actuel, Abdelaziz Bouteflika, l'ex-Président Ben Bella, Ait Ahmed, Hamrouche, les islamistes modérés, comme Djabballah, le parti communiste, le PT et d'autres, c'est-à-dire la majorité de la classe politique qui représentait l'écrasante majorité de la population était contre le choix des généraux putschistes, en vain. Ces derniers ne voulaient entendre personne à part une petite minorité de laïcs très radicaux, anti-islamistes et éradicateurs.

La preuve, après des rivières de sang et des pertes humaines inestimables, un pays cassé, qui a frôlé la disparition, et suite à des pressions internes et internationales, les généraux éradicateurs qui sont les premiers responsables, de ce grand fiasco, parce qu'ils représentaient l'Etat, ont revenu, finalement, à l'option politique pour ouvrir les élections libres à des personnalités qui sont, majoritairement, pour la paix et le dialogue dont le candidat du FLN, RND, Hamas, Nahda et d'autres, le Président actuel Bouteflika. Donc sommes-nous devant un homme, Khaled Nezzar, qui se met sur le banc des accusés et qui se défend contre sa propre conscience d'abord puis contre les châtiements de l'histoire et non pas un ancien haut responsable qui veut éclairer ses concitoyens, sur ce qui s'est passé, réellement, ou plutôt devant un machiavélique qui vise d'autres finalités ?

Y a-t-il un lien avec la nouvelle Constitution ?

On peut douter des vraies motivations de

l'ex chef d'état-major, qui justifie sa sortie par le débat sur le défunt Ait Ahmed qui aurait refusé une proposition de remplacer Chadli, à la tête de l'Etat. Ce petit détail de l'Histoire ne semble pas une vraie cause, face à tout ce déballage qui a pris une dimension de guerre des « mémoires », car Ait Ahmed n'est pas la seule personnalité qui a refusé des postes de responsabilité, d'autres l'ont déjà fait. Le Président actuel Bouteflika a refusé, en 1994, d'être le chef de l'Etat, parce que les décideurs d'alors refusaient toujours l'idée de la Concorde civile et la Réconciliation. En tout cas, proposer un poste de responsabilité à une personnalité politique qui le refuse n'est pas un tort en soi ! Je pense que cette histoire d'Ait Ahmed n'est rien qu'une ruse, presque parfaite, pour entamer ce feuilleton qui a des visées plus profondes.

Il arrive, en fait, au moment du débat sur l'avant-projet de la Constitution qui porte des modifications substantielles et des avancées non négligeables. Cette proposition de la Loi fondamentale du pays arrive, juste, après l'éviction d'une cinquantaine d'anciens hauts gradés de l'Armée qui ont, tous, travaillé sous les commandes de Khaled Nezzar, cela laisse entendre que les ex-décideurs sont opposés à ces amendements. Khaled Nezzar qui a des postions politiques souvent convergentes avec celles de Ali Benflis et la CNTLD qui refusent cet avant-projet dans « sa forme et sur son fond », essaie peut-être un coup de poker pour déstabiliser ou pour, au moins, parasiter ce débat de fond, très intéressant sur la nouvelle Constitution. C'est le moment idéal pour attiser le chiffon rouge de la guerre civile !

Il faut souligner, tout de même, que plusieurs voix de l'ancien régime, très conservatrices, s'élèvent contre l'officialisation de Tamazight et qu'elles ne voient en elle que division et discordance. Alors qu'en vérité cette officialisation va approfondir la réconciliation entre Algériens et permettre d'apaiser cette crispation identitaire qui dure, depuis des décennies, en plus de sa portée politique contre les partisans de la régionalisation et les séparatistes parisiens. La loi 51 qui empêche les binationaux d'accéder aux hautes fonctions de l'Etat n'est pas, non plus, du goût des anciens « dignitaires » du régime ni même du patron actuel du FLN Saâdani. Le nombre très élevé des enfants et proches

de ces « dignitaires » à l'étranger peut expliquer cette opposition. Néanmoins, celui qui opte pour la nationalité de son pays d'accueil, souvent, aurait fait son choix de s'installer, durablement, dans ce pays étranger et donc il est incompréhensible que des personnes qui vivent de longues années dans des pays étrangers, là où ils sont bien intégrés et leurs enfants y sont scolarisés, décident, du jour au lendemain, d'être des hauts responsables politiques de l'Etat, d'un pays dans lequel ils ne vivent plus ! Or, dans la vie, il n'y a pas que la politique, nos concitoyens binationaux peuvent participer au développement de leur pays d'origine, s'ils veulent, dans le secteur privé, dans la recherche scientifique, dans la formation, dans la société civile, etc.

Bref, malgré le fait qu'il n'a pas enfanté le passage à la deuxième République, cet avant-projet porte des avancées considérables, en matière de contre-pouvoir (articles 99 bis, 166 et 170 ter), de discrimination des transferts illicites des devises, de la corruption (articles 8 et 173-5), plus de pouvoir et d'indépendance pour la Justice, des aides juridictionnelles pour les couches les plus vulnérables pour se défendre contre les puissants (articles 45 bis, 47, 157 et 166 bis).

Et renforcer le volet populaire de la République, en insistant sur une meilleure distribution des richesses du pays, en matière des aides et subventions, de logement, d'éducation et de santé. Il est clair que le passage paisible de cette nouvelle Constitution va redonner un nouveau souffle à l'équipe présidentielle, après les ratés et les fautes des deux mandats précédents, deuxième et troisième, ce qui n'est pas dans l'intérêt politique des adversaires de Bouteflika.

Cependant si le but de cette sortie est de nuire aux réformes du chef de l'Etat, les ex gardiens du temple manquent, terriblement, de finesse dans leur analyse, car leur stratégie est complètement contre-productive. En ravivant les souvenirs les plus douloureux, ils offrent ainsi un cadeau inestimable au président de la République, lorsqu'ils rafraîchissent la mémoire courte du peuple qui repère, aussitôt, la grande nuance entre les deux périodes : celle de la paix et des réformes et l'autre d'un régime très autoritaire du général Nezzar qui dressait les Algériens les uns contre les autres.

De la déchéance à l'exclusion !

Par Raffed Abdelkader

Il y a deux semaines à peine, j'avais signé une contribution sur ces mêmes colonnes, ayant pour titre « Des événements de Corse à la déchéance ». Depuis, nous avons assisté à une véritable levée de boucliers dans un pays où le débat est vraiment démocratique. Devant cette protestation qui a permis aux différents courants de s'exprimer librement, il est vite apparu que l'exécutif ne pouvait, à l'évidence, réunir le quorum exigé par la loi pour voter ce projet contraire aux valeurs républicaines de la France.

Voilà que, par une extraordinaire concomitance, ou mimétisme, allez savoir, c'est l'Algérie qui projette d'exclure ces mêmes binationaux de toute possibilité d'accéder à des fonctions « supérieures » de l'Etat ! En effet, dans son article 51, ce projet de Constitution contient cette honteuse proposition, écrite sans la moindre gêne vis-à-vis d'une diaspora qui a de tout temps levé haut, et en toute circonstance, l'étendard de sa patrie d'origine ! Cette insulte suprême des auteurs de cette inqualifiable méprise est à

inscrire au panthéon des reniements envers les martyrs qui ont marqué l'histoire de notre pays, et dont ceux de la communauté ont écrit une page glorieuse et déterminante pour son indépendance.

C'est oublier que l'ex-Fédération de France du FLN a permis à la révolution algérienne de disposer des moyens pour mener sa lutte, et sans lesquels le cours de l'histoire aurait certainement été autre. Cette indépendance qui a permis à des « cadres », aujourd'hui hauts perchés dans ces hautes fonctions, de vouloir monopoliser le patriotisme ! A-t-on réfléchi aux conséquences d'une telle disposition qui discrimine délibérément une frange considérée jusqu'à présent comme partie intégrante du peuple algérien ? Tous ces cœurs qui battent à l'unisson avec la mère patrie, à chaque événement qu'il soit fait de joie ou de peine, vont-ils être ignorés et considérés comme des parias ?

Tous ces consulats et ambassades vont rester ouverts pour accueillir une population non reconnue et désormais sans lien ombilical avec la nation algérienne ? Alors que toutes les nations accordent de la con-

sidération à leurs diasporas, en ayant de véritables politiques à leur égard, la communauté algérienne est orpheline depuis quel temps et mal aimée par son pays d'origine qui n'a de liens que consulaires et froidement administratifs avec elle. Pire, avec cet article 51, il jette un véritable opprobre sur une jeunesse en lui barrant la route vers un éventuel retour, toujours rêvé, et enfui dans leur subconscient !

Quand d'autres nations, aujourd'hui puissances mondiales, telles que la Chine et même l'Inde, ont fécondé leur économie respective avec l'apport déterminant de leurs diasporas, l'Algérie se propose de mettre la sienne sur le banc des accusés, comme de potentiels traîtres à sa sécurité ! Cette dernière, au nom de laquelle le système a fonctionné, empêchant toutes les potentialités du pays de s'exprimer et de donner libre cours à leur créativité, poussant des centaines de milliers à justement s'expatrier pour enrichir d'autres pays, au détriment de l'Algérie !

Devant une telle injustice, osons espérer que le débat amènera les esprits égarés à revoir cette disposition. Nous faisons appel

à Monsieur le président de la République, lui qui a la prérogative constitutionnelle de maintenir ou d'abroger cet article, et qui a mis toutes ses forces dans la réconciliation nationale, de réparer cette flagrante et intolérable injustice.

Cela est d'autant plus indispensable, qu'une telle mesure occulte pour le peuple, en général, et à la communauté à l'étranger, en particulier, le reste des dispositions du projet qui contient de véritables avancées démocratiques dans plusieurs domaines tels que la consécration de l'amazigh en langue nationale et officielle, la limitation des mandats présidentiels, les garanties pour des élections transparentes, la limitation de l'usage des ordonnances, la saisine du Conseil constitutionnel, etc.

La communauté garde cet espoir et observe avec attention les prises de position des uns et des autres.

Alliance nationale des associations
des Algériens de France - ANAAF

L'Etat algérien livré à des amateurs



Par Abed Charef

Une semaine après avoir ren du public le projet d'amendement de la constitution, le président Abdelaziz Bouteflika a été obligé d'en proposer un amendement ! Lors du conseil des ministres tenu lundi 11 janvier pour faire adopter formellement le projet, le chef de l'Etat a en effet déclaré que le texte avait besoin d'être modifié, à cause d'une ambiguïté entourant le fameux article 51. Celui-ci introduisait des restrictions excessives pour l'accès à des postes au sein de l'Etat, restrictions liées à la nationalité et à la résidence des hauts responsables au sein de l'Etat.

La disposition avait été largement décriée, particulièrement parmi la communauté algérienne établie à l'étranger, qui s'est sentie exclue de la gestion des affaires du pays. Dans un pays de droit, une telle disposition serait considérée comme non constitutionnelle, car elle établit une ségrégation de fait entre citoyens. En Algérie, elle a été inscrite dans un avant-projet de constitution, texte très attendu, soumis au président Bouteflika qui l'a validé, avant que l'opinion publique ne s'en saisisse pour en montrer le caractère discriminant.

Le revirement du président Bouteflika vise à rattraper une nouvelle faute commise au sommet de l'Etat. Elle lui permet de prendre ses distances envers un texte, le sien, mais dont il donne l'impression de se démarquer depuis le premier jour. Mais elle confirme surtout une sorte d'amateurisme qui s'installe dans la gestion des

Après les choix politiques contestables, un amateurisme inquiétant entrave la gestion des affaires de l'Etat.

affaires de l'Etat, avec une banalisation inquiétante des bourdes.

REMANIER LE REMANIEMENT

Les Algériens ont alors découvert que dans son fonctionnement, la présidence de la république comportait des faiblesses dignes d'une commune de moyenne envergure. La tendance s'était progressivement installée depuis des années, pour prendre une ampleur inédite, lorsqu'une lettre, avec un contenu surprenant, avait été adressée à la presse par le président Bouteflika. Des versions contradictoires avaient été rendues publiques, l'une par un haut fonctionnaire agissant au nom du chef de l'Etat, l'autre par l'agence APS.

Un pas supplémentaire dans l'erreur avait été franchi un peu plus tard, lors du remaniement qui a suivi l'intronisation du président Bouteflika pour un quatrième mandat. La répartition des compétences entre deux ministres qui se partageaient les affaires étrangères avait donné lieu à un énorme cafouillage, contraignant le président Bouteflika à « remanier le remaniement ».

En plus de l'amateurisme qui a dominé cette affaire, il devenait évident que les deux hommes clé du dispositif diplomatique du pays n'étaient pas les meilleurs amis du monde, alors que l'Algérie faisait face à un environnement régional particulièrement hostile. Une autre évidence sautait aux yeux : la

situation échappait au chef de l'Etat, qui se trouvait hors jeu. Un président Bouteflika en pleine capacité de ses moyens n'aurait pas commis cet impair. Et personne ne serait permis de tels écarts.

UN MINIMUM D'APPARAT

Avec la nouvelle constitution, la situation s'est encre dégradée. Le texte est d'une indigence affligeante. Il contient des dispositions relevant du règlement, et d'autres qui introduisent des inégalités entre citoyens. C'est un texte indigne d'un pays de la dimension de l'Algérie. Qui a pu rédiger un fourre-tout pareil, au point de contraindre le chef de l'Etat à l'accepter du bout des lèvres, en prenant bien soin de dire qu'il s'est contenté de le « valider » ?

Tous les regards se tournent vers Ahmed Ouyahia, qui a joué au grand chambellan lors de la présentation du texte, et qui apparaît comme le parfait bouc-émissaire. La position de M. Ouyahia, en première ligne, cache toutefois une réalité beaucoup plus inquiétante : la dégradation générale dans la gestion des affaires du pays.

Longtemps, les maladrances du premier ministre Abdelmalek Sellal sont apparues comme une sorte d'exception. Un pouvoir peut supporter une sorte de Pierre Richard de la politique. Mais le temps est cruel. Il a révélé que l'Etat n'était plus géré avec la même tenue. Ceux qui apparaissaient comme des hom-

mes d'Etat se sont révélés comme de simples petits fonctionnaires de province, incapables de maintenir un minimum d'apparat.

RÉGRESSION

A leur décharge, il faut toutefois retenir qu'il est difficile de se progresser, ou même de se maintenir, dans un pays qui régresse à une telle vitesse. Quand un pouvoir, dans son ensemble, accepte et assume le quatrième mandat, il est difficile de demander à des hommes du pouvoir à garder la tête haute face à l'adversité. Quand la constitution est bafouée à un point tel qu'elle ouvre la voie à un troisième mandat, et le prolonge ensuite par un grotesque quatrième mandat, il est difficile de reprocher à un responsable de faire preuve de légèreté dans la préparation des amendements constitutionnels. Celui-ci sait, de par sa propre expérience, que la constitution n'a plus de valeur normative. Ce qui l'amène à accorder à son ami Ali Haddad de parler du climat des affaires dans la constitution, et de faire un clin d'œil à Louisa Hanoun, en lui concédant l'interdiction du nomadisme politique.

Une telle régression inquiète, évidemment. Mais il est encore plus inquiétant de voir que le pouvoir et sa clientèle se sont définitivement enfermés dans leur bulle, qu'ils ne sont pas en mesure de revenir au réel. Et plutôt que d'amender la constitution, le pouvoir ferait œuvre autrement plus utile en respectant celle qui est en vigueur. Quels que soient ses défauts. Car la société algérienne n'a pas besoin de changer de constitution et de lois, elle a d'abord besoin d'apprendre à respecter celles déjà en vigueur.

Les autorités indépendantes

Par Samia Kloucha*

Elles sont dotées d'un certain nombre de pouvoirs telles les recommandations, décisions, réglementation ; elles ont un certain degré d'indépendance vis-à-vis des secteurs de contrôle, mais aussi des pouvoirs publics, elles sont différentes de l'administration traditionnelle classique. En ce sens, l'Autorité administrative indépendante (AAI) est un établissement de l'Etat chargé, en son nom, d'assurer la régulation de secteurs considérés comme essentiels, et pour lesquels le gouvernement veut éviter d'intervenir, trop directement.

Sur le plan juridique, elles ne sont pas soumises à l'autorité hiérarchique d'un ministre. Mais cette indépendance ne saurait signifier « irresponsabilité ». Tous les pays qui ont recouru aux autorités administratives indépendantes (A.A.I.) ont été confrontés, à la nécessité de mettre, en place, des procédures par lesquelles les organismes administratifs dégagés de la tutelle ministérielle, peuvent rendre compte de leurs actions au pouvoir politique législatif mais aussi, exécutif.

Cette surveillance n'entrave en rien l'indépendance fonctionnelle qui est reconnue aux autorités administratives indépendantes ; elle est, au contraire, la condition de leurs développements et la meilleure garantie de leurs fonctionnements. L'étude de droit comparée montre, par ailleurs, que chaque pays tente de traiter les modalités de re-direction de comptes ou de contrôle, adaptées au degré d'indépendance de ses agences, en autorité, cela veut dire qu'elles ne sont pas uniformes. Quoiqu'il en soit, la création des autorités administratives indépendantes s'inspire du régime libéral, c'est-à-dire l'autodidactisme des institutions économiques, en mettant l'Etat à l'écart, et loin de toute intervention. On constate qu'elles sont un régime différent de la centralisation et de la décentralisation ; la première se base sur la hiérarchie, la deuxième sur le contrôle du juge administratif. Elles sont des outils de fonctionnement de l'Administration. Elles ne réglementent pas, contrairement, aux autorités administratives indépendantes.

A QUOI EST DUE SON EXISTENCE ?

Au début, le libéralisme économique américain a donné naissance à plusieurs administrations autoritaires et indépendantes, nommées « indépendant agencies » ou encore « independent regulatory commissions », qui s'occupaient à réguler le marché des Finances et à le surveiller et l'encadrer. Sa rai-

Les autorités administratives indépendantes sont des établissements créés par le législateur pour réguler un certain nombre de secteurs d'activités, notamment sociales, culturelles, et surtout économiques.



son d'être est de rendre l'Administration publique neutre et moderne, en la plaçant, le plus proche possible, du marché pour pouvoir la régulariser, et pour défendre les droits et libertés des auxiliaires économiques, parce qu'il faut être proche pour mieux contrôler.

Ces Autorités administratives indépendantes existent, partout, dans les pays capitalistes et s'enchaînent dans les autres pays du Tiers monde, où règnent la bureaucratie et le sous-développement.

Elles ont fait surface aux États-Unis d'Amérique, en Angleterre, en France, en Algérie, ainsi que dans d'autres pays. S'agissant du modèle français, les Autorités administratives indépendantes doivent leur existence, au fait que l'Etat se désengage de tout contrôle du marché, à leurs profits.

Ce désengagement de l'Etat, de sa mission de gestion du marché, place ces A.A.I. loin de la politique, les rendant plus pratiques, et objectives, dans la mesure où elles participent à la production de lois, par une régularisation fertile, assurant, ainsi, la protection des libertés, asso-

ciant les professionnels à définir des règles adaptées aux besoins du marché.

Elles interviennent, particulièrement, dans la régulation économique et financière, l'information et la communication, la défense des droits des administrés contre la « mal administration ». En outre, son existence est due à l'incapacité de l'ordre juridique, devant les pouvoirs privés qui demandent que les lois soient plus adaptées à l'action économique, afin d'en assurer une sécurité juridique, permettant, ainsi, une combinaison entre la politique et l'économie, c'est-à-dire de mieux contribuer à assurer les tâches du service public, et pour contrôler le marché.

En Algérie, on cite les Autorités administratives indépendantes, le Conseil supérieur de l'information, le Conseil de la monnaie et du crédit, la Commission bancaire, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse.

L'Autorité de régulation de la poste et des communications, l'Agence nationale du patrimoine minier, l'Agence nationale de la

géologie et du contrôle minier, la Commission de régulation de l'électricité et du gaz, l'Autorité de régulation des transports, l'Autorité de régulation de l'eau, le Conseil de la concurrence, l'Autorité de régulation des hydrocarbures, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures ALNAFT, la Commission de supervision des assurances, l'Organe national chargé de la prévention et de la lutte contre la corruption.

Et contrairement à nos administrations classiques, engluées dans la bureaucratie et la corruption, il a été créé, par le législateur algérien, ce genre d'institutions aux fins d'attirer, surtout, l'investissement étranger, inspiré, sans doute, par le Droit français.

Cette nouvelle forme de gouvernance, pourra-t-elle mieux gérer nos affaires, et mettre fin à la lourde bureaucratie, ralentissant le développement ? C'est à l'avenir de nous le confirmer.

*Enseignante de Droit au Centre universitaire d'Ain Témouchent - Algérie

Le bal de la paix est cette sublime cérémonie où tous les occupants de la planète Terre danseront au rythme d'une douce symphonie qui mettra fin aux décevantes cacophonies.

Le bal de la paix

Par Boutaraa Farid

En effet, l'humanité a tant besoin des discours qui rassemblent et des idées qui rassurent les têtes. Et oui, l'humanité est arrivée au terme final de sa maturité. Elle n'a plus besoin de conseils, ni des interddictions. L'humanité est consciente des dangers qui la guettent. Elle sait pertinemment que toute erreur peut conduire à l'horreur. Le fantôme d'une hécatombe est au dessus des têtes et c'est à nous de bien mener nos quêtes. C'est à nous que revient la tâche de préserver les acquis et de bannir des esprits des hommes l'idée de monter au maquis. Nous sommes en 2016, et les hommes devraient s'élever au rang des anges. Les guerres et les conflits devraient quitter les portes de nos cités.

Les écoles, les mosquées et les églises devraient reprendre leur charme et beauté. La planète a besoin des paroles qui sèment la paix et l'amour dans les foyers et les villes. La planète a besoin de prières et de méditations. La planète a besoin des œuvres de solidarité. La terre a besoin des prêches qui chassent les sécheresses. La terre devrait être ce berceau où chaque âme arrive sans crainte à ce qu'elle aime. La terre devrait être ce sanctuaire de paix où

les êtres parlent de festins et de fêtes.

Pourquoi ce retour aux mœurs et aux habitudes de l'antiquité? Pourquoi cette descente au puits de la haine et de la cruauté? Pourquoi les frontières sont fermées et tous le gros du budget des États est destiné à l'armée? Pourquoi tant de laideur et de peur? Pourquoi les hommes tentent toujours à faire passer leurs idées? Pourquoi les cieus ne sont plus cléments et les cimes des forêts n'arrêtent plus les vents? Pourquoi les journées sont courtes et les nuits n'apportent plus de repos aux corps? Tout passe vite et aucun humain n'est satisfait de ce qu'il a fait. Nous demeurons comme des témoins amnésiques qui n'apprécient ni la lecture, ni le cinéma, ni le sport, ni la musique. Tout est fade et opaque et nous avons tous cette sensation qu'éprouvent les poissons d'un lac. La misère dicte ses lois et les démons ne retrouvent ni gibiers ni bois. Le froid gèle les cœurs et nul ne s'intéresse à celui qui meurt.

Il est malheureux de voir tout ce chaos et désordre qui ont fait de nos vies des cauchemars. Comment peut-on vivre tranquillement, alors que des familles vivent en ce mois de janvier dans les rues et que ailleurs, des enfants sont enfouis sous les décombres. Il est malheureux de constater toutes ces horreurs et de rester dans le mutisme d'un autiste qui voit tout, mais qui ne trouve pas la force de s'opposer à ces crimes absurdes. C'est toujours la crainte et la méfian-

ce qui gouvernent les esprits. Nous vivons une ère où on condamne à la prison même celui qui rit. Les fêtes ne durent qu'une nuit et tout le reste ni que fiel, tracasserie, manque d'argent et ennui. Les nuits demeurent synonyme de vide et les jours ressemblent à des journées de jeûne sans l'Aïd. C'est l'écœurement et la nausée qui teintent les quotidiens de l'ensemble des terriens qui n'assimilent rien. Et oui, l'humanité vit le choc des civilisations.

La terre est plongée de nouveau dans la guerre des religions et on exerce des pressions énormes pour qu'on ferme les portes et les frontières aux visages des rescapés et des survivants aux massacres armés. Non, la terre a besoin d'un concert où on adore l'Unique Dieu. La terre a besoin de ce bal où les cœurs prient le Maître des deux mondes. La terre a besoin de fête où les âmes parlent au Créateur. La terre a besoin de fête où on prie et où on demande le pardon pour nos fautes et péchés. La terre a besoin de cérémonies où les humains oublient leurs différents et dressent des ponts et des passerelles entre eux. La terre a tant besoin d'amour et de compréhension. La terre a besoin d'un peu de chaleur. Nous sommes tous invités à participer au bal de la paix. Nous sommes tous exhortés à cette grandiose fête où les humains auront la chance de chanter l'hymne de la terre. Les humains devraient faire preuve de sagesse pour déjouer les plans des extrémistes et des fous de la gâchette et de la machette. La terre a besoin des bras de tous les braves en ces mois de froid et de gel. C'est à nous d'agir et d'ouvrir nos toits et nos bourses aux pauvres et aux démunis. C'est à nous d'écouter les sans abris et les nécessiteux. C'est à nous d'ouvrir nos portes et nos frontières et de faire de cette terre un hospice aux humains en détresse. Il est temps pour nous de dire non à la ségrégation raciale et à toutes les idéologies qui divergent les communautés et les religions. Le moment est venu pour souder les rangs et dire non à toutes les folies

qui menacent notre race. Le moment est venu pour stopper les génocides et les crimes sordides. Le moment est venu pour stopper les dérives et les idées qui divisent les continents et les habitants des différentes rives.

Il est insensé de laisser l'hiver comme unique saison pour l'ensemble des maisons qui sont plantées au sud. Et oui, la terre a tant besoin de fêtes qui chassent les maladies et les maux de têtes. La terre veut assister à la victoire du bien sur le mal. La terre veut assister à la naissance d'une langue universelle. Une langue qui nous aide à revenir au livre d'Histoire et qui nous rappelle que nous sommes tous des frères et les enfants d'un seul couple (Adam et Ève). Et oui, nous sommes tous égaux et ces frontières et ces drapeaux sont là pour nous rappeler notre égoïsme et notre égoïsme. Nous avons ignoré le sacré et nous sommes tous branchés avec l'éphémère. Rares sont les gens qui sont prêts pour le grand départ. La cupidité a fait de nous des corps sans foi et nous avons bâti des États sans loi. Cependant, la chance de nous sauver des flammes demeure intacte. C'est à nous de barrer la route aux envieux et aux assoiffés du pouvoir. Et les citoyens Français ont pu sauver leur république d'un danger imminent durant les élections passées. C'est à nous de mettre en place des équipes qui luttent pour la paix. C'est à nous de semer les graines de l'amour et de la solidarité. C'est à nous d'inculquer aux futures générations les gestes tendres et les bonnes habitudes. C'est à nous de veiller sur cette planète afin que les prochains jours soient d'éternelles fêtes. En effet, c'est à nous que revient le dernier mot. C'est à nous de transformer les têtes et de métamorphoser nos quotidiens en fastidieuses fêtes.

*Proviseur- Aindella

Une démission et des omissions ?!

Par Slemnia Bendaoud

Les funérailles d'un mort déterrent souvent de leurs tombes de grands monuments de l'Histoire ou d'éternels absents, tous partis pour l'au-delà. Ils sont aussitôt exhumés, et dans un instant d'inattention, vite réanimés ! Ils reviennent donc parmi nous au détour d'un simple souvenir. Mais lorsque ce tout dernier à nous quitter est une personnalité de poids et d'envergure dont la réputation dépasse très largement les murs de l'enceinte du cimetière où il a été à jamais domicile, la liste est vraiment bien longue à pouvoir tous les énumérer.

Cependant, à mesure que la providence lui adjoint ou lui colle cet effet notable de la pure et obligatoire coïncidence avec une quelconque date de référence, l'écho obtenu bifurque, fait, sur des questions en rapport à la vie du disparu, le liant pour l'éternité à l'évènement considéré, et par extension tout à fait logique, à d'autres personnalités de rang si élevé au sein de la société. C'est donc bel et bien de leur vivant que le monde en parle désormais ! Ainsi ne questionne-t-on pas ceux encore vie à leur sujet ? N'interpelle-t-on pas l'histoire en leur faveur ou à leurs dépens ? Et que disent donc, à ce propos, ceux qui ont eu tellement à les côtoyer ou directement affaire à eux ? Ont-ils définitivement changé d'attitude ou de comportement envers eux ?

Mais pourquoi les morts font-ils parler les vivants ? Qu'ont-ils les premiers à dire à ces derniers ? S'agit-il du secret de leur outretombe ? Comment donc l'interpréter ? Et pourquoi donc en ces moments précis ? Quel intérêt a-t-on à les ressusciter à la série ? Quels strapontins tire-t-on comme symbole de gloire à finalement aller dès l'aube tous les réveiller de go de leur sommeil du juste ?

Quel risque court-t-on à leur faire dire ou à leur faire faire ce qu'ils n'ont pourtant jamais dit ni aucunement fait de leur vie ? Que cherche-t-on à démontrer à l'opinion publique au travers de nos pernicieux comportements de ces vrais charognards que nous sommes devenus, en leur rendant visite si fréquemment à nos pourtant bien abandonnés cimetières ?

Et si les morts ouvrent droit au tout mérité respect ; aux vivants, nous sommes, par contre, toujours tenus de leur dire vrai ou de leur restituer la vérité qui leur est due ! Ni le vrai mensonge habilement maquillé de son sobriquet de

l'actualité ! Ni le mentir-vrai qui tient lieu d'un tout osé substitué à la seule vérité !

Près d'un quart de siècle plus tard, le retrait-volontaire ou sur injonction de la mise à l'écart du président Chadli Benjedid des arcanes du pouvoir, le 11 Janvier 1992, garde encore tous ses inviolables secrets !

Une longévité impressionnante qui n'a malheureusement pas su totalement résister à cette légitime quête de la recherche de la vérité manifestée à tout moment, et qui vient ainsi chaque année sérieusement la bousculer.

Seulement, par manque d'information ou encore « refus manifeste ou calculé de témoigner » pour certains acteurs de choix et de premier plan de cet important évènement dans la vie politique de l'Algérie, le dossier était donc toujours resté figé en l'état, cantonné dans son cliché de « secret d'Etat » !

De très banales spéculations en souvent de curieuses supputations, le monde se perd en conjecture dans les dédales de ce secret de polichinelle sans jamais cependant baisser les bras, cherchant toujours après ce maillon manquant ou indice précieux qui servira à expliquer le puzzle. Sinon à miraculeusement ouvrir cette boîte à Pandore !

Démissionnaire ou démissionné, Chadli Benjedid fait beaucoup parler de lui, en ce moment, quelques mois seulement après sa mort, ouvrant cette autre page de notre histoire, autrefois fermée à la hussarde eu égard aux risques imminents et autres graves conséquences que cela pouvait générer ou provoquer.

Laissant l'opinion publique sur sa faim, faisant surtout traîner dans le temps l'explication donnée ou interprétée à dessein de cet épisode si important dans la vie des populations et de la nation algérienne, au plan de la « succession organisée » ou improvisée au sein de la haute marche du pouvoir.

Il eut fallu que cette mort récente et très douloureuse de Hocine Ait Ahmed vienne, à son tour, se mêler à l'équation considérée pour que, par bribes à peine audibles ou actions très timides, des voix qui se sont tout le temps tues et étrangement abstenues, on ne sait pour quelle raison d'ailleurs, répliquent enfin –comme tirées de leur somnolence ou bousculées dans leur réticence par les nouveaux évènements de l'Histoire- à celle heureusement enregistrée en son temps de ce défunt militant de la première heure pour l'indépendance de l'Algérie, ouvrant cette brèche qui donne un espoir certain de connaître la vérité des choses et des faits.

Et tout est donc parti tel un coup de dé d'un simple et très anodin rappel de faits d'armes par presse interposée, diversement interprété à présent par les principaux acteurs de l'évènement considéré, au sujet du long combat de ce vaillant militant à la Grande Histoire revisitée, pour l'occasion, feu Hocine Ait Ahmed, dont la mort coïncidait justement avec ce vingt-quatrième anniversaire (le 11 Janvier 1992) relatif à la fin de mission du président Chadli Benjedid à la tête de la présidence de la république.

Comme si la mort de l'un pouvait finalement jeter vraiment de la lumière sur le départ forcé ou voulu de l'autre, même si, apparemment et sous toute réserve, ceci ne pouvant expliquer cela ! Il s'agissait, en fait, de cette supposée, peu attendue ou prétendue succession au premier-cité par le second-nommé.

A ce sujet, que de ces autres méticuleusement vérités extirpées de la bouche même de ceux qui se sont longtemps tus sans raison ou par calcul sordide et probable repositionnement sur l'échiquier politique national ? Mais aussi que de contre-vérités apparues, entre-temps ou simultanément, les unes succédant aux autres, toutes nues, toutes crues, parvenues très tôt de ces parfois lointaines contrées et insoupçonnables horizons, toutes à l'unisson, scandant à tue-tête et à coups de trompette ces « autres vérités » que le temps plus ou moins important qui s'est depuis écoulé n'a jamais pu outre mesure un seul instant –à tout le moins les effacer, ni même seulement juste les altérer ! Aux flèches très aiguës des premières (vérités) pointent déjà du nez ces autres frappes instantanées des secondes(contre-vérités) à titre de véritables répliques, les unes comme les autres à jamais décidées de pousser à plus loin que possible ce qui semble à leur goût obstruer la vue du citoyen, déformant au passage la juste information, tout en créant l'amalgame dans l'esprit des gens, de sorte à nourrir les plus folles supputations ou farfelues conclusions.

Il eut été plus prompt et très sage encore d'élucider en son temps ce très dangereux tournant dans l'histoire de l'Algérie, de manière à éviter d'en faire cette énigme des temps modernes qui suscite grandement la curiosité de toutes les nouvelles générations.

Un simple et très sincère préambule à la dite démission aurait largement suffi à amplement expliquer la question posée de la –plus tard-devenue trop compliquée situation du pays. Il eut fallu, tel que l'aura à postériori bien expliqué le conjoint du défunt président, mieux dis-

poser dans la chronologie du temps l'antériorité de la question de l'arrêt du processus électoral sur l'éventualité d'un départ aussi précipité, pressenti ou à la base (provoqué), afin de mieux saisir toutes les différentes données de l'équation à résoudre. Bien souvent, une simple mise au point suffit à remettre aussitôt les pendules à l'heure pour nous remettre, à notre tour, à la bonne raison des choses ou juste dans le temps qu'il faut ; l'évidence ayant, à elle seule, cette terrible force de la grande conviction pour rapidement agir sur notre conscience.

L'offre (supposée ou bien réelle) faite en son temps à feu Hocine Ait Ahmed, remise aujourd'hui au goût du jour grâce à la coïncidence de sa mort avec cette date-symbole du 24ème anniversaire du 11 Janvier 1992, vient de rallier à sa cause toute une foultitude de témoignages poignants et de très haut niveau de la hiérarchie du pouvoir d'alors, tous brandis à la série comme une épée Damoclès à la face et au nez de celui qui réfute encore manifestement cette autre vérité tangible de l'Histoire du pays, sous prétexte que le disparu, connu comme éternel rebelle autant dans ses idées et que dans son combat révolutionnaire, n'aurait jamais été approché sur ce sujet précis !

Cette parenthèse longtemps ouverte de notre Histoire, aurait pu être aussitôt close ou convenablement refermée si le bon sens avait en son temps accompagné toutes ces actions dont le peuple avait été tenu à l'écart de leur rapide et très dangereux développement.

En l'absence d'informations fiables ou très plausibles, chacun en fait, à postériori, sa propre lecture. Tout le reste, c'est la rumeur qui s'en charge, comme à son habitude, prenant tout son monde de vitesse ! Remonter les aiguilles de la pendule du temps n'est pas chose aisée. Différentes haltes doivent être respectées à ce niveau, en plus de tous ces vieux dossiers à au plus vite dépoussiérer. L'approche a cependant de très fortes chances d'aboutir. Seulement, seule une franche volonté de collaborer détermine son succès !

Quant au fond du problème soulevé, il doit être interprété bien autrement : il ne tient pas uniquement de la simple intention ou à une quelconque promesse sans réel lendemain, puisqu'il est question d'un vrai Serment fait solennellement à la Nation, la main droite, devant tout le monde, posée sur le Tout Précieux Livre du Saint Coran ! Une véritable leçon de fidélité à notre Constitution !

La chute du prix du pétrole laisse planer le risque de faillite des sociétés pétrolières

Par Bradley Olson*

(Traduit par Mourad Benachenhou, les interlignes sont du traducteur)

Le prix du pétrole brut a chuté de plus de 5 pour cent ce dernier lundi, et se négocie aux environs de 30 dollars le baril, faisant du spectre de la faillite une forte éventualité pour une importante partie de l'industrie pétrolière américaine.

LA FAILLITE MENACE UN TIERS DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES AMÉRICAINES

Trois banques d'investissement majeures- Morgan Stanley, Goldman Sachs Group Inc. et Citigroup Inc.-s'attendent maintenant à ce que le prix du pétrole chute au dessous du seuil de 30 dollars et atteigne le niveau de 20 dollars à court terme, en conséquence du ralentissement de la croissance de la Chine, de la réévaluation du dollar, et parce que les foreurs de Houston jusqu'à Riyad ne s'arrêtent pas de pomper du pétrole, en dépit des excédents de production.

Au moins un tiers des producteurs américains de pétrole et de gaz pourraient pencher vers la faillite et la restructuration financière au milieu de 2017, selon le centre de recherche Wolfe. Pour certains d'entre eux, la survie serait possible si le prix du pétrole rebondissait à au moins 50 dollars, selon certains analystes. Le prix de référence du pétrole brut américain s'est fixé à 31,41 le baril, représentant le niveau le plus bas depuis 12 années.

Selon la société d'avocats Haynes et Boone, plus de 30 petites sociétés qui doivent un montant supérieur à 13 milliards de dollars ont déjà déclaré faillite depuis l'inversion de la courbe du prix du pétrole jusqu'à présent.

UNE SITUATION PIRE QUE CELLE DE 1986, ET QUI N'EST PAS PRÈS DE SE REDRESSER!

Faisant référence au dernier effondrement du prix du pétrole qui a duré des années, Morgan Stanley a publié cette semaine un rapport qui décrit un «environnement pire que celui de 1986», tant pour les prix de l'énergie que pour les producteurs. «La courbe descendante est maintenant plus profonde et plus longue que chacun des trois derniers effondrements du prix du pétrole depuis 1970», a dit Martijn Rats, un analyste de cette banque.

Dans leur ensemble, les producteurs nord-américains de pétrole et de gaz perdent chaque semaine, et aux prix courants actuels, deux milliards de dollars par semaine, selon un rapport à venir, émanant de la société de consultants Alix Partners. Ce rapport sera diffusé en fin de cette semaine.

«Beaucoup de sociétés pétrolières vont avoir d'immenses problèmes», a dit Kim Brady, un partenaire de la société de consultants Solic Capital, et un conseiller aux restructurations.

On prévoit que les producteurs américains coupent leurs budgets de 51 pour cent, représentant une diminution de 89,6 milliards de dollars par rapport aux chiffres de l'année 2014, montant qui, selon Cowen and Co., dépasse les réductions des pires années quatre-vingt du siècle dernier.

Il n'y a pas de répit dans le proche horizon. Selon plusieurs analystes, responsables de banques et d'entreprises pétrolières, on s'attend à ce que le surplus de pétrole continue jusqu'à la fin de 2017.

DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES SURENDETTÉES ET QUI CONTINUENT À POMPER POUR PAYER LES INTÉRÊTS DE LEURS DETTES

Avec peu de probabilité que le prix du pétrole rebondisse dans les mois à venir, les compagnies qui exploitent le pétrole de schiste du Texas au Dakota du Nord se repartissent entre riches et pauvres.

Les sociétés énergétiques qui se sont lourdement endettées pour financer leur tranche du boom de forage américain n'ont pas d'autre choix que de continuer à pomper pour générer le cash destiné au paiement des intérêts de leurs dettes. Ils se creusent ainsi un trou encore plus profond en continuant à produire.

Selon SandP Capital IQ, des sociétés pétrolières, parmi lesquelles Sandridge Energy Inc., Energy XXI Ltd et Halcyon Resources Corp., ont utilisé plus de 40 pour cent de leur chiffre d'affaire du troisième trimestre 2015, pour payer les intérêts de leurs dettes.

Certains des opérateurs les plus solides, qui possèdent des actifs très importants, ont pris des mesures de protection de leurs recettes en bloquant le prix de leur pétrole à 50 dollars, par un système de «hedging», qui tient lieu de police d'assurance contre les prix bas. Même ces producteurs, qui ont de meilleurs bilans financiers, disent qu'ils continueront à pomper plus. ConocoPhillips et Pioneer Natural Resources, deux des plus prospères opérateurs de pétrole de schiste aux USA, projettent de renforcer leur production au cours de cette année. Scott Sheffield, directeur général à Pioneer, a dit que l'extraction de plus de pétrole et de gaz est rationnelle, même si les prix sont bas, parce que les puits les plus efficaces donnent de bons rendements.

De plus, les investisseurs continuent de récompenser la croissance des sociétés jugées solides. Mr Sheffield a déclaré, au cours d'une interview, que «toutes les sociétés qui ont annoncé des réductions de production en 2016 ont vu la valeur de leurs actions en bourse chuter. Les actions de Pioneer ont perdu environ 16 pour cent de leur valeur l'an dernier, mais la compagnie a réussi à vendre pour un montant de 1,4 milliards de dollars de nouvelles actions la semaine dernière dans une offre qui a été sur-souscrite.

Les compagnies qui se sont creusé un trou si profond qu'elles ne peuvent pas en sortir, seront forcées de vendre des actifs ou de se faire ouvrir des lignes de crédits «revolving.» C'est là une proposition risquée, vu que beaucoup d'opérateurs pétroliers s'attendent à voir leur base d'emprunt réduite, au vu du fait que les plafonds d'endettement sont diminués avec la plongée de la valeur des réserves de pétrole et de gaz.

UNE VAGUE DE FAILLITES QUI VA RÉDUIRE LA VALEUR DES ACTIFS DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES

Selon les experts, plus de 100 milliards de dollars ont été mis de côté par les sociétés d'inves-

tissement privées pour acheter à bon prix les actifs qui sont vendus soit avant, soit après les déclarations de faillite.

Mais les grandes opérations de fusion de société ou d'acquisition demeurent improbables, parce que tout acheteur devra mettre dans ces opérations des montants volumineux pour couvrir les dettes du vendeur. Au lieu de cela, des firmes opportunistes attendent l'arrivée de la vague de faillite. Une fois que la dette est effacée, les champs de pétrole et de gaz deviendront bon marché. Plus l'abondance de pétrole durera, déprimant les prix, plus seront nombreuses les compagnies qui chuteront, rendant leurs actifs mûrs pour être acquis à prix soldé.

Chad Mabry, senior analyste à FBR and Co., a déclaré: «il n'y a pas de raison d'être le sauveur de qui que ce soit. Si vous ne pouvez pas sauver les actifs de la faillite, vous n'avez pas besoin de sauver qui que ce soit.»

Si un ensemble de sociétés pétrolières spécialisées dans le pétrole et le gaz de schiste font faillite, ou que leurs actifs tombent entre de nouvelles mains, écrasant les détenteurs d'obligations sur ces sociétés, les faillites effaceront l'ardoise de leur endettement et diminueront le prix minimum permettant de faire un profit.

AUGMENTATION DES PRÊTS NON PERFORMANTS DU SECTEUR PÉTROLIER AMÉRICAIN

Les projections de pertes sur les prêts au secteur pétrolier continuent à augmenter largement, et certaines banques ont commencé à accroître leurs propres prévisions pour de telles pertes. Dans une revue semestrielle établie par un trio de régulateurs bancaires, la valeur des prêts considérés comme en dessous des normes, douteux ou non performants, parmi les emprunteurs pétroliers ou gaziers, a presque quintuplé jusqu'à atteindre 34 milliards de dollars ou 15 pour cent des prêts évalués servis au secteur de l'énergie. Ce montant est à comparer aux 6 milliards de prêts douteux à ce secteur, soit 3,6 pour cent, en 2014.

Les plus grandes banques américaines ont un portefeuille relativement petit de prêts au secteur pétrolier dans le contexte de l'ensemble de leurs prêts. Par exemple, au troisième semestre de 2015, le taux d'exposition de Welles Fargo and CO. aux prêts destinés au pétrole et au gaz représentait 2 pour cent de tout son portefeuille de prêts, soit environ 17 milliards de dollars, selon le rapport financier de cette banque.

Comme la détresse financière n'a pas été un bon mécanisme pour ralentir la production de pétrole aux USA, beaucoup d'analystes craignent que tout ralentissement de la production viendrait trop tard pour assainir le secteur pétrolier. Les estimations officielles du gouvernement américain prévoient une production de 9,2 millions de barils/jour au début de 2016- 1 pour cent de plus qu'au début de l'année passée, alors que le prix du pétrole était 40 pour cent supérieur à ce qu'il est maintenant.

*Erin Ailworth, The Wall Street Journal, du mardi 12 janvier 2016

LA CHRONIQUE DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaïd



Que faire pour aider la Tunisie ?

C'était il y a cinq ans. Le 14 janvier 2011, après un mois de soulèvements, d'émeutes et de manifestations populaires avec leurs cortèges de morts et de blessés, le président Zine el-Abidine Ben Ali quittait la Tunisie en compagnie de ses proches pour se réfugier en Arabie Saoudite.

On connaît la suite mais elle mérite d'être rappelée. La chute retentissante d'un homme qui régnait en maître sur la Tunisie depuis le fameux coup d'Etat médical du 7 novembre 1987 contre Habib Bourguiba a provoqué une immense onde de choc dans le monde arabe. Egypte, Libye, Maroc, Yémen, Bahreïn, Emirats arabes unis, Jordanie, Syrie et même Arabie Saoudite et Oman : tous ont connu des mouvements de protestation au nom de revendications communes : la dignité, la fin de l'arbitraire, le mieux-être et le droit aux droits les plus fondamentaux. Partout, des autocrates ou des faux-démocrates se sont sentis obligés de promettre des réformes et de délier les bourses pour acheter la paix sociale.

On connaît aussi la suite. L'intervention aérienne de l'Otan en Libye, la démocratisation qui tourne mal en Egypte et qui aboutit à un coup d'Etat militaire en juillet 2014, le drame syrien où une protestation pacifique au départ a été transformée, par la volonté machiavélique du régime mais aussi par l'interventionnisme des monarchies réactionnaires du Golfe, en une terrible guerre confessionnelle où la population paie, aujourd'hui encore, le prix fort. Le Yémen aussi où, à peine écarté, un président en poste depuis plusieurs décennies a manœuvré pour revenir au pouvoir quitte à plonger son pays dans une énième guerre civile avec, à la clé, une nouvelle intervention militaire saoudienne.

Aujourd'hui, le panorama du monde arabe est tellement calamiteux que l'espoir engendré par ce qui fut un printemps en hiver est désormais oublié. Le drame syrien, le « chaos » libyen, la fuite en avant égyptienne, le scandale du Yémen, pays parmi les plus pauvres du monde bombardé par l'un des plus riches, et le verrouillage un peu partout, y compris en Algérie, des champs politiques avec, sans oublier, la résurgence du phénomène djihadiste symbolisé par l'essor de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) : voilà autant de facteurs qui font regretter un passé, pas si lointain, où les dictatures rimait avec stabilité et intégrité des territoires.

Le mouvement de pendule est si puissant que l'idée que tout cela n'était finalement qu'un complot est de plus en plus répandue. Un complot pour quoi ? Par qui ? Contre qui ? Les versions les plus farfelues abondent sur le net.

Ceux qui y croient ou les diffusent n'ont même pas conscience qu'ils se font insulte à eux-mêmes et qu'ils perpétuent cette idée essentialiste selon laquelle les peuples du monde arabe sont incapables de se révolter par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

On nous expliquera bientôt que c'est la CIA, ou le Mossad ou les illuminati, ou les trois ensemble, qui ont pris le contrôle à distance

du pauvre Bouazizi pour l'obliger à s'immoler par le feu... Passons...

Reste la Tunisie. Vaillle que vaillle, Relle avance. Pénalisé par une sévère crise économique, ébranlé par un terrorisme interne, menacé par le risque de déflagration libyenne, ce pays a réussi à résister aux forces de rappel qui sévissent partout ailleurs. Certes, tout n'y va pas pour le mieux. La classe politique, quels que soient les courants politiques qui la composent, est souvent en-dessous de tout, visiblement incapable de prendre la mesure des enjeux et de ce que représente aujourd'hui l'expérience de transition tunisienne. Il suffit de parler à quelques Tunisiens, de lire la presse ou de s'attarder sur les échanges dans les réseaux sociaux pour que le terme « gloomy » vienne à l'esprit. Une sorte de « diggoutage » auquel s'ajouterait une peur réelle de l'avenir.

Pour autant, le compromis historique scellé entre non-islamistes et islamistes revêt une importance que de nombreux Tunisiens et Tunisiennes n'apprécient pas à sa juste mesure (certains inconscients, notamment à la gauche de la gauche, en arrivent à magnifier les solutions éradicatrices à l'algérienne ou à l'égyptienne !). Faut-il vivre hors de Tunisie pour se rendre compte des progrès réalisés par ce pays même si, on ne le répètera jamais assez, c'est un immense désenchantement qui règne sur place ?

Le fait est que la Tunisie aurait mérité plus d'aide. Plus d'engagements. Quand on voit la folle quantité d'armements et de bombes qui se déversent ici et là au sud et à l'est de la Méditerranée, on se dit que ce pays aurait bien profité de quelques centaines de millions d'efforts investis dans des projets d'infrastructures dans des régions que le klepto-programme lancé par Ben Ali, le fameux 26-26, n'a jamais réussi à désenclaver. Sidi Bouzid, Kasserine, et d'autres villes et villages attendent des investissements qui ne sont jamais venus.

Quand on discute de la Tunisie avec des responsables occidentaux, ils n'ont pas de mots assez durs pour les élites économiques locales. Elles sont accusées de ne « pas jouer le jeu », de « ne pas y croire » et de continuer à faire « barrage aux réformes » en espérant le retour, sous d'autres formes, à l'ancien régime. Les syndicats, eux, sont accusés d'empêcher la modernisation des législations et la « nécessaire libéralisation » de l'économie (comme s'il n'y avait pas d'autres solutions). Il ne s'agit pas de trouver des boucs-émissaires et des responsables. Les Tunisiens sont parfaitement capables de dégager des solutions pour leur pays.

En réalité, la seule chose à faire pour tous ceux qui, à l'étranger, ont éprouvé un élan de sympathie pour la révolution, ou la révolte, de janvier 2011, est de se poser la même question qui s'était imposée à eux lors de ces journées historiques : que faire pour aider la Tunisie ?

L'interrogation reste posée et elle mérite un débat.

Le monde de nos jours vit une ère très critique, laquelle est faite de surenchères politiques et médiatiques. Une réalité à laquelle aucun Etat, quelle que soit son envergure, ne peut se soustraire. Or l'accélération de la roue de l'histoire ces dernières décennies a provoqué une prise de conscience des peuples du Sud de la gravité des dérives et des enjeux auxquels ils font face.

Terrorisme et manipulation : combien de divisions!

Par Kamal Guerroua

Un exemple parmi d'autres de ces dérives-là : l'instrumentalisation religieuse aux fins impérialistes. L'islamisme, Daesh, le terrorisme, etc., en forment sans doute partie. Un fonds de commerce juteux pour «cet empire démocratique du Nord». A vrai dire, les occidentaux avaient beau tisser de généreux discours «droits de l'homme» pour convaincre le reste de l'humanité que l'Etat islamique implanté en plein cœur de l'espace géopolitique arabe est «seulement» le fait du radicalisme religieux, ils n'ont réussi en fin de compte à convaincre personne!

Pour cause, quiconque sait désormais que cette nébuleuse terroriste a prospéré sous leur bénédiction d'abord au Moyen-Orient où ils (les occidentaux) ont encouragé les dictatures, faisant pendant très longtemps le dos rond aux cris de s.o.s des sociétés civiles et des organisations de droits de l'homme. Puis, en Europe et aux Etats Unis où, servant durant les années 1980-1990 d'arrière-bases logistiques aux mouvements islamistes jusqu'au fameux 11 septembre 2001, ils ont anesthésié les énergies mobilisatrices à même de permettre un renouveau démocratique dans ces pays-là. Le comble du drame dans tout cela est que «cette politique du pire» a continué son cours de façon encore plus insidieuse durant le Printemps Arabe, ses révolutions et ses contre-révolutions.

En effet, j'ai traité dans un article précédent «Daesh et ...les autres» comment par exemple les américains ont pu tromper l'opinion publique internationale, en surestimant la puissance militaire de quelques autocraties (Irak, Iran, Libye, Syrie, etc.), et en instrumentalisant l'islamisme à des fins géostratégiques. Un jeu de balancer qui n'est motivé que par des ambitions géostratégiques, économiques et surtout énergétiques! Il semble que c'est aussi la même danse qui est menée par les autres pays alliés.

Prenez l'exemple français et examinons-le de plus près. En 2005, l'ex-président Jacques Chirac aurait décidé de

rompre les relations diplomatiques avec la Syrie jugeant que Al-Assad était le commanditaire de l'attentat contre le Premier ministre libanais Rafik Hariri, l'ennemi juré des alaouites damascènes. Contre toute attente, trois ans plus tard, son successeur Nicolas Sarkozy renoue avec la nomenclature baassiste.

Dans une allocution qui date du 12 juillet 2008 à l'Elysée en présence même d'Al-Assad en visite officielle, il déclare en substance «vous avez bien compris que nous entamons de nouvelles relations.

Pas pour quelques jours, pas pour quelques semaines, des relations structurelles stratégiques». Or le 27 août 2011, suite aux remous du Printemps Arabe, le ministre des affaires étrangères Alain Juppé emprunte un virage à 180°, en déclarant «la France a dit la première que Bachar Al-Assad doit quitter le pouvoir»!

A l'arrivée de François Hollande aux affaires en 2012, les choses n'ont pas évolué d'un iota, le 13 novembre 2012, le locataire de l'Élysée demande la levée de l'embargo imposé à la Syrie afin que les alliés puissent livrer des armes à l'opposition «la France, argumente-t-il, reconnaît la coalition nationale syrienne comme la seule représentante du peuple syrien et donc comme le futur gouvernement provisoire de la Syrie démocratique». Or cette coalition se compose, rappelons-le bien, de l'A.S.L (armée syrienne libre) infestée par les islamistes (les groupes épars qui revendiquent haut et fort l'idéologie fanatique et qui seraient quelques années plus tard derrière les attentats de Paris).

Encore, en août 2013, Paris s'en tient à une logique interventionniste, voulant bombardier le fief d'Al-Assad! A cet effet, Laurent Fabius, le patron du Quai d'Orsay aurait défendu avec opiniâtreté durant presque 3 ans la solution extrême, fustigeant même la décision de l'administration américaine de placer le Front d'Al-Nosra sur la liste des organisations terroristes. Et pour justifier ses options «pro-islamistes», Fabius ironise le 13 décembre 2012 en ces termes «parce que sur le terrain, ils font du bon boulot».

Pas question à l'évidence pour cette France socialiste de faire fléchir ses positions anti-Assad. Surprenant! Même quand Vladimir Poutine aura proposé le

28 septembre 2015 une coalition internationale devant l'assemblée générale de l'O.N.U contre l'hydre terroriste de Daesh, il s'est vu vite tacler par François Hollande sur la même tribune «Bachar Al-Assad, dit ce dernier, est l'origine du problème ; il ne peut pas faire partie de la solution». Or le 16 novembre de la même année, Hollande change complètement de cap à cause des attentats de Paris. Devant le congrès réuni à Versailles, le président déclare ceci «aujourd'hui, il faut plus de frappe-nous en faisons-, plus de soutien à tous ceux qui se battent contre Daesh -nous l'apportons, nous la France-, mais il faut un rassemblement de tous ceux qui peuvent réellement lutter contre cette armée terroriste dans le cadre d'une grande et unique coalition- C'est ce à quoi nous travaillons». Ajoutons à cela que loin par exemple du fameux discours de Phnom Penh du général de Gaulle en 1966 où la France s'est posée comme le chef de file des pays non-alignés face à l'hyperpuissance américaine et à l'ex-URSS et à mille lieues également de l'antiaméricanisme chiraquien lors de la guerre d'Irak en 2003, la France d'aujourd'hui comme d'ailleurs celle de Sarkozy semble engagée dans un suivisme aveugle de la doxis interventionniste de l'Oncle Sam. En tous cas, l'Etat islamique qui adopte une stratégie «glocale» pour emprunter le mot de l'analyste Nabil Moulin, autrement dit, une capacité à penser globalement et à agir localement a trouvé dans tous ces revirements et ce pro-américanisme hexagonal la meilleure aubaine, voire le meilleur argument pour frapper fort. Quant aux gérontocraties arabes, c'est une autre paire de manches. Dans un article paru dernièrement dans le Monde Diplomatique sous le titre «Printemps Arabe, autant en emporte le vent» (Décembre 2015), Hicham Alaoui qualifie les régimes autoritaires arabes de «Mamelouks modernes». Une appellation tirée d'un autre article de Jean-Pierre Filiu «Mamelouks modernes, mafias sécuritaires et djihadistes», Orient XXI, 19 septembre 2015, <http://orientxxi.info>. Autrement dit, si ces nomenclatures-là sont dépositaires de la puissance de l'Etat, elles sont en même temps étrangères à leurs sociétés. Pour rappel, les Mamelouks furent les soldats esclaves non-arabes (mercenaires) entre le IX et XIII siècle que la dynastie

abbasside (750-1250) aurait recrutés sur des territoires situés hors du monde musulman afin de gagner en hégémonie. Comment? Le trait saillant de ces derniers est en fait qu'ils étaient invulnérables à l'intérieur des pays qu'ils conquièrent ou gouvernent parce que se plaçant au-dessus des conflits claniques. Toutefois, très fragiles à l'extérieur parce qu'agissant sous l'ordre d'une tutelle étrangère (l'Etat Abbasside dans leur cas de figure) ou des puissances étrangères (les américains et les occidentaux dans la situation actuelle des autocraties arabes), ils tombent rapidement en cas d'invasion externe. On peut penser par exemple au régime baassiste «sunnite» de l'Irak de Saddam qui n'a tenu jusqu'au 2003 que grâce au soutien américain (il était minoritaire face aux chiites), à celui alaouite d'Al-Assad qui ne tient aujourd'hui que grâce à l'Iran et à la Russie (minoritaire face aux sunnites), à l'Egypte de Moubarak qui s'appuie sur l'Union Européenne et les U.S.A pour survivre (moins d'ancrage populaire par rapport aux islamistes), puis à celle d'Al-Sissi qui lui emboîte maintenant le pas, à l'élite gouvernante en Algérie (illégitime et sans consensus à l'intérieur) mais s'appuyant sur la France, l'ex-puissance coloniale, etc. Ce réflexe Mamelouk dénote, à vrai dire, d'un héritage autocratique et patrimonial plongeant ses racines dans l'histoire et l'anthropologie arabo-islamique. Si l'on schématise par une métaphore, ce sera ainsi «une main de fer (intérieur) dans un gant de velours (extérieur)».

Bien entendu, c'est avec cette logique-là que ces régimes consolident leur contrôle sur les mouvements islamistes mis sur le devant de la scène par les américains au début des années 1980 après la guerre afghano-soviétique. Prenons quelques exemples : sous la pression de l'Arabie Saoudite alliée des U.S.A, le gouvernement du Yémen aurait qualifié les «houthisistes» de mouvements terroristes à la solde de l'Iran, tout en engageant des pourparlers avec Al-Qaïda. De même, toutes les monarchies du Golfe voient dans Daesh un pire ennemi mais ferment les yeux sur les mouvements islamistes actifs sur leur propre territoire qui, à distance, financent l'islamisme hors de leurs frontières. En Libye, le général Haftar adoubé par l'Union Européenne et les U.S.A aurait laissé l'E.I s'emparer du régime à Syrte, préférant se consacrer à la lutte contre le gouvernement rival de Tripoli.

En Syrie, poussé par les russes, Al-Assad aurait, à son tour, libéré des centaines d'islamistes et emprisonné, ironie du sort, des militants «démocratiques» de l'opposition. Et les stratèges militaires égyptiens ont tenté d'amener, sous pression étrangère occidentale, les frères musulmans à se radicaliser afin de les accuser de terrorisme et justifier par ricochet une guerre totale contre eux. Preuve en est que la répression du Maréchal Al-Sissi n'a jamais été aussi implacable même depuis Nasser.

En toile de fond, on remarque aussi que les tensions géopolitiques ont exacerbé les haines confessionnelles faisant à titre d'exemple du «péril vert» le facteur déterminant pour déclencher des contre-révolutions (diabolisation de l'islamisme contre démocratisation des Etats) et de la menace du «chiisme iranien» une raison pour l'union des gérontocraties arabes! Combien de divisions!



L'anti-arabisme ou les effets collatéraux d'un butin en absence de prémunitions

Les guerres procurent toujours des butins aux vainqueurs, y compris une langue et des connaissances, mais parler de butin culturel, c'est se tromper de vainqueur. «Le peuple d'Algérie est musulman, et à l'arabité il est affilié».



veaux Janvériistes en nombre suffisant. Mais c'est en fait le point considéré par beaucoup comme une avancée significative qui est la source d'inquiétude pour l'amazigh chaoui que je suis. Le pays affronte déjà suffisamment de sinistres difficilement recouvrables, telles la décennie noire et la débâcle du système éducatif, pour se permettre un autre aventurisme aux conséquences insuffisamment anticipées.

Que peut signifier la co-officialité de deux langues dans un pays où la première est déjà boycottée alors que pour la deuxième, même le préalable de l'alphabet n'est pas encore réglé ?

Le projet d'une académie est indéniablement utile et pertinent pour le développement de la langue berbère, mais que résout l'officialité, au stade actuel, pour un militant sincère de la cause amazighe ?

Ne créerait-elle pas plutôt de nouveaux problèmes au lieu d'en résoudre ?

N'ouvrirait-on pas ainsi la porte à la discorde et n'en renforçant un dialogue de sourds, déjà suffisamment préjudiciable ?

Même les pays développés, avec une stabilité républicaine centenaire, demeurent prudents sur ce sujet sensible. La politique linguistique de la France est basée sur le monolinguisme d'Etat (3), avec le Français comme unique langue officielle. Les nombreuses langues régionales sont dotées d'outils de développement et peuvent être choisies comme langues vivantes ou matières optionnelles. Écoutons J.P. Chevènement, un des politiciens français opposés à la co-officialité linguistique, s'exprimer à propos de la langue corse, officialisée par le parlement local (4,5) :

«Aujourd'hui, la co-officialité de la langue corse, que réclament les nationalistes, d'autres la réclament ailleurs. Et si on voyait cette charte des langues régionales et minoritaires, il faudrait que les actes de mariage, de décès, les successions, les contrats puissent être rédigés non seulement en Français, mais dans une soixantaine d'idiomes. Ce serait l'éclatement de l'espace national.». «Notre pays reste panaché. Simple-ment - et heureusement ! - il y a des éléments d'unité. Comment ferais-je pour dialoguer avec M. Raffarin si nous ne disposons pas d'une langue commune ?». «Sur l'île de Beauté, la connaissance du corse est devenue nécessaire pour recruter des professeurs d'école. Cette «corsisation» des emplois est antirépublicaine».

N'y a-t-il pas là matière à méditer ?

La conciliation entre les deux dimensions identitaires que sont l'Amazighité et l'Arabité, ne sera jamais aboutie sans la troisième et la plus importante, l'Islamité, que nos aïeux ont choisie librement et non par héritage. Loin de s'opposer à la diversité linguistique, la religion l'assiste et facilite son acceptation, permettant ainsi de préserver et renforcer la cohésion sociale. Les berbéristes et les baâthistes le nieront sans doute, mais la radicalisation de la revendication identitaire est une des nombreuses conséquences collatérales de l'aventurisme de 1992. Les Janvériistes et leurs suppôts continueront de se débattre vainement avec leurs théories de la justification et ses souffre-douleurs, même si de récentes évidences et révélations réfutent et démolissent leurs assertions ainsi que les intentions farfelues prêtées à leurs victimes, et même si la Turquie de Tayeb Erdogan leur exhibe l'autre alternative de sauvegarde d'une nation.

L'actuel projet de Constitution va sans doute passer par les deux chambres du parlement comme une lettre à la poste. L'Amazighité est un héritage culturel et une fierté nationale pour tous. Ce projet de co-officialité linguistique doit mobiliser tous les algériens avec sagesse et responsabilité, afin d'éviter qu'il soit manipulé par une minorité de séparatistes menaçant la cohésion sociale et l'unité territoriale, et dont la stratégie linguistique finale serait peut-être de déclarer l'impotence des deux langues nationales, afin de sortir ensuite le joker du butin culturel.

Références :

- (1) <http://gulfnews.com/opinion/thinkers/al-ahwaz-will-always-be-arab-1.786524>
- (2) <https://www.youtube.com/watch?v=17IEop3onRs>
- (3) https://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_r%C3%A9gionales_ou_minoritaires_de_France
- (4) http://www.chevenement.fr/le-souhait-que-le-gouvernement-s-oppose-a-la-co-officialite-de-la-langue-corse_a1791.html
- (5) <http://www.languesregionales.org/Jean-Pierre-Chevenement,241-?lang=fr>

Par Abdelhamid Charif

C'est ainsi que définissait Ben Badis l'Amazigh, il y a près d'un siècle, l'identité civilisationnelle de sa société, en pesant soigneusement ses mots, et en étant rassuré de ne heurter aucun compatriote. Même si ce poème continue d'être réitéré, force est de reconnaître que le slogan n'est plus consensuel. Qu'est-ce qui a donc bien changé ? Réveil identitaire salvateur ? Ou effet post-colonial dévastateur ?

L'Arabité de Ben Badis, scellée par nos ancêtres berbères qui ont ensuite porté et déployé davantage sa bannière, est inaliénable. Que les arabes s'unissent dans la vassalité ou les courbettes, notre prophète demeure arabe, et la langue du Coran reste inchangée.

La haine de l'Arabité doit normalement être perçue comme un symptôme inquiétant, et à la limite, le dégoût que peuvent provoquer les échecs et humiliations des arabes ne doit pas affecter l'objectivité et l'impartialité des amazighs épris de liberté et d'équité. Les pays arabes ont sans doute besoin d'être mieux conseillés, mais les critiques constructives demeurent tributaires de la noblesse des sentiments et intentions. Examinons le traitement d'une certaine actualité.

L'IRAN ET LES ARABES

Les différentes analyses des derniers événements survenus au Moyen Orient illustrent le gouffre culturel séparant les postures irréconciliables des francophones et arabophones. A chaque tiraillement ou conflit entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, les élites algériennes francophones dégagent avec aisance et adresse, et ne se trompent jamais de cible. La célébration de l'héroïsme perse permet à certains de défouler et dérouler, même hors propos, l'anti-arabisme et les sentiments débordants envers des bédouins injustement favorisés par la nature, et dont l'avenir apocalyptique prédit par des visionnaires « attentionnés », et les condamnant à un retour aux tentes et chameaux, tarde désespérément à arriver. Le soi-disant anti-impérialisme iranien est toujours mis en exergue, en opposition au rapprochement douteux et incompréhensible de l'Occident avec des pays arabes très conservateurs, au grand dam de ceux qui fournissent plus d'efforts culturels et se sentant donc plus méritants. L'affluence complice grandissante du « Tourisme religieux », pourtant limitée et circonscrite par le pays hôte, semble tout aussi incompréhensible.

La dernière indignation orientée a trait à la condamnation à mort d'un dignitaire chiite saoudien. Il s'agit d'un non universitaire ayant suivi des études religieuses en Iran, où il apprit à prêcher la virulence et la discorde en s'attaquant ouvertement aux symboles sacrés du Sunnisme en terre des Lieux Saints de l'Islam. Ne contrariant pas l'Iran, les 46 autres condamnations à mort prononcées par la même justice sont passées sous silence. En fait, même les massacres sectaires des sunnites en Irak ne reçoivent pas autant d'attention. Se sentant bien protégé par l'hégémonie grandissante et menaçante de l'Iran, et abusant de l'indulgence, interprétée comme une faibles-

se, de son pays envers sa minorité confessionnelle, Nimr Baker Al-Nimr, s'est mis à défier les autorités avec des prêches incendiaires et provocateurs. En plus d'une popularité sectaire fulgurante, il en tire d'autres dividendes. Sa femme malade est prise en charge totale, en compagnie de son frère, pour des soins intensifs en Amérique, et leurs trois enfants l'y rejoignent en bénéficiant de bourses d'études. Il ira ensuite jusqu'à demander le renversement des régimes en Arabie et au Bahreïn, et plus tard réclamer la sécession de sa région pour former un Etat chiite. C'est sans surprise que cette partie de l'Arabie a connu une période d'instabilité avec des attaques armées et des émeutes ayant provoqué la mort de dizaines de personnes et agents de l'ordre.

Fort de ses relais officiels tel Nasr-Allah du Liban, et des soutiens gratuits de divers intellectuels se nourrissant de l'anti-Arabisme, l'Iran n'hésite pas à s'immiscer en héros dans les affaires des pays arabes. Après le contrôle de l'Irak, où la responsabilité collective arabe et internationale est également indéniable, c'est au tour de la Syrie et du Yémen d'être dominés par des minorités chiites grâce à l'appui militaire iranien, comme au Liban. La condamnation à mort d'une personne chiite dans n'importe quel pays arabe peut ainsi provoquer des réactions virulentes, voire des menaces. Pourquoi pas, puisque l'Iran n'a jamais été pointé du doigt en exécutant régulièrement des sunnites, tel le prédicateur Ahmady Shahram, exécuté en Octobre 2015, trois ans après son frère Bahram. Plusieurs personnes sunnites sont ainsi exécutées chaque année pour délit de « religion polluée et combat contre Allah ». La minorité arabe Ahwaz, forte de huit millions, vit dans la région la plus polluée du monde et la plus riche d'Iran en ressources naturelles (1). Cette population sunnite est la plus pauvre du pays, et est victime de ségrégation, expropriation des terres, et diverses contraintes politiques et culturelles.

L'ANTI-ARABISME AU SERVICE DU CHIISME

Le Chiisme est un courant de l'Islam né bien après la mort du Prophète, et ses partisans croient que la succession aurait dû revenir à Ali, et ensuite à sa descendance. Les imams sont considérés infaillibles et dotés de pouvoirs quasi-divins, même si le douzième, porté disparu depuis douze siècles, n'est pas encore arrivé à se libérer de sa détention dans une grotte inconnue. Non contents de vénérer Ali et sa descendance, une haine démesurée est déversée sur les plus proches compagnons du prophète et sa femme Aïcha, accusés de trahison, alors qu'ils sont glorifiés dans le Coran. Lequel Coran est remis en cause par certains qui évoquent une révélation ultérieure (Coran de Fatima). Pour couronner le tout, il est recommandé au besoin, de se rapprocher de Dieu par des mensonges (Takiyya) pour cacher les desseins réels ou éviter l'embarras. L'histoire des révélations divines montre qu'aucun prophète n'a autant bouleversé la religion de son prédécesseur, comme le fait le Chiisme avec la dernière révélation, quelques années après la mort du Prophète, Prière et Salut sur Lui. Dans la vidéo de la référence (2), on peut entendre un érudit chiite affirmer que les mécréants et les juifs, tel Ariel Sharon, sont mille fois préférables aux deux

premiers califes de l'Islam ; et que le chien de Sharon est meilleur qu'Abou Bakr et Omar Ibn Al-Khattab. Cette terrible déviation sectaire est une grande épreuve, fitna, que l'Islam trainera sans doute jusqu'au jugement dernier.

En vilipendant avec mépris les pays arabes tout en louant abusivement la politique de l'Iran, certaines élites, sans doute négligentes ou indifférentes vis-à-vis de la portée religieuse, ne font que prêcher inconsciemment le Chiisme rampant, qui menace désormais notre pays, pourtant longtemps épargné par cette fitna.

L'anti-Arabisme alimente aussi et se nourrit du Berbérisme, racisme qui ne dit pas son nom, et qu'il est, dans l'air du temps, hasardeux de critiquer. Mais la sagesse devient d'autant plus prééminente à professer qu'elle est répudiée et souillée, avec peu de chance de figurer dans les agendas des campagnes électorales.

Le Berbérisme, et son frère ennemi et non moins raciste et puant, le panarabisme ou Baâthisme, fleurissent et s'épanouissent ensemble à travers la sale guerre qu'ils se livrent, au détriment des valeurs de la nation, la cohésion sociale, et l'unité territoriale. La fraternité arabo-islamique ? C'est désormais un délit.

Loin de se limiter aux ségrégations de couleur ou d'ethnie, le racisme est avant tout d'origine satanique. En refusant d'obéir au Créateur et de se prosterner devant Adam, sous prétexte d'être meilleur, Satan fit acte de vanité raciale. C'est aussi par pur racisme que les Juifs ont rejeté l'Islam, le Messager annoncé et tant attendu ne fut pas des leurs. La faiblesse raciale coule dans les veines humaines, et même des compagnons du Prophète ont été appelés à l'ordre : « Laissez-la, elle pue ». Ou encore : « Vous êtes tous issus de Adam, et Adam a été créé de poussière ». (Hadiths).

CONSTITUTION, LA RUSE ET LA COMPROMISSION AUXILIAIRE

La ferveur et la passion des débats suscités par l'avant-projet de Constitution pourraient déjà suffire comme victoire aux promoteurs. Il serait peut-être utile de rappeler que la résistance d'une chaîne ne peut jamais excéder celle du maillon le plus faible ; et que l'équité et la probité d'une loi restent avant tout tributaires de celles des personnes veillant sur son application. N'a-t-il pas été déjà magistralement prouvé que la Constitution algérienne n'est ni inviolable, ni irrévocablement verrouillée ? Qui pourra donc empêcher les générations futures de tout changer, dans le cadre d'une adhésion populaire ou d'une dictature héritière plus inventive, soit en optant pour un régime impérial qui verra sans doute l'actuel record de quatre mandats battu, ou bien en fondant la république tant rêvée depuis Novembre 1954, et peut être même accuser rétrospectivement de haute trahison ceux qui auront joué avec les lois, responsabilités, élections, valeurs, sacrifices, et richesses du pays ? A méditer pour ceux qui pensent pouvoir réserver autoritairement une place dans un carré spécial de l'Histoire.

En concentrant autant de pouvoirs entre les mains du Président, les sauveurs de la nation visent à simplifier la tâche de leurs dignes successeurs. Ces derniers se contenteront de contrôler une seule élection, car il leur sera manifestement impossible de rassembler de nou-

Le projet de la révision constitutionnelle lui promet une belle place. Des mécanismes fluides vont lui être consacrés. Ainsi, l'exercice du pouvoir ne se fera valoir que par l'existence d'un contre-pouvoir. A charge pour ce dernier de se prendre aussi en charge.

Le contre-pouvoir



Par El yazid Dib

Non seulement le peuple, vu ses différences, a besoin d'une opposition stable et évolutive, mais le pouvoir aussi doit avoir besoin d'une opposition forte et raffermie. C'est une question d'harmonie des systèmes politiques. Une diversité d'avis n'est forcément pas une adversité.

Si l'opposition est infertile, c'est la faute à tous les partis. Si les partis sont figés et inertes, c'est la faute à l'absence de militants. Si les militants font défaut, est-ce la faute au peuple ? À l'Etat ?

L'Etat en effet peut parvenir, à l'aide d'artifices, à spécifier à sa conception tout un peuple et le convaincre à aller vers une résignation qui dira son nom une fois : le verrouillage aura à se segmenter à outrance. L'histoire le prouve à plusieurs stations du parcours humanitaire. En fait, l'Etat, dans cette stratégie de prépondérance intégrale, n'est qu'un moyen mis en service par une loi au profit d'une autorité établie. Donc, une véritable opposition, au sens typiquement algérien du terme, ne peut agir qu'à l'encontre de cette prépondérance systémique et non contre l'Etat, y compris son élément exécutif gouvernemental. Le gouvernement n'est pour rien, à vrai dire. Il se sait instrumentalisé mais fait dans le lot. Tous les ex-chefs de gouvernement successifs se sont alignés derrière le silence qui broyait, non à leur insu, l'opposition. Ils étaient les principaux artisans de l'abattage des espérances sociales. Qu'ont-ils fait pour conforter et soutenir en fait et en droit la place de celle-ci lorsqu'ils étaient en charge des affaires publiques ? C'est une fois out le système qu'ils s'apercevraient qu'être dans une démarcation anti-régime est plus confortable comme position politique. Et encore, si ce n'est un silence radio qui les fait oublier, c'est avec prudence et beaucoup de doigté qu'ils émergent une pétition ou font des communiqués laconiques dénonçant tel ou tel abus d'autorité. Benflis, chef de gouvernement, ne savait pas qu'un jour la providence allait l'installer dans l'opposition.

Cette opposition n'est pas exclusivement représentée par un, deux ou plusieurs partis. Dans le parti, il est clair que l'opposition n'existe que rarement en diverses tendances. Cependant, dans l'ultime désir et la profonde aspiration partisane, chaque parti voudrait faire sa délimitation. C'est comme un commerçant. La concurrence est rude et amère. Plusieurs tentatives à inscrire dans l'agenda d'une opposition ménopausée ne sont pas arrivées à terme.

Cette action de se démarquer d'une position, d'un texte de loi, d'une loi de finances, ne peut s'inscrire totalement dans une disposition d'opposition. Mais elle aura tout de même le mérite de tenter d'avoir eu lieu.

Car, depuis l'ouverture politique, cette frange de la classe politique dite opposition s'est mise à l'écart, à l'exception lors d'un calendrier électoral. Elle voulait, souffrante, disséminée, torpillée, créer un regain de dignité perdue déjà à la naissance. Trop encombrée par l'accumulation d'échecs successifs, notre opposition ne tient pas à s'auto-révolutionner.

Déclinant pour elle ce qu'elle exige du pouvoir, elle aussi a besoin d'une alternative. Soit un redéploiement au niveau de ses leaders nationaux et locaux. Toujours les mêmes, avec eux, et l'on recommence. Ne pensent-ils pas, ces éternels « dirigeants » opposants, qu'ils entraînent



leur propre déchéance vers la décrépitude de leur formation ? Collés ainsi, vus et revus à chaque séquence de la vie politique nationale depuis 1988, ces chefs de partis sont usés à force d'avoir usé toutes les stratégies intrinsèques à leur personnalité. Néanmoins, ils auront certainement eu le mérite d'avoir quelque part fait avancer l'état des choses en notre terre. Ils auront aussi la vertu d'avoir fait de l'opposition et ainsi permis la crédibilité, quoique contestée, du jeu démocratique. C'est à cause d'une prestation oppositionnelle piteuse, mal partie, fragmentée et non crédible que le régime compte encore longtemps perdurer. La seule issue qui demeure utile et indispensable, c'est de la repenser. L'imaginer à nouveau. Tous les partis risquent la déliquescence injectée volontairement par le système. Une pilule d'inertie et de somnolence. Une opposition viable, rentable et prospère se devrait d'être loin des alliances de conjoncture ou des coalitions temporaires et précaires. L'on aurait vu des chefs de partis opposants traités comme des hauts fonctionnaires. Leurs partis traités comme des institutions étatiques. L'opposition est-elle en fait au sein ou en marge du pouvoir ? Est-elle toujours cette minorité qui aspire à la conquête du pouvoir ou bien cette majorité qui s'oppose à un système ?

Le dysfonctionnement de l'Etat, sa mauvaise représentation, la mal-vie, l'angoisse et l'amertume de tous les jours ont réussi à en faire, discours enthousiasmant du candidat lauréat aidant, des partisants entêtés de l'anti-pouvoir. Même les élus locaux, toutes tendances confondues, se sont confinés dans l'acte d'ama-douer le pouvoir plutôt que de le secouer.

La légitimité représentative est à bout de souffle. Elle souffre d'une grosse crise qui l'empêche de connaître son évolution génésiaque. Si l'on parle du renouveau qui doit booster la rive opposée au pouvoir, si l'on parle avec pertinence qu'il est vitalemment nécessaire de repenser la classe politique, l'on s'interroge également : depuis quand certains leaders de partis politiques que l'on respecte énormément, et les autres nouvellement débarqués, dirigent-ils sans partage leurs partis respectifs ? Qu'ils s'investissent davantage dans ce qu'ils prônent comme leitmotiv à la succession et au renouvellement des instances ! La démocratie commence à sa porte pour s'étendre aux autres. Le reste du monde algérien finit bien par se lasser de ce personnel arrivé aux frontières de l'aridité. La stérilité oppositionnelle. Néanmoins, faudrait-il le dire et le

redire, ils auront, tous ces chefs de parti, le mérite national d'avoir, chacun à sa façon, contribué à la naissance du capital politique qui a pu, à un certain moment de la traversée macabre, dire non en face d'un pouvoir pressé d'en finir avec les libertés publiques. Ils auront la reconnaissance citoyenne d'avoir eu un jour à connaître les affres de la prison, l'oppression et la mise en garde permanente. Mais ? Oui mais ils sont déplorables de n'avoir pas su emprunter les avenues qui auraient sans doute concrétisé l'aboutissement final de leurs aspirations. Ils se seraient contentés d'user tout juste des voies légales qu'ils savaient tout à fait inégales. L'appel n'est pas d'aller vers l'aventurisme ou de rentrer dans la clandestinité, encore moins d'agir dans l'illégalité. Mais comment faire en sorte que tout change ? Braver les tabous et affronter la mauvaise légalité ? Convaincre et susciter l'adhésion ? Ils sont tous ou presque représentés au Parlement. Là où la loi, dans toute sa solennelle légalité, est censée se faire. C'est dans ce cadre légal et approprié que doit se faire la politique. C'est dans ce socle que doit s'imprimer et s'exprimer la volonté des électeurs. A charge pour les partis de rameuter les voix nécessaires pour y être. Maintenant que la mouture de la nouvelle Constitution aspire à interdire « le nomadisme politique », que reste-t-il à faire pour ce dé-clic tant attendu d'une opposition somnolente ?

La scène nationale, à chaque événement, frémisse d'actualité. Les débats s'exacerbent et les luettes se diluent sans que nulle censure n'y soit élevée. Ce n'est pas la nature de chaîne ou son appartenance qui fait de la politique, mais c'est surtout l'invité. L'on conçoit bien que nos députés sérieux d'opposition n'ont pu imaginer une sortie médiatique qui allait leur permettre de défier le silence qui les plombe. Ils parlent, mais on ne les entend pas. Pour le bonheur de tous, le satellite, le Youtube, le Facebook deviennent des bouées de sauvetage.

L'on a su la diatribe de députés désespérés, de certains autres exaspérés, mais pas plus. L'espoir subsiste à écouter de telles voix faisant de la discordance non pas une contrariété mais tout simplement une divergence d'opinions.

Hautement respectable pour affirmer que l'opposition n'a jamais été ni n'est l'affaire d'une personne, mais de tout un ensemble de personnes. L'individu est insignifiant devant la masse.

Cependant, le combat individuel, pérenne et continu fera le combat collectif d'ensemble. Même à la longue. Dans la réalité du terrain, les

partis sont tellement divisés que le peuple ne croit plus en leur salut.

Il se dit, à sa propre manière, que ces « associations à caractère politique » ne sont en fait que des appareils destinés, car procréés, à lui donner un semblant de crédibilité. Autrement dit, ce couple maudit souffre d'une frigidité chronique. Si l'opposition est pauvre, le pouvoir l'égalera. C'est en face d'une puissante opposition que tout pouvoir est censé affirmer toute la quintessence de sa force d'action. Les conjoints ennemis n'ont de ce fait que des grossesses indésirables. La progéniture à son tour souffre amèrement du désaccord unissant pourtant en parfaite harmonie des parents pour le pire et le meilleur. La démocratie, par ailleurs, ne peut se pratiquer sans l'apport de ces conglomérats. Qu'ils soient de l'alliance présidentielle ou ceux repris dans une case d'opposition, les partis sont une nécessité sociale. Il y a ceux qui se confortent, sans crainte aucune, à l'Etat. Il y a ceux qui crient à la marginalisation.

Et puis, sur un autre chapitre, l'on a le droit de nous dire que l'opposition n'est naturellement pas une spécificité nationale. Elle ne peut se faire qu'à Alger ou par voies de presse. Son champ d'intervention excellerait à se mouvoir dans une dimension locale.

Le désaccord qui la mine, le défaut d'adhésion qu'elle symbolise, la dissidence qui l'éloigne de ses priorités politiques, font qu'elle serait, cette opposition, diversement appréciée. Mais tout de même, cette agitation fait survivre au moins la façade démocratique du pays, en attendant le grand rééquilibrage promis par le projet de la nouvelle Constitution.

Là, un autre discours aura lieu. Peut-être y verrons-nous rejallir la compétence à la brocante, la proposition à l'invective et le sourire à la morosité. Tant dans la sphère du pouvoir que dans celle de l'opposition.

Dieu, le Tout Puissant dans son règne unique, monopolistique, omnipotent et exclusif n'a pas manqué de se créer et créer envers ses créatures, une opposition redoutable.

C'est par un souci de libre choix, de diversification de voies que la détermination qu'octroie la nature divine ou l'homme à l'égard de ses semblables tend à se justifier. L'opposition en politique est également comme cette loi physique, à chaque action, une réaction de même force et à la même intensité. Un contre-pouvoir par l'affermissement d'une forte opposition est nécessaire. Il ne doit plus faire peur.

Publicité




PROMOTION HIVER

eden
HOTEL RESORT & SPA
★★★★

Chambre Double à 7 000 DA TTC
Chambre Double + Dîner au restaurant l'Alcazar (animation musicale)
+ Circuit Balnéo au SPA THERMES à 13 000 DA TTC

☎ 041 60 51 74 ☎ 0561 65 53 05 🌐 www.edenresortspa-oran.com



médiation

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

APOCALYPSES NOW ?



Sortir de la grande nuit.
Essai sur l'Afrique décolonisée.
Ouvrage de Achille Mbembe.
Chihab Editions, Alger 2013,
254 pages, 1.000 dinars

L'Afrique décolonisée ! L'auteur nous la présente à travers un essai magnifiquement écrit, bien que compliqué comme tout essai politico-philosophique rédigé par un intellectuel de haut niveau.

L'essai commence sur un registre narratif et autobiographique. Début du moment post-colonial. La décolonisation - surtout là où elle fut octroyée - prit « l'allure d'une rencontre par effraction avec soi-même ». Les deux chapitres qui suivent examinent les paradoxes de la « postcolonialité »... chez une puissance (la France) qui « décolonisa sans s'auto-décoloniser », d'où l'impuissance à écrire une histoire commune à partir d'un passé commun.

Du côté des nouvelles nations indépendantes (parfois « greffes hétérogènes de fragments à première vue incompatibles et conglomérats de sociétés au temps long »), on « reprend » la course. A tout risque. Plongée dans l'inconnu. Heureusement il y a la « volonté de vie ».

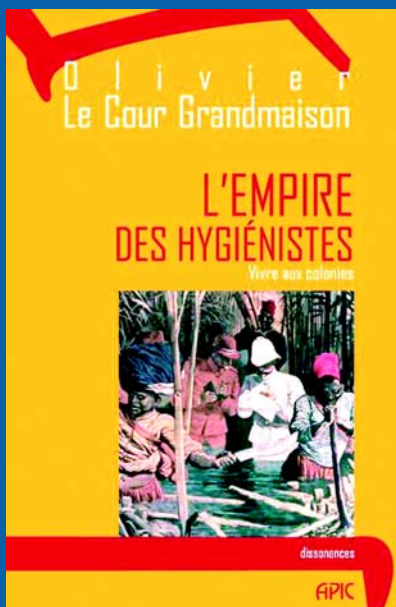
Donc, l'Afrique est en train de se construire - malgré des coûts humains élevés, un « monde des ruines » et des « cases sans clés » - en train d'effectuer sa synthèse sur le « mode de disjonction et de la redistribution des différences ». L'Afrique en circulation ! Afrique-globe, « immense champ de labour de la matière et des choses ». Un corps encore en mouvement, jamais

à sa place, dont le centre se déplace partout. Un corps se mouvant dans l'énorme machine du monde... C'est l'« Afropolitanisme » (trois paradigmes ne s'excluant pas : variantes diverses du nationalisme anticolonial / lectures marxistes multiples et « socialisme africain » / panafricanisme et solidarité raciale et transnationale). A l'image de l'Afrique du Sud, le laboratoire privilégié que l'auteur connaît bien.

L'Auteur : Théoricien du post-colonialisme, à la pensée engagée dans l'action, fortement anticléricaliste et pour une théologie de la libération. Camerounais d'origine (né en 1957, sa région fut un bastion du mouvement nationaliste camerounais). Docteur en histoire (la Sorbonne, Paris) et DEA en sciences politiques (Iep, Paris), il est professeur d'histoire et de sciences politiques en Afrique du Sud. Chercheur, il a également enseigné aux États-Unis. Auteur de plusieurs publications (dont « De la postcolonie ») globalement sur le même thème et sur l'Afrique.

Avis Pour mieux connaître le colonialisme et le racisme blanc... et le néocolonialisme. Pour mieux comprendre l'Afrique et l'Africain contemporains. Livre difficile à lire mais enrichissant, aujourd'hui encore bien plus qu'hier.

Citations : « Avoir un passé en commun ne signifie pas nécessairement l'avoir en partage » (p 12), « Le colonialisme fut loin d'être une fusée d'or... Carcasse de métal sertie de bijoux splendides, il participait par ailleurs de la bête et du fumier » (p 15), « L'Afrique demeure une région du monde où le pouvoir, quel qu'il soit et sous le sceau du satrape, se dote automatiquement d'immunité. Les choses sont en effet simples. Le potentat est une loi en lui-même » (p 23), « La décolonisation sans la démocratie est une bien piètre forme de reprise de possession de soi, fictive » (p 29), « Toute pratique coloniale est habitée par une pulsion interne : l'ivresse de la force, une sombre émulation de tuer et, s'il le faut, de périr. Au-delà de la recherche du profit, elle se construit sur la crête d'une ligne intense : la ligne froide de la force et de la destruction pure » (p 91), « La colonisation moderne était l'une des filles directes des doctrines qui consistaient à trier les hommes et à les diviser en deux groupes : ceux qui comptent et que l'on compte, d'une part, et le « reste » ; d'autre part, ce qu'il faut appeler les « résidus d'hommes » ou encore les « déchets d'hommes » (p 239), « L'humanité de l'homme n'est pas donnée. Elle s'arrache et se crée au fil des luttes » (p 341), « Tout sang versé ne produit pas nécessairement la vie, la liberté et la communauté » (p 243).



L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies. Essai de Olivier Le Cour Grandmaison. Editions Apic, Alger 2015, 300 pages, 700 dinars

Voilà donc un troisième (et dernier ?) volume de l'auteur sur les aspects peu connus ou esquivés de la colonisation française. Cette fois-ci, il s'appuie sur un corpus négligé : les ouvrages de médecine, les manuels universitaires, les débats politiques tout au long de la période... Un ouvrage, comme les précédents, qui prend et noue les tripes, car à travers tout ce qu'il présente comme faits et discours, comme références, sont les preuves irréfutables et monstrueuses de ce qu'ont subi comme souffrances les peuples colonisés.

Au départ, la France, deuxième puissance coloniale au lendemain de la Commune de Paris ! A la conquête succède l'exploitation des colonies... Les sciences dites « coloniales » prospèrent, sur fond de racisme (inégalités des races, caractères physiques et biologiques différents...). Une conception hiérarchisée du genre humain qui se traduit par la séparation stricte (ségrégation) entre Européens et « indigènes » en vertu de considérations hygiénistes : pratique courante du travail forcé, par des quartiers différents et éloignés les uns des autres, « séparés complètement » (recommandation, en 1905, de la section médicale du Congrès colonial français), maintien de l'esclavage domestique malgré son abolition en 1848, etc.

L'ouvrage embrasse presque toutes les colonies, ainsi d'ailleurs que d'autres pays colonisateurs (Belgique au Congo, Allemagne en Namibie, Grande-Bretagne en Inde, Afrique du Sud...) et presque partout, la médecine et l'hygiène (tropicales) sont des sciences pratiques au service de l'« empire », au service des « émigrés » et de leurs familles. L'arme sanitaire est d'emblée conçue par les praticiens comme une arme impériale « qui doit favoriser la pacification, la domination, puis l'exploitation des po-

pulations locales ». Des exploités par millions, des morts au sein de la « masse d'exécution » par centaines de milliers dans des travaux presque pharaoniques sous surveillance (seulement) des Blancs. Par la suite, l'« assistance médicale indigène » vint... mais tardivement et au compte-gouttes avec, entre autres, Lyautey qui l'avait placée au cœur de sa stratégie et de ses pratiques. Il fallait bien entretenir et « conserver » en bon état, ladite « masse d'exécution »... dont la mort ne suscite aucune compassion. De « purs moyens et traités en conséquences », des êtres inférieurs dont l'exploitation est jugée nécessaire à la réalisation de l'« œuvre coloniale », « pour une plus grande France ».

L'Algérie n'est pas oubliée. Le même calvaire ! Pis encore, des pratiques similaires à celles mises en œuvre en colonie sont importées sur le territoire métropolitain (France) afin de « gérer les « immigrés » (22.000 en 1946, près de 300.000 en 1954). Des « allochtones »... à la religion qui, déjà, dérange et est jugée menaçante pour l'ordre et la sécurité. Un « village arabe » (masures en bois recouvertes de papier goudronné) est signalé à Genevilliers en 1931 dans une thèse de droit. La tuberculose fait des ravages. Du personnel français arrivé d'Algérie encadre et surveille cette main-d'œuvre. En 1954, les Nord-Africains sont rangés au neuvième rang de sympathie parmi dix nationalités. Ils sont en France, mais pas de France.

L'Auteur : Né à Paris en septembre 1960. Universitaire (français), politologue, spécialiste des questions de citoyenneté et des questions ayant trait à l'histoire coloniale. Il a critiqué la loi de 2005 sur la colonisation et il a été également un militant engagé pour la régularisation des immigrés clandestins. Auteur

Vient ensuite le Yémen et ses paradoxes... avec un prix Nobel (Tawakkul Karman)... voilà.

Retour en Egypte et sa deuxième Révolution... avec l'intervention de l'armée déposant un leader islamiste (Morsi) n'ayant pas réussi à résoudre les problèmes du pays, les aggravant même... et en Tunisie où, sans coup d'éclat et avec beaucoup de négociations (grâce à un Quartet qui, par la suite a obtenu le prix Nobel), et même « si le diable est dans les détails », une nouvelle Constitution, déjouant le danger islamiste et avec beaucoup de compromis, est adoptée.

Le dernier chapitre est bien moins réjouissant. Des centaines de milliers de victimes. Des millions de réfugiés. Des dégâts matériels inestimables. Des sociétés brisées. Des vies (comme toujours, d'abord celles des femmes et des enfants) mutilées, et avec un « califat » mû par le fanatisme religieux entre la Syrie et l'Irak... Apocalypse now !

L'Auteure : Italienne, c'est une journaliste de guerre connue pour son opposition aux conflits armés et son militantisme pour les droits des femmes. A travaillé pour l'hebdomadaire Guerra e Pace puis pour le quotidien Il Manifesto. A séjourné maintes fois en Algérie, couvrant, entre autres, les grands événements de la décennie rouge. Enlevée à Bagdad en 2005, détenue durant tout un mois. Auteure de nombreux ouvrages liés à l'actualité dans le monde arabe. Prix (algérien) international de journalisme Omar Ourtilan en 2005 (elle est, aussi, membre du jury depuis la création du prix).

Avis Du grand reportage, de l'observation minutieuse, de l'analyse qui ne dérange... que les hommes... les machos et les fondamentalistes radicaux.

Citations : « Les révolutions ont provoqué une crise

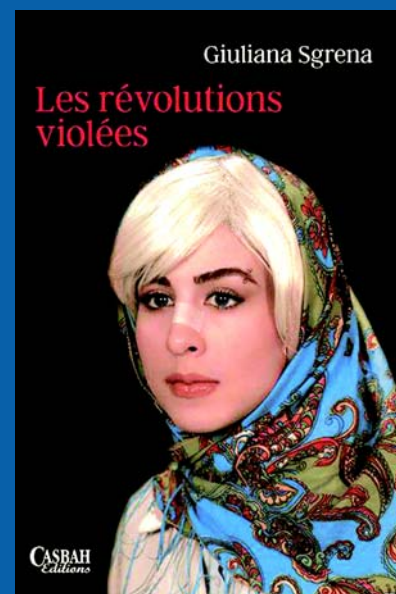
de deux essais à succès : en 2005, « Coloniser, exterminer : sur la guerre et l'Etat colonial », et en 2009, « La République impériale. Politique et Racisme d'Etat », les deux édités en arabe en Algérie. Certains historiens français (dont Gilbert Meynier et Pierre Vidal-Nacquet) lui ont reproché d'assimiler le système colonial au 3^{ème} Reich.

Avis Une œuvre incontournable pour qui s'intéresse à l'histoire de la colonisation et à la naissance de l'impérialisme. Ainsi que pour tous ceux qui s'intéressent à la médecine et à l'hygiène.

Citations : « En Europe et en France, l'hygiène publique a été la fille de la révolution industrielle, de l'exode rural et de l'urbanisation ; dans les contrées exotiques, elle est née de la « ruée vers l'Afrique », des impératifs de la colonisation et d'une médecine tropicale impuissante » (p 71), « L'objectif des Européens, en Afrique et ailleurs, demeure l'exploitation, et que la mort des travailleurs noirs en est un effet. Ce sont les nazis qui ont radicalement modifié les termes de cette équation en commençant à exploiter dans le but officiel d'exterminer, au moyen du travail, notamment, les déportés juifs et, parfois, les résistants » (p 324), « Dans les territoires ultramarins, la « force de caractère », tenue pour une qualité indispensable à l'accomplissement et civilisatrice, n'est que le masque avantageux d'une inhumanité radicale commune à la plupart des Blancs » (p 328), « L'exploration presque achevée de l'Afrique cède la place à l'impérialisme, conçu comme une entreprise économique et politique de puissance reposant sur une expansion territoriale maximale » (p 336), « L'exploitation coloniale : le vrai visage du capitalisme ? Non, l'un des plus terribles » (p 340).

d'identité chez le mâle arabe. Le rôle de premier plan joué par les femmes a terrorisé les hommes et ces derniers ont répondu par la violence pour rétablir l'ordre patriarcal qui garantit leur statut... La révolution est femme » (p 15), « La condition féminine est étroitement liée à la nature de l'Etat, laïc ou théocratique, même si un Etat laïc ne reconnaît pas automatiquement les droits des femmes » (p 69), « Dans un pays où la corruption est omniprésente, insister sur l'éthique et la vertu basées sur des principes religieux dont personne n'ose douter, s'avère une carte gagnante » (p 74), « Chacun n'apprend que de ses propres erreurs, ou alors il croit être exempt de faux pas » (p 90), « Le devoir d'un journaliste est d'informer, mais sans transformer notre travail en une mission, autrement nous risquerions de perdre notre lucidité, et quand c'est possible, notre objectivité. Comment peut-on continuer à exercer honnêtement ce travail si les journalistes sont devenus une arme de guerre ? » (p 168).

PS : Amine Zaoui n'y est pas allé par quatre chemins. Dans une de ses chroniques de presse, il s'en prend aux nouveaux écrivains, journalistes ou citoyens-journalistes, qui envoient ou publient leurs écrits critiques (dans la presse, et, depuis la révolution technologique, sur les réseaux sociaux, les journaux on line, les blogs, Twitter, Facebook...), sans les signer de leur nom, mais en utilisant des pseudonymes. Pour lui, ils ressembleraient aux fameux « membres du chœur de l'orchestre royal et aux « gardiens du lit de la reine » d'antan... les deux... castrés dès l'enfance... les premiers pour conserver ou avoir une voix virile, les seconds pour ne pas être tentés par la belle endormie. En termes crus, « pas de couilles », quoi ! Lâcheté ? Peur ? Timidité ? Manipulation ? Ce qui est certain, c'est que l'augmentation de la masse des castrés et des émasculés, « contents de jouer le rôle des gardiens du lit de la reine », fait bien l'affaire du « roi et des princes » qui gouvernent.



Les révolutions violées. Printemps laïc, vote islamiste. Essai de Giuliana Sgrena (traduit de l'italien par Maria Assunta Mini). Casbah Editions, Alger 2015 (Il Saggiatore S.r.l, Milan 2014), 197 pages, 750 dinars

La révolution est femme et, quelque part, elle « est en train d'avancer ». La couleur est d'emblée annoncée. L'auteure n'est pas seulement femme et féministe, elle est, aussi, une journaliste qui a fait beaucoup de terrain. Principalement notre monde. Un grand reporter qui connaît le monde arabe contemporain, qui a observé « du dedans » ses composantes sociétales et ses comportements et qui l'a bien compris.

A travers des exemples bien précis et bien documentés, tout en ne perdant pas de vue les situations similaires vécues par les femmes, il y a longtemps ou récemment, dans les pays occidentaux, elle parcourt le monde arabo-islamique :

..D'abord l'Arabie saoudite et l'interdiction faite aux femmes de conduire un véhicule automobile, et encore moins de monter à cheval ou de faire du vélo, par peur de « perdre la virginité » ou de « déformer les ovaires ».

Ensuite la Tunisie et les luttes féminines, tout particulièrement après la « récupération » de la révolution puis la victoire des islamistes, le 23 octobre 2011.

Puis l'Egypte (pays d'origine des Frères musulmans et de l'islam politique) et le viol répété de femmes démocrates, en pleine place Tahrir, surtout après une certaine alliance (« alliance diabolique qui ne durera pas longtemps ») entre les forces conservatrices du pays, islamistes et militaires.

L'Algérie est présentée à travers les années 2000 afin de voir quels sont les effets du 5 Octobre 1988 sur la vie politique, mais surtout sur la vie sociale et les comportements à l'égard des femmes. « L'exception algérienne », malgré un « climat triste » et une certaine violence quotidienne (qui se fait de la religion un bouclier) est confirmée.

La Libye est indescriptible avec son « chaos des milices » et le règne de la loi du plus fort et des « fawas » des religieux.

On sait enfin pourquoi il y a tant d'incompétents au pouvoir

La très sérieuse Harvard Business Review s'est penchée sur la présence massive d'hommes incompétents parmi les instances de direction. Résultats : nous aurions tendance, en ce qui concerne nos leaders, à confondre confiance en soi et compétence. Ce faisant, au lieu de choisir de bons meneurs d'équipe, nous désignerions de bons chefs de guerre. Décryptage.

LEFIGARO

Pour justifier la sous-représentation des femmes aux postes de management, trois explications sont souvent avancées. La première : elles n'en sont pas capables. La deuxième : elles ne sont pas intéressées. La dernière, elles sont tout à la fois capables et intéressées mais n'arrivent pas à briser le plafond de verre. Pourtant, selon la Harvard Business Review (HBR), qui a passé au crible les mécanismes de désignation des chefs, la réalité serait plus complexe.

DIFFÉRENCIER LA CONFIANCE EN SOI DE LA COMPÉTENCE

«La principale raison du déséquilibre du ratio homme/femmes dans le management est notre incapacité à distinguer la confiance (en soi) de la compétence», explique Tomas Chamorro-Premuzic, professeur de psychologie des affaires au University College London et membre de la faculté à Columbia University. «C'est parce que nous interprétons les signes de confiance comme des signes de compétence que nous nous laissons bernier par la croyance que les hommes sont de meilleurs leaders que les femmes. Autrement dit, quand on parle leadership, l'unique avantage des

hommes sur les femmes, c'est le fait que les manifestations d'arrogance - sous couvert de charisme ou de charme - sont souvent interprétées comme un potentiel de leadership. Or ces attributs sont plus fréquents chez les hommes que chez les femmes.»

Une étude de l'Université de l'Ohio (1) avance encore que les groupes d'individus ont une tendance naturelle à désigner comme leaders des individus auto-centrés, narcissiques et avec une confiance en eux démesurée. Pour expliquer cette tendance, la HBR fait appel à Freud qui analyse la façon dont nous délégons notre pouvoir à ceux qu'on admire. Dans ces situations, «un groupe de personnes, les suiveurs, ont remplacé leur propre tendance narcissique par celle du leader. Leur amour pour lui est une forme déguisée d'auto-amour ou un substitut à leur incapacité de s'aimer eux-mêmes.» expliquait le père de la psychanalyse.

L'ARROGANCE, NÉCESSAIRE POUR ÊTRE VU COMME UN LEADER

Résultat, trop de «chefs de guerre» accèdent aux postes à responsabilité. Et s'y montrent incompétents. Car la conquête du pouvoir demande un état d'esprit qui n'est pas forcément une qualité pour réussir le job au jour le jour. L'arrogance et l'excès de confiance seraient même



inversement proportionnels au talent d'un dirigeant, assure la HBR. La plupart des leaders de ce type échouent donc à moyen terme, selon Tomas Chamorro-Premuzic.

Pour le professeur de psychologie des affaires, un bon leader doit au contraire se montrer capable de construire et de maintenir une équipe au top, d'inspirer ses collègues et de les fédérer autour d'un projet. Et ce sont les femmes qui possèdent le plus fréquemment les qualités innées et culturelles pour mettre en œuvre cette dynamique collective. Une étude publiée par l'American Psychological Association (2) prouve ainsi qu'elles surpassent les hommes en intelligence émotionnelle et font d'avantage preuve de considération pour les autres.

LE MANQUE DE CRITÈRES POUR ÉVALUER UN BON LEADER

Les femmes adopteraient naturellement des stratégies de management plus efficaces (3). Par exem-

ple, elles communiquent mieux leur vision et s'attachent à faire progresser la compétence de leur équipe, toujours selon la HBR, qui s'appuie sur des enquêtes dédiées au management. Elles seraient aussi plus créatives et plus impliquées dans la résolution des problèmes.

Pourtant, malgré les discours et les études qui vantent les qualités féminines, dans la réalité, on attend toujours des femmes qu'elles adoptent des comportements associés au leadership... alors même qu'elles sont contre-productives et dysfonctionnelles, regrette la HBR. En l'absence de véritable méthode pour évaluer les qualités d'un leader et ses réalisations, nous nous laissons aveugler par les parades des vantards, regrette le chercheur Tomas Chamorro-Premuzic et récompensons ceux qui passent leur temps à se vendre plutôt que ceux qui s'impliquent pour faire avancer le collectif.

(1) Les personnes narcissiques ont plus de chance de devenir lea-

der. Narcissistic People Most Likely to Emerge as Leaders. Étude menée par l'université de l'État de l'Ohio aux États-Unis publiée le 7 octobre 2008.

(2) Intelligence émotionnelle : une méta-analyse intégrative et modélisée en cascade. Emotional Intelligence: An integrative meta-analysis and cascading model. Étude menée par Joseph By Joseph, Dana L.; Newman, Daniel A., publiée dans le Journal of Applied Psychology, Vol 95 (1), en janvier 2010 et sur le site Apa PsycNET.

(3) Transformation, transaction et laissez-faire en leadership : une méta-analyse comparant femmes et hommes. Transformational, transactional, and laissez-faire leadership styles: A meta-analysis comparing women and men. Étude menée par By Eagly, Alice H.; Johannesen-Schmidt, Mary C.; van Engen, Marloes L., publiée dans le Psychological Bulletin, Vol 129, en juillet 2003 et sur le site Apa PsycNET.

Raïf Badawi, le prix Sakharov qui embarrasse l'Arabie Saoudite



L'Arabie Saoudite a deux façons de combattre ce qu'elle appelle «le mal», c'est-à-dire l'État islamique (EI). L'une est de se montrer, à l'intérieur du royaume, intransigente pour tout ce qui concerne l'islam, ne tolérant ni la moindre critique à son égard, ni la remise en cause de l'omnipotence des religieux. L'autre est de bâtir un grand axe sunnite pour combattre sur tous les fronts l'organisation jihadiste. Cet axe a pris la forme d'une coalition militaire, dont la naissance a été annoncée mardi à Riyad.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue, fin 2014, la condamnation à mille coups de fouet (répartis sur vingt semaines), à dix ans de prison et 260 000 dollars (238 000 euros) d'amende d'un jeune blogueur saoudien de 31 ans, Raïf Badawi. Depuis, il a reçu le prix Sakharov des droits de l'homme qui, du fait de sa détentation, sera remis à son épouse, mercredi à Strasbourg, par le Parlement de l'Union européenne.

ALLIÉ INDISPENSABLE

Bien que l'Arabie Saoudite demeure un allié indispensable dans la lutte contre l'EI, les parlementaires européens n'entendent pas relâcher la pression sur le cas du jeune dissident, qui fut aussi nommé pour le prix Nobel de la paix en 2015. Lorsque la décision avait été prise de lui remettre le prix, les députés s'étaient levés pour applaudir longuement le choix des chefs de file de leurs groupes politiques.

Le jeune journaliste a été arrêté le 17 juin 2012 pour une série de «crimes» : cybercrime, désobéissance à son père, critiques faites à l'islam et apostasie. En fait, il est simplement l'animateur du site internet Liberal Saudi Network, un blog qui dénonce l'emprise des religieux sans remettre directement en cause la monarchie. Ce n'est donc pas un opposant dangereux mais une personnalité libérale, qui pourrait même être utile au régime s'il voulait se confronter au pouvoir des oulémas.

«Comment pouvons-nous, avec de tels indi-

Défendu par l'Union européenne, le blogueur saoudien condamné à mille coups de fouet met à mal le régime de Riyad, à l'heure où le royaume monte une coalition contre l'Etat islamique.



vidus, bâtir une civilisation humaine, et avoir des relations normales avec 6 milliards de personnes, dont plus de 4 milliards et demi ne sont pas de confession musulmane ?» plaide-t-il. Pour lui, musulmans, chrétiens, juifs et athées sont tous égaux. Il dénonce également l'oppression infligée aux non-musulmans, aux femmes, aux libre-penseurs, et témoigne de son rejet de toute forme d'islamisme politique. A propos de la Palestine, il a écrit : «Je ne suis pas pour l'occupation d'un pays arabe par Israël, mais, en revanche, je ne veux pas remplacer Israël par une nation islamique qui s'installerait sur ses ruines, et dont le seul souci serait de promouvoir une culture de mort et d'ignorance parmi ses fidèles, à une époque où nous avons désespérément besoin de ceux qui en appellent à une culture de vie et de développement, propre à cultiver l'espoir dans nos âmes.»

CERCLE DE L'ENFER

Comme la charia exige l'obéissance totale d'un fils envers son père, celui-ci le conduit dès 2009 devant un tribunal saoudien pour l'obliger à mettre fin à ses activités. C'est le premier cercle de l'enfer qui s'ouvre : interdiction de sortir du territoire, retrait de permis, interdiction de travailler... Sa femme et ses trois enfants quittent le pays pour se réfugier au Québec. Raïf Badawi, lui, résiste et fonde le site web Free Saudi Liberals. S'ouvre alors le second cercle : prison, condamnation en première instance et par la cour d'appel qui, en mai 2014, le déclare coupable pour «insultes envers l'islam», renonçant à valider l'accusation d'apostasie, ce qui lui aurait valu la peine capitale.

Le blogueur subit, le 9 janvier, une première

séance de flagellation devant la mosquée Djufali, à Jeddah, en présence d'une foule nombreuse. Mais la séance du vendredi suivant est repoussée, le médecin de la prison faisant savoir que ses «blessures n'étaient pas encore cicatrisées correctement et qu'il ne serait pas capable de supporter d'autres coups de fouet». Elles n'ont depuis pas repris. Aucune raison n'a été avancée pour justifier leur report, ce qui laisse supposer que Riyad cherche à aménager la peine du supplicié, voire à le gracier. Les vidéos tournées sur le lieu du supplice qui montrent un bourreau retenant ses coups plaident en faveur de cette hypothèse.

EMBARRAS DES AUTORITÉS

L'affaire témoigne de l'embarras des autorités, soucieuses de l'image du royaume à un moment où elle se détériore, en particulier aux États-Unis et en Europe. Or, les dirigeants saoudiens ont besoin d'être en phase avec eux à un moment où la lutte contre l'EI monte en puissance. Or, ils voient bien que l'actuelle administration américaine ne leur accorde plus la même confiance que la précédente. D'où la décision de former une coalition militaire de 34 pays musulmans pour lutter contre le terrorisme. Dix-huit des États participants sont arabes, 16 autres sont d'Asie et d'Afrique, dont l'Égypte, la Turquie, le Pakistan, la Malaisie ou le Sénégal. Sous la conduite de l'Arabie Saoudite, cette nouvelle coalition disposera d'un centre de commandement à Riyad, afin de coordonner les opérations militaires et «combattre le terrorisme dans plusieurs lieux du monde islamique», selon le ministre de la Défense et prince héritier Mohammed Ben Salman. Elle s'ajoute à celle, aérienne, dirigée par les États-Unis et à laquelle participe l'aviation saoudienne. En réalité, c'est plutôt un axe des pays sunnites qui se met en place et permet à Riyad d'affermir son leadership sur ceux-ci, en prenant bien soin d'exclure l'Iran chiite, lui aussi en guerre contre l'EI, en Irak et en Syrie. On ne voit pas cette alliance fonctionner avant des mois.

Face à mon écran, je suis le centre du monde

La dénonciation est banale : les outils numériques favorisent un nombrilisme aigu. L'individu téléchargé, mi-homme mi-octet, l'humanoctet, est une sorte de Narcisse fasciné par ses reflets à la surface des écrans.

Rue89

Ce qui est moins banal est de se poser la question du «Pourquoi». Qu'y a-t-il dans la chose numérique qui nous pousse vers un culte du moi généralisé ?

1 LE POINT D'ENTRÉE : UN HOMME, UN ÉCRAN

La première raison tient au point d'entrée dans l'univers numérique, l'écran, qui est individuel. Un homme, un écran : ceci n'est pas un slogan, mais une réalité. Les frontières au sein du monde 2.0 ne sont pas géographiques ; la frontière est entre chaque individu et les autres.

La grande barrière d'écrans qui sépare l'univers numérique de notre environnement classique fonctionne comme un tamis qui ne laisse passer qu'une pluie fine de curseurs, tous identiques, et chaque curseur porte un individu et un seul.

Les plateformes collaboratives et autres manifestations d'intelligence collective sont une réalité, souvent admirable, mais qui ne saurait faire oublier cette réalité première qui est que, mécaniquement, les «ordinateurs personnels» fabriquent des personnes tournées sur leur propre activité. Chacun dans sa bulle.

Les outils numériques permettent bien évidemment des interactions, ils se présentent comme des moyens de communication, mais qui aurait l'idée de confondre échange électronique et contact humain ? Un courriel avec une poignée de main et un regard échangé ? Une vidéo musicale regardée à l'écran avec un concert suivi au milieu de la foule ? La bulle est isolante, elle nous sépare des autres.

2 LE MONDE TOURNE AUTOUR DE MOI

Plongé dans l'océan des octets, pour quelques minutes ou plusieurs heures, nous faisons toujours la même expérience, celle d'un monde soumis à notre volonté. D'un simple clic, tout peut être balayé et remplacé par autre chose, une autre fenêtre, une autre séquence. Quelle merveille !

Cliquer, c'est un peu comme donner un coup de baguette magique sur un objet. Pif paf pouf. Les choses ne sont pas quelque part, elles sont dans un rapport avec moi, à un moment de ma trajectoire. Chacun peut faire ce constat : l'action part de moi et revient à moi. Elle dessine autour de moi un cercle dévoué à ma personne, où tout n'existe que par rapport à moi. Tout ce que je vois vient vers moi !

L'horizon ramené aux bords de l'écran nous place au centre du monde, ce monde qui se présente comme mon monde à moi, modulable et transformable à merci. Je dessine moi-même le décor de ma vie. Une convergence est à l'œuvre, dont je suis l'aboutissement. Le matériau numérique est souple, malléable à l'infini (copier/couper/coller...).

A l'instar d'un super-héros, comme l'homme-torche avec le feu ou Iceberg avec la glace, l'humanoctet peut agir sur cette matière, et s'en servir comme d'un prolongement de lui-même. Tout ce que je touche est à moi ! Cette formule est juridiquement fautive mais vraie au niveau du vécu. L'univers semble tout entier soumis à sa volonté et on ne s'étonnera pas de voir l'humanoctet peu à peu envahi par un sentiment de toute-puissance.

L'esprit s'enflamme rapidement par le double jeu de la solitude et de cette impression de pouvoir changer les choses en toute liberté. La réalité est que le Code domine, que l'humanoctet est embarqué dans un programme donc des instructions qu'il ne peut que suivre, mais tout, alentour, lui chuchote aux oreilles qu'il a le droit désormais de se considérer comme supérieur à tous les hommes.

Les possibilités démultipliées apportées par les outils mis à sa disposition ne font qu'accroître le sentiment de détenir un pouvoir, un pouvoir solitaire et illimité. Le monde à mes pieds ! (sous mes doigts) Seul devant l'écran, le bonhomme a tout loisir de se vivre comme



la référence suprême, le grand ordonnateur, le carrefour de tous les liens. Toute notion de distance est abolie, et dès lors rien ne lui interdit de penser qu'il se trouve au centre du monde.

3 FIN DE SESSION, RETOUR SUR TERRE, JE TOURNE AUTOUR DU MONDE

Je marche dans la rue. Les passants, les voitures et les deux roues circulent partout, dans tous les sens, indifférents. Que je sois là ou pas ne change pratiquement rien. Les avantures que je longe tous les jours (agence bancaire, boulangerie, magasin de lunettes, etc.) se fichent bien de ma présence.

Ce monde est plein de «hardware» : murs, grilles, poteaux, portes etc. qui sont autant d'obstacles. Le sol sur lequel je pose les pieds, les gens qui circulent dans cet environ-

nement rempli d'architectures immobiles n'ont que faire de mes desiderata, de mes tracasseries. Par comparaison avec nos sessions numériques, notre monde premier nous oblige tous les jours à un sacré exercice de modestie.

J'ai beau marcher (jambes et bras lancés en cadence), cela n'a aucun effet sur le monde environnant. Cliquer ? A quoi bon ? Et cliquer sur quoi d'ailleurs ? Sur le nez de mon voisin de RER ? Sur les saletés étalées sur le trottoir ? La grosse mouche qui vient battre sur la vitre ? Ce monde sur lequel je marche est premier, il me domine et tourne tout seul, avec ou sans moi. L'individu en chair et en os commande à son corps, sa voix, mais le monde autour échappe, pour l'essentiel, à son empire. On voit à quel point cette perspective diffère de celle de l'humanoctet !

4 UNE MALADIE INFANTILE

Le nombrilisme est la maladie infantile du numérique. Donc, on peut en guérir. Le temps est venu pour nos cercles dirigeants de sortir de l'admiration béate et irréfléchie que suscite l'univers numérique, pour laisser place à une analyse concrète et objective de ses structures de base, et des conditions de vie qu'il impose. Car l'influence de ces caractéristiques intrinsèques sur la société dans son ensemble grandit à mesure que monte la vague numérique.

Apprendre aux humanoctets à protéger leur vie privée n'a aucun sens. Par contre leur apprendre à ne pas se laisser déborder par leur Moi2, à comprendre ses origines, répondrait à un vrai problème.

Nombrilisme numérique : le comprendre pour en guérir.

A quel âge faut-il abandonner la conduite automobile ?

Prévention: Neuchâtel incite depuis un an les aînés à renoncer à leur permis de conduire. L'action porte ses fruits.



Tribune de Genève

Abandonner son permis de conduire, une fois pour toutes, en échange d'un rabais de 200 francs sur l'achat d'un abonnement général CFF de 2e classe. Cette offre, lancée il y a un an tout juste à Neuchâtel, a séduit de nombreux conducteurs âgés. Le Service cantonal des automobiles et de la circulation (SCAN) a enregistré 686 renoncements volontaires cette année, contre 502 en 2014. Soit une augmentation de 37%.

Premier canton romand à mettre sur pied un tel système incitatif, Neuchâtel s'est inspiré de Berne, qui l'a introduit avec succès dès 2013. «Cela a pleinement répondu à nos attentes», se réjouit Philippe Burri, le chef du SCAN. L'action sera donc non seulement pérennisée, mais étendue. Les seniors qui lâcheront leur «bleu» pourront bientôt obtenir divers bons de réduction valables dans les transports publics régionaux.

BRISER UN TABOU

Au-delà des chiffres, Philippe Burri estime que cette mesure a contribué à ouvrir le débat

sur un sujet tabou: la planification de la vieillesse. «L'espérance de vie s'allonge, mais on ne garde pas jusqu'à sa mort les capacités nécessaires à la conduite, relève-t-il. Tout comme on ne peut pas forcément vivre seul à la maison jusqu'au bout. C'est un message difficile à faire passer.» Beaucoup d'âinés vivent mal le fait de devoir renoncer à leur voiture lorsqu'un examen médical – obligatoire tous les deux ans en Suisse dès l'âge de 70 ans – les y contraint. D'où l'idée de favoriser une prise de conscience volontaire.

L'option neuchâteloise a déplu à certains spécialistes de la sécurité routière. Le Bureau de pré-

vention des accidents (BPA) s'inquiétait ainsi de voir certains conducteurs abandonner le volant trop tôt... et s'exposer davantage aux dangers du trafic piéton. De même, l'association Pro Senectute entrevoyait un risque de stigmatisation des seniors.

Directeur de Pro Senectute pour l'Arc jurassien, François Dubois a revu son jugement depuis lors. La démarche neuchâteloise peut être considérée comme une action de sensibilisation «en faveur des âinés plutôt que contre eux», constate-t-il. Et de citer l'exemple d'une dame âgée qui a décidé de renoncer à son permis après avoir appris qu'un automobiliste octogénaire avait tué un jeune piéton sur une route fribourgeoise. «Elle ne voulait pas qu'un tel drame lui arrive.»

COURS PRIS D'ASSAUT

Statistiquement, les âinés sont toujours plus nombreux à vouloir continuer à conduire (lire ci-contre). Mais, pour Philippe Burri, chacun doit se demander régulièrement s'il maîtrise les exigences élevées de la conduite d'un véhicule et si son état de santé lui permet toujours de prendre le volant en toute sécurité. Le chef du SCAN salue donc l'initiative de Pro Senectute Arc jurassien, qui a lancé l'an dernier des cours de conduite spécifiques pour seniors. Une «remise à niveau» à la fois théorique et pratique, conçue sur le modèle de la formation proposée depuis des années déjà par le Touring Club Suisse.

Subventionnées par le SCAN, ces formations d'une demi-journée sont prises d'assaut, note François Dubois. «Il y a une liste d'attente jusqu'en juin 2016 !» Les participants disposent notamment d'une heure de conduite, à bord de leur propre véhicule, avec un moniteur d'auto-école. Peuvent-ils craindre d'être dénoncés en cas de performance insuffisante ? «Ce n'est absolument pas l'objectif, assurent en chœur Philippe Burri et François Dubois. C'est une excellente manière de s'autoévaluer, en bénéficiant de l'œil avisé d'un professionnel.»

Mariages : ces mineures cédées au plus offrant



« **A**près la promulgation de cette loi, nos jeunes filles seront vendues aux enchères et à celui qui en a les moyens », « Cette décision nous rappelle les marchés d'esclaves d'antan », « Du commerce illégal et de l'esclavage au su et au vu de tout le monde », « Le conseiller Al-Zend est en train de porter préjudice à nos filles. C'est humiliant ». Telles sont les réactions déchaînées des activistes et ONG suite à la décision n° 9200/2015, du ministre de la Justice, Ahmad Al-Zend, quant au mariage d'un étranger avec une Égyptienne. Une décision qui oblige tout étranger désirant se marier avec une Égyptienne à verser 50 000 L.E. (6 400 dollars) sous forme de certificats d'investissement émis par la banque Al-Ahly, lors de la signature du contrat. Cette décision concerne les couples dont la différence d'âge dépasse les 25 ans.

La tension ne baisse pas et les protestations pleuvent contre cette loi considérée par beaucoup de femmes comme une humiliation. « Nos jeunes filles ne sont pas à vendre », s'indigne Dr Hoda Badrane, présidente de l'Union générale des femmes d'Égypte, dénonçant une telle décision. Et d'ajouter : « Cela ne vise qu'à légaliser un phénomène, car en imposant un tel tarif, la loi encourage la vente de nos filles. Ainsi, le plus offrant pourra se marier avec plusieurs mineures ».

Un avis partagé par Ivone Mossaad, membre du bureau exécutif du Front national des femmes d'Égypte, qui voit que la décision d'Al-Zend ne protège pas les jeunes filles, mais encourage le mariage « motaa » (de plaisir). « Jusqu'à quand allons-nous porter atteinte à la réputation de nos jeunes filles ? Par une telle décision, le gouvernement ne fait qu'exploiter une fois de plus les filles issues de familles défavorisées. Ces filles risquent de servir de domestiques dans les foyers des Arabes du Golfe. Mais pourquoi a-t-on si peu d'égard envers les Égyptiennes et leur dignité ? Quelles sont les mesures prises pour protéger ces filles issues de milieux défavorisés ? », demande-t-elle, tout en appelant les femmes égyptiennes à organiser une campagne de protestation contre ce qu'elle appelle « la loi de la honte ».

Que ce soit dans les cafés ou les moyens de transport, le sujet fait polémique. Tout comme dans les médias. Il est perçu que la femme égyptienne est humiliée en la présentant comme un produit exposé aux acheteurs. Beaucoup ont exprimé un sentiment de colère et d'indignation. « Je ne vendrais jamais mes filles à 50 000 L.E. ni même à 100 000 L.E. Et si les pauvres gens risquent de ne pas résister à une offre aussi alléchante pour garantir une vie décente à leurs familles et leurs filles, d'autres ne le feront pas », lâche Fatma Mahmoud, femme au foyer du quartier de Bassatine, au Caire. Même écho chez Mohamad Kamel, menuisier et père de trois filles en âge de mariage. « Je suis un Saïdi (originaire du sud de l'Égypte, ndr), pur et dur et je n'accepte pas ce genre de mariage. Mes filles ne sont pas des objets à vendre aux plus offrants. Il n'est pas question de les humilier pour quelques sous », dit-il. Quant à Adel Hosni, un paysan à Hawamdiya, il n'y voit aucun inconvénient. Pour nourrir ses cinq enfants, il est prêt à tout. « Dans la vie, soit on exploite les autres,

Pour se marier avec une Égyptienne, un étranger doit maintenant déboursier 50 000 L.E. si la différence d'âge entre les époux dépasse 25 ans. La décision provoque l'indignation des ONG et souligne un phénomène rural profondément ancré, que la pauvreté a engendré.



soit on se fait exploiter. Les hommes des pays du Golfe sont habitués depuis longtemps à épouser nos filles. Et si je dois accepter un tel mariage autant négocier et en profiter pour faire une bonne affaire », affirme-t-il, tout en poursuivant qu'il souhaiterait que cette somme soit fixée à 100 000 L.E., puisque l'Égyptien qui se marie actuellement dépense plus que 50 000 L.E., et donc les Arabes du Golfe doivent payer davantage.

« LÉGALISER » LA PROSTITUTION

De son côté, la sociologue Nadia Radwane pense que cette nouvelle décision du ministre de la Justice ne mettra pas fin à ce fléau. Au contraire, elle va plutôt « légaliser » la prostitution des mineures sous couvert de mariage. Chaque année, des milliers de filles dont l'âge varie entre 11 et 18 ans sont vendues par leurs parents à des hommes riches du Golfe, beaucoup plus âgés qu'elles. De plus, ces filles issues de familles nombreuses considèrent le mariage avec un homme plus âgé et plus riche comme étant une échappatoire à la misère. « Pour une famille qui compte dix enfants, ce genre de mariage est une aubaine. L'homme paie une certaine somme d'argent et reste avec la fille quelques jours ou un mois, durant la période estivale, et s'il l'em-

mène dans son pays, c'est pour servir sa première femme. Les parents qui savent tout à l'avance vont négocier la durée et le coût de ce mariage », explique-t-elle, tout en ajoutant que ce genre de « tourisme sexuel » bat des records dans les zones rurales d'Égypte et est largement encouragé par la pauvreté et l'ignorance.

Un mariage d'un jour rapporte 800 L.E., et si l'union dure tout l'été, l'homme débourse entre 20 000 et 70 000 L.E. Des sommes alléchantes pour une population dont le quart vit dans des conditions plus que difficiles. Radwane affirme également que depuis la révolution de 2011, la situation a même empiré en raison de la crise économique qui a aggravé la pauvreté dans le pays.

Le cas de Sobhi Abdallah, du village de Ezbet Al-Walda, à Héliouan (banlieue sud du Caire), en est une preuve. Journalier et père de quatre enfants, il a marié sa fille à trois reprises alors qu'elle avait à peine 15 ans. La considérant comme une charge et pensant qu'un tel mariage la sortirait de la misère, il a accepté de vendre sa propre chair à un octogénaire saoudien contre 15 000 L.E. Quinze jours plus tard, le mari avait disparu dans la nature. Sobhi compte renouveler l'expérience pour l'argent. « Si vous sa-

viez comment nous vivons, ma famille et moi, vous comprendriez pourquoi j'ai marié ma fille à celui qui peut payer », fulmine-t-il, tout en ajoutant qu'à chaque mariage, le courtier empoche 40 %.

Selon un rapport publié par le Centre des procès de la femme égyptienne, le nombre des filles mariées à des Arabes du Golfe atteint les 40 000 par an, dont 15 % considérés comme « un mariage touristique ». Une enquête du Conseil national pour l'enfance et la maternité (NCCM) indique que pour 2 000 familles dans trois villes près du Caire (Hawamdiya, Aboul-Nomros et Badrachine), de fortes sommes sont versées par les touristes arabes, ce qui explique le taux élevé de « mariages d'été » dans ces villes. La même enquête indique que 81 % des conjoints venaient d'Arabie saoudite, 10 % des Emirats arabes unis et 4 % du Koweït.

« C'EST UNE PROTECTION »

Face aux critiques acerbes contre Al-Zend, certains défendent, pourtant, farouchement sa décision et estiment qu'elle protège la femme égyptienne. « Je ne sais pas pourquoi cette loi provoque un tel tollé vu qu'elle existe déjà depuis une dizaine d'années. La somme était de 40 000 L.E. et Al-Zend l'a fait passer de 10 000 L.E. C'est une protection et une garantie pour la fille égyptienne », assure le conseiller Hamdi Moawad, porte-parole du ministère de la Justice, tout en considérant cette décision comme un acquis des femmes. Dans le même contexte, l'ambassadrice Mervat Al-Talawi, présidente du Conseil national de la femme, défend les droits de la femme égyptienne en dépit de tous les défis et pense que la modification de cette loi s'avère quand même une solution pour limiter ou mettre fin à ce genre d'union illégale, à savoir le mariage touristique et le missyar, en recrudescence. « Il faut admettre que le fait d'imposer à l'étranger la condition des certificats d'investissement de 50 000 L.E. (au nom de la jeune fille) protège les mineures. Habituellement, ce sont les parents qui empochent l'argent, et le mari abandonne souvent la fille après deux ou trois semaines de mariage. Les certificats de mariage factices établis par des courtiers véreux n'accordent aucun droit ni à ces filles, ni aux enfants qui pourraient naître de ces unions éphémères », explique-t-elle. Même avis pour Nihad Aboul-Qomsane, présidente du Centre égyptien des droits de la femme, qui considère cette loi comme un pas important, bien qu'elle ne règle pas le problème de base. « Il est difficile de modifier du jour au lendemain les attitudes des Égyptiens, en particulier dans les régions rurales. Les mentalités sont bien plus difficiles à changer que les lois. Les parents vivant dans un milieu socioéconomique démunis sont analphabètes et continuent à traiter leurs filles comme une marchandise à vendre. Citons la ville de Hawamdiya, où de jeunes filles se sont mariées 60 fois avant leurs 18 ans », souligne-t-elle. Aboul-Qomsane assure que les choses ne changeront pas sans campagnes de sensibilisation de proximité expliquant les méfaits du mariage des mineures avec des hommes bien plus âgés. « L'amélioration du niveau économique de ces familles démunies permettra également de limiter le phénomène. Il s'agit d'une série de causes autour desquelles gouvernement et société civile devraient agir fermement », conclut-elle.

La véritable histoire de Bouazizi



Ce jour-là, à part la rédaction « arabe » de France 24, informée par téléphone par Mahmoud Ghazali, les journalistes, disposant de très peu d'éléments, se précipitent sur Internet pour chercher des informations. Sur Facebook, ils découvrent un profil correspondant : un certain Mohamed Bouazizi, de Sidi Bouzid, qui a laissé une phrase sibylline datant du 15 décembre : « Je m'en vais, mère, pardonne-moi, les regrets ne servent à rien, je suis perdu dans un chemin que je n'ai pas tracé. Pardonne-moi si je ne t'ai pas obéi, mère, blâme le temps, mais ne me blâme pas. Je pars sans revenir, j'ai assez pleuré et coulé de larmes. Dans ce pays, les blâmes du temps perdent ne servent plus à rien. J'ai crié et je ne me suis pas rendu compte de tout ce qui a été perdu. Je m'en vais et souhaite ce voyage pour oublier. »

Pour les journalistes, il ne peut s'agir que de la bonne personne : il est surnommé Med et il est ingénieur.

Ces informations et sa photo de profil sont aussitôt publiées dans plusieurs médias. Cette phrase émeut et fait couler beaucoup d'encre aux quatre coins du monde. Le tout

Bouazizi, celui par qui tout a commencé... Tout le monde connaît l'histoire de Bouazizi, jeune diplômé universitaire pour certains et simple chômeur pour d'autres, que le destin a fait vendeur ambulant de fruits et légumes à Sidi Bouzid. Exigeant un minimum de dignité devant une « administration inhumaine », il s'immole le 17 décembre 2010.

créé alors un phénomène de profonde émotion et une vague de contestation de jeunes diplômés et chômeurs de la région. Les immolations elles-mêmes se multiplient : on en a recensé des dizaines à travers le monde et cinq autres en Tunisie.

En réalité, ces informations ne correspondent pas à la personne qui s'est immolée. Sur Facebook, il s'agissait d'un ingénieur originaire de Sidi Bouzid, Mohamed Bouazizi, qui a par la suite déclaré que sa phrase était en fait issue des paroles de la chanson « Lyoum Emssèfer » du rappeur tunisien Mascott, qu'il avait postée tout bonnement et par hasard, à la même période, comme statut Facebook... Lorsque les événements se sont enclenchés, ce Mohamed Bouazizi bis voit sa photo de profil dans tous les médias qui l'annoncent mort. Des centaines de personnes à travers le monde inondent son profil Facebook de « repose en paix ! ». Mohamed Bouazizi répond ainsi : « C'est une erreur, je suis toujours en vie

! » mais les messages s'accumulent quand même. N'assumant pas les événements qui ont suivi, il préfère alors se taire durant plusieurs mois...

Manoubia Bouazizi, mère du jeune homme qui s'est immolé le 17 décembre 2010, surnommait son fils Bessbouss. Sur sa carte d'identité nationale n°09217605, émise le 9 novembre 2005 à Sidi Bouzid, son vrai nom est Tarek Bouazizi, fils de Taieb Bouazizi. Né le 29 mars 1984 à Sidi Bouzid, il vivait dans le quartier Nour el Gharbi. Célibataire, il avait un frère prénommé Salem et une sœur, Leila.

A partir de cette confusion, Tarek Bouazizi, celui par qui tout a commencé le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, a été à jamais rebaptisé Mohamed. Plus jamais personne ne reviendra dessus.

Le « véritable » Bouazizi, celui qui s'est immolé, s'appelle Tarek.



Les étudiants tirent la sonnette d'alarme Insécurité, vols... devant l'I.L.E de Maraval

Des étudiants des départements d'Espagnol et de Français, relevant de la faculté des Langues étrangères de l'Université d'Oran 2 «Mohamed Ben Ahmed» ont dénoncé, hier, le climat d'insécurité qui règne aux alentours immédiats des deux départements, situés dans le quartier de Maraval.

Houari Barti

Selon des étudiants qui se sont déclarés, hier, au siège de notre rédaction, c'est une «tentative de rapt» d'une étudiante enregistrée, cette semaine, devant l'entrée de l'enceinte universitaire sur l'Avenue Mekki Khelifa, qui a incité les étudiants à tirer la sonnette d'alarme, affirme-t-on. Selon les mêmes sources, «une plainte a été déposée auprès de la 19^{ème} Sûreté Urbaine qui s'est engagée à prendre toutes les dispositions, à même d'assurer la sécurité des étudiants». Il faut dire que ces problèmes d'insécurité sont loin d'être inédits pour les étudiants d'Espagnol et de Français, même si le dernier incident de tentative de rapt reste le plus grave. En effet, affir-



Ph.: B. H. Karim

ment-ils, les cas d'agression pour vol de téléphone portable par exemple, sont très fréquents, devant l'entrée de l'Institut. Et quand ils ne sont pas accompagnés de coups et blessures volontaires ou d'usage d'arme blanche, ils causent souvent des traumatismes psychiques indélébiles aux victimes particulièrement les jeunes filles. On signale également, plusieurs cas de vols ou tentatives de vol, à la roulotte, au parking situé à l'extérieur de l'enceinte universitaire, là où, justement, les étudiants garent leurs voitures. «en dépit du fait qu'on possède des macarons apposés sur nos véhicules, l'Administration universitaire nous interdit de stationner nos voitures, à l'intérieur de l'Institut. Du coup, on est obligé de stationner, à l'extérieur, et laisser nos voitures sans la

moindre surveillance», affirme, pour sa part, une jeune étudiante en 3^{ème} année d'Espagnol. Par ailleurs, le cas d'une jeune étudiante, prise de malaise, dernièrement, a mis à nu toutes les carences dont souffrent ces deux départements. «L'Administration n'a même pas pu appeler le Samu. Ce sont les étudiants qui l'ont appelé de leurs propres téléphones portables. Et finalement, ce sont les étudiants qui ont évacué l'étudiante malade aux urgences, dans le véhicule de l'un d'entre eux», témoignent les étudiants. Il faut noter que les étudiants des deux départements d'Espagnol et de Français sont appelés à être transférés à l'Université de Belgaïd où de nouveaux locaux leur seront réservés avec plus de commodités et de meilleures conditions de sécurité.

Gendarmerie Nationale

166 réseaux criminels démantelés, en 2015

K. Assia

La stratégie mise en place par le 2^{ème} Commandement régional de la Gendarmerie d'Oran, a donné des résultats concluants puisqu'elle a permis de revoir, à la baisse, le taux de criminalité a annoncé, hier, le général Tahar Othmani, commandant du 2^{ème}, Commandement régional de la Gendarmerie d'Oran, lors d'une conférence de presse animée au siège de cette institution. Cette nette amélioration a été également, relevée en matière de lutte contre la criminalité de la route de quoi, donc, multiplier les efforts et surtout améliorer la politique instaurée par l'institution, afin de sécuriser les biens et les personnes. L'analyse du bilan d'activité de 2015 fait état de la neutralisation et du démantèlement de 166 réseaux de criminels dont 62, uniquement, pour le trafic de drogue, a noté le responsable.

L'étude analytique permet, donc, de faire une perception correcte des dispositions initiées, notamment, en matière de lutte contre le crime organisé, le trafic de drogue, la contrebande et la criminalité routière. Les gendarmes ont relevé une baisse sensible, en matière de saisie de kif traité, soit 22,633 tonnes, en 2015 contre 41,727 tonnes, en 2014, alors

qu'une augmentation a été enregistrée pour les saisies de cocaïne et de produits psychotropes. Les gendarmes ont saisi plus de 81kg de cocaïne et 13.251 comprimés psychotropes, en 2015, contre 953,4 g de cocaïne et 7.063 comprimés psychotropes, en 2014.

Au total, ce sont 430 affaires qui ont été traitées, lesquelles ont donné lieu à l'arrestation de 619 individus. Tout en soulignant les efforts consentis par ce corps sécuritaire dans la lutte contre le crime organisé, le responsable a rappelé que l'institution ne cesse de développer ses techniques et moderniser ses équipements, et ce, à travers de nouveaux plans instaurés, le tout pour améliorer les enquêtes et surtout pour parvenir à des résultats concluants.

Dans ce registre, le taux de la criminalité ordinaire a, également, diminué avec une baisse estimée à 24%. A ce titre quel que 6.386 personnes ont été arrêtées durant les 5 premiers mois de l'année 2015 contre 7.231 individus arrêtés durant la même période, en 2014.

Cette baisse s'explique, selon le responsable, par les dispositions prises, notamment, les plans sécuritaires et l'apport considérable du service de la police scientifique et technique de la Gendarmerie, dans la résolution des affaires. Depuis le

1^{er} mars dernier, ce corps sécuritaire a lancé, à travers les 12 wilayas qu'il coiffe, le plan dit 'Emir Aek' lequel vise à lutter, efficacement, contre le vol des véhicules, avec agression, des actes souvent commis sur les axes routiers. La nouvelle politique consiste à adapter le dispositif à la réalité du terrain, des mesures lesquelles, selon le général Othmani, ont donné des résultats positifs puisque ce plan a permis de revoir à la baisse le nombre de véhicules volés et à la hausse le nombre de véhicules récupérés qui avoisine les 52%. Tout en axant sur l'impact de ces mesures lesquelles reposent sur une analyse profonde de toutes les données auxquelles aboutissent les enquêtes, le responsable rappelle, également, la stratégie dans sa globalité. Celle-ci repose également, sur la formation de l'élément humain, sa dotation de moyens matériels et surtout sur une stratégie étudiée et sur l'efficacité dans les enquêtes et les données. Autant d'éléments qui ont permis, selon le général Othmani, de revoir à la baisse les statistiques communiquées lors de ce point de presse, sachant qu'une stratégie portant sur la prévention et sur la lutte contre les tentatives d'enlèvement d'enfants a été instaurée et sera communiquée, prochainement, par l'institution.

Les élèves et leurs parents irrités Rejets anarchiques d'ordures devant un CEM à Ibn Sina

J. Boukraa

Malgré les efforts déployés par les autorités locales et les services d'hygiène, le phénomène de rejets anarchiques des ordures est toujours d'actualité. L'incivisme n'épargne aucun site même les établissements scolaires. C'est le cas près de l'établissement d'enseignement moyen (CEM) Ibn Sina situé au quartier Victor Hugo. Le rejet anarchique des ordures ménagères aux alentours immédiats de cet établissement n'a pas été sans susciter le courroux des élèves et de leurs parents. Ces derniers affirment que la prolifération des déchets cause d'énormes désagréments aux élèves et aux enseignants. Cette situation a été maintes fois décriée, mais les appels incessants des parents n'ont pas trouvé d'écho favorable. Selon un parent d'élève, cette situation trouve son origine dans le fait que les bacs à ordures ont disparu de certaines ruelles mitoyennes, ce qui pousse certains habitants à jeter

leurs ordures un peu partout. «Des poubelles en plastique de couleur verte installées par les services communaux ont fait l'objet de vol ou ont été carrément vandalisées», assure notre interlocuteur. Outre le vol des bacs à ordures, bon nombre de parents pointent des doigts certains habitants pour leur incivisme. Signalons que pour parer à cette situation, l'EPIC Oran Propreté et les services de l'environnement envisagent l'installation de nouveaux bacs à ordures fixés dans le sol pour éviter les vols.

Pour rappel, plus de 150 bacs ont été volés et plus d'une centaine d'autres ont été dégradés au courant de l'année précédente. Le vol des bacs à ordures incite souvent les habitants à jeter leurs ordures anarchiquement créant ainsi des déchets sauvages. Durant l'année écoulée, plus d'une trentaine de décharges sauvages ont été éradiquées à travers les quartiers et cités de la ville, et de nouveaux bacs à ordures ont été installés. C'est le cas à Hai El Yasmine, Yaghmoracen, l'USTO, etc.

Pour divers délits 848 individus arrêtés en décembre

K. Assia

La lutte contre la criminalité sous toutes ses formes s'est traduite sur le terrain par l'arrestation de 848 individus au courant du mois de décembre. 649 affaires de crimes et de délits ont été traitées par les différentes unités relevant de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran. Ce sont en effet, les affaires d'atteinte aux biens qui ont été le plus enregistrées durant cette période. Avec un total de 368 affaires solutionnées, les services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran, y compris ceux des sûretés urbaines et des sûretés de daïras, ont procédé à l'arrestation de 470 individus dont 259 ont été placés sous mandat de dépôt. Les mis en cause sont impliqués dans plusieurs affaires de vols, notamment les vols avec violence, les vols à l'arrachée, les vols par effraction, entre autres. Pour ce qui est des affaires d'atteinte aux personnes, le

bilan fait état de 86 affaires enregistrées lesquelles ont donné lieu à l'arrestation de 125 individus. Les mis en cause sont impliqués dans les coups et blessures volontaires, l'ivresse manifeste, entre autres. Sur l'ensemble des personnes présentées aux juridictions compétentes, 30 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt.

Outre l'activité régulière des services de la police, il y a lieu de noter qu'un important dispositif est déployé à travers les différents quartiers de la ville et notamment à l'entrée et sortie de la ville. En plus du renforcement des moyens humains, d'importants moyens matériels ont été également mis en place pour appuyer la mission des policiers dans le contrôle, la prévention et la sensibilisation contre le crime et les accidents de la route. Un numéro vert, le 1548, est mis à la disposition des citoyens en cas de besoin de renseignement, d'orientation et d'assistance.

Bousfer Trois dealers et une jeune fille arrêtés

Sous les principaux chefs d'accusation de détention et de commercialisation de drogue, quatre individus, âgés entre 22 et 26 ans et parmi lesquels figure une jeune femme, ont été présentés avant-hier devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Aïn El Turk. Au terme de leur audition, le quatuor de prévenus a été placé en détention provisoire.

Selon des sources policières, agissant sur la base d'une information faisant état de la présence de trois dealers, dont une jeune femme, les éléments de la police judiciaire de la Sûreté urbaine de Bousfer-plage ont dressé une souricière avant de cueillir en flagrant délit ce trio de repris de justice, qui a été

trouvé en possession de 21 comprimés hallucinogènes de marque ecstasy, communément appelés «Domino». Selon le chef de la PJ de cette Sûreté urbaine, les dealers ont jeté leur dévolu intentionnellement sur la petite localité côtière de Bousfer-plage pour s'adonner à leur trafic. Selon les mêmes sources, les enquêteurs de PJ de ladite Sûreté urbaine ont également procédé à une perquisition dans le domicile d'un trafiquant, sis dans le village côtier de Cap Falcon et ce, après plusieurs jours de filature et autant de surveillance.

Les policiers ont mis la main sur une quantité de 40 grammes de kif traité lors de la fouille opérée dans le domicile de ce trafiquant.

Rachid Boutlélis

Hassiane Toul Découverte d'un fœtus humain près d'un bidonville

Un fœtus humain a été découvert, avant-hier, dans une zone forestière près d'un bidonville dans la localité de Hassiane Toul (ex-Fleurus); selon la Protection civile, le fœtus a été déposé à la morgue pour une autopsie et une enquête a été ouverte.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

MORO Miloud, 71 ans, Maraval
ALAOUI Lakhdar, 54 ans, Hassi Bounif
LAOUARI Cheikh, 37 ans, Victor Hugo
HAMADI Fatima, 57 ans, Ras El Aïn

Horaires des prières pour Oran et ses environs

04 rabie ethani 1437				
El Fedjr 06h44	Dohr 13h12	Assar 15h53	Maghreb 18h15	Icha 19h37



Tranche de Vie

Par El-Guellil

La langue



d'abord le choix de ces mets; à la fin, ils s'en dégoûtèrent.
«Ne t'ai-je pas commandé, dit le

sultan, d'acheter ce qu'il y aurait de meilleur ?

– Et qu'y a-t-il de meilleur que la langue ? C'est le lien de la vie civile, ya sidi, la clef des sciences, l'organe de la vérité et de la raison. Par elle, on instruit; on persuade; on règne dans les assemblées...

«Achète-moi demain ce qui est de pire, lui répond le sultan. Ces mêmes personnes viendront chez moi, et je veux diversifier».

Le lendemain, le cuisinier ne fit servir que le même mets, disant que la langue est la pire des choses qui soit au monde. C'est la mère de tout débat, la nourrice des procès, la source des divisions et des guerres. Si l'on dit qu'elle est l'organe de la vérité, c'est aussi celui de l'erreur, et qui, pis est, de la calomnie.

Amala, si ce que vous avez à dire n'est pas plus beau que le silence, taisez-vous.

«La bave du crapaud n'atteint pas la blanche colombe». «La calomnie la plus vile ne peut ternir une réputation sans tache». «On ne jette de pierres à un arbre que s'il porte des fruits».

Mais pourquoi en arriver à dire tous ces trucs ? Pourquoi tenter de faire le dos rond à la médisance et aux mauvaises langues ? Pourquoi des mots qui blessent, qui tuent ? Et si on n'ouvrait la bouche que pour dire la tendresse. Des paroles positives. Paroles, encouragements, remontrances qui donnent de la fierté ?

«Un certain jour, le sultan voulut régaler quelques-uns de ses proches les plus chers. Il commanda chez son cuisinier ce qu'il y avait de meilleur et rien d'autre. Son cuisinier n'acheta que des langues, qu'il fit accommoder à toutes les sauces; l'entrée, l'entremets, tout ne fut que langues. Les conviés louèrent



RENAULT
Passion for life

Renault SYMBOL

Made in Bladi



**À PARTIR DE
1 129 000 DA**

ABS, Double airbag
Climatisation
Vitres électriques

(1) SELON STOCK DISPONIBLE. VOIR CONDITIONS CHEZ VOTRE AGENT LE PLUS PROCHE.
POUR PLUS D'INFORMATIONS : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

www.renault.dz    

PROMOTION IMMOBILIÈRE LAIDOUNI « EL-MOURADIA »

Vente Des Locaux Commerciaux Et Bureau Au Niveau
du Site:

BEL-AIR

ORAN

Superficie Entre :

80m² et 426m² En Duplexe
Pour :

- Banque
- Cabinet Médical
- Assurance.....



Adresse: 28 Bd Froment Coste
Bel-Air à Oran
Tél/Fax: 00 213 041 283 911
Mob: 00 213 561 993 911
Email: Sarlaidouni@yahoo.fr



KITEAL

Meubles & Décoration



réinventez votre intérieur



KITEAL

Axe autoroute Oran Bahia - Aéroport
Tél : 00 213 041 61 70 06
Fax : 00 213 041 61 70 07
Email : contact@kiteal.com
Service clientèle : 00 213 560 06 40 53

 kiteal

www.kiteal.com

CHLEF

Résiliation de contrat pour des entreprises défaillantes

Abbad Miloud

Le wali, accompagné du P/APW et de plusieurs directeurs de l'exécutif de la wilaya ainsi que les autorités de la daïra de Ouled Ben Abdelkader, a effectué ce mardi une visite d'inspection pour s'enquérir de l'état d'avancement des projets dans plusieurs secteurs et de s'assurer sur que ses instructions données aux responsables lors de sa visite du 04 décembre 2013 ont été convenablement exécutées. Il s'est entretenu même avec les gens de certains douars pour la fixation des priorités concernant les programmes futurs de développement local. A la commune de Ouled Ben Abdelkader, le premier point visité est Chaâbat El Abtal. Les préoccupations essentielles des citoyens portées à la connaissance du wali sont l'amélioration urbaine, le gaz naturel, l'eau et l'inscription d'un CEM. Pour l'amélioration urbaine, le taux d'avancement des travaux est de 50%. Le wali a ordonné au maire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour accélérer le rythme des travaux.

Pour le gaz naturel, le directeur de la Sonelgaz a affirmé qu'une convention a été établie avec la direction générale et elle sera signée prochainement. Le directeur des ressources en eau a informé les citoyens présents que l'eau dessalée sera dans le hameau le mois de mai prochain. Pour le collège, le wali a réitéré encore fois que lorsque les critères sont présents, tout établissement scolaire fera l'objet d'inscription. Au CEM Taouche Mohamed à

Ziydnia, le wali a ordonné l'octroi d'une subvention de 2 millions de dinars à l'APC pour les travaux d'assainissement. En visitant les différents services de la mairie, il a insisté sur le rapprochement des activités et l'utilisation rationnelle des agents. Dans ce sens, plusieurs décisions ont été prises et doivent être appliquées à compter de dimanche prochain. Le wali a exprimé son entière satisfaction pour les travaux concernant les guichets de l'état civil, récemment réalisés.

La délégation a visité un marché couvert où toutes les commodités sont présentes. Le wali a ordonné de l'occuper le plus rapidement possible, « l'informel doit disparaître définitivement. Ceci est valable pour tout le territoire de la wilaya... ».

Pour le secteur de l'habitat, la délégation a visité le chantier de 750 logements publics locatifs (ex-logements sociaux). Le wali a insisté devant le directeur général de l'OPGI sur les travaux de VRD pour qu'ils soient entamés le plus rapidement possible dès que le taux chantier aura atteint 20% et que le chef du projet doit suivre le chantier d'une manière particulière. Le contrat avec toute entreprise qui n'aura pas respecté ses engagements sera résilié.

A la commune d'El-Hadjadj, la délégation a visité le chantier d'adduction d'eau potable pour Ouled Yahia à partir du puits de Brahmia. Le wali a insisté longuement auprès des responsables pour les dispositions à prendre de façon à ce que « la population ait l'eau courante au plus tard la première journée de ramadhan prochain ».

Pour le secteur de l'habitat, il s'est rendu au chantier des 160 logements de consistance F3, scindé en trois tranches : 50, 60 et 50 logements. Le wali a ordonné au directeur général de l'OPGI de résilier le contrat de l'entrepreneur chargé de la réalisation de la première tranche compte tenu du retard important. Il doit cependant achever intégralement les travaux de béton. L'entrepreneur chargé de la réalisation des 60 logements pour un délai de 24 mois, sera convoqué la semaine prochaine pour une réduction des délais. Les 50 logements de la troisième tranche dont les travaux n'ont pas encore débuté seront « délocalisés ». Le wali ajoutera : « Je vais les remplacer par des aides à l'habitat rural ». Le directeur de la formation professionnelle a été instruit pour étudier la possibilité de la création d'une antenne de formation.

En ce qui concerne la salle de soins, il a pris deux décisions importantes : l'octroi d'une table de radio et un laboratoire. Il a contrôlé tous les registres et s'est entretenu longuement avec les responsables, les médecins, les agents paramédicaux pour s'assurer de la bonne prise en charge des malades. Tout a été passé à la loupe, le matériel, la pénurie des vaccins et des seringues, la santé scolaire, etc. Il a sensibilisé tout le monde sur l'absentéisme. Dans le cas où le phénomène persiste, des mesures draconiennes seront prises à l'encontre des médecins défaillants.

Notons que d'importantes autres décisions ont été prises pour l'amélioration des conditions de vie de la population des deux communes.

TLEMCEM

Un Salon du livre, hommage à Tahar Benaïcha et Belkacem Benabdellah



Ph : Belkacem Benabdellah et Tahar Benaïcha

Khaled Boumediene

C'est de bonne heure que Céditeurs, écrivains et poètes ont installé hier leurs étals dans la salle géante du centre des arts et des expositions (CAREX) de Koudia (commune de Tlemcen) qui ouvre ses portes aujourd'hui au Salon du livre national jusqu'au 28 du mois courant. Le défi de cette première édition, selon le directeur Amine Boudefla, est d'inviter des auteurs à consacrer leurs ouvrages au sein du CAREX. « Un riche programme littéraire et culturel est prévu en marge de ce salon. Des conférences-débats seront animés par des auteurs, des romanciers et des poètes de renom en marge de la manifestation. Des journées spéciales, poèmes et des récitals poétiques, seront en outre organisées en hommage posthume à deux figures de la littérature et la poésie qui nous ont quittés récemment, en l'occurrence feus Belkacem Benabdellah et Tahar Benaïcha », a expliqué hier à notre journal le directeur du CAREX. Pour rappel, Tahar Benaïcha, qui est décédé le 02 janvier 2016 à l'âge de 90 ans, fut parmi les premiers journalistes algériens chargés par le ministère de l'Information d'encadrer la reconversion de la radio et de la télévision nationale au lendemain de l'indépendance. Le spécialiste de la littérature et la poésie, Belkacem Benabdellah, est décédé le 14 juin 2014. Il passa plus de 40 ans de sa vie au service de la presse écrite et la radio (APS, El-Djoughouria, Radio-Tlemcen), et l'activité littéraire au sein de l'union nationale des écrivains algériens et à la fondation Moufidi Zakaria. Le programme de ce salon comporte trois conférences-débats animés par le romancier Ouassini Laredj, le 16 janvier (à 15h00) au palais des expositions, le 17 janvier (à 10h00) à la faculté des lettres de Tlemcen, et le 17 janvier (à 14h00) au centre des études andalouses, un hommage à Zineb Laoudj organisé le 17 janvier (à 16h00) au palais des expositions, une rencontre avec Azedine Zebar et Mohamed Balhi, le 18 janvier 2016 (à 15h00), une exposition vente dédicace « les phares d'Algérie » au palais des expositions, une conférence « Le roman algérien et les dé-

fis des changements », animée le 19 janvier (à 14h00) par Mohammed Mefflah et Mohammed Bendjebar au centre des arts et des expositions, une conférence « L'histoire et l'écriture du roman » animée le 19 janvier (à 16h00) par Abdelwahab Benmansour et Samir Kassimi au centre des arts et des expositions, un hommage et des témoignages du Prof. Said Boudjadjine, docteur Ameur Makhoulf, Slimane Djouadi, Selma Benaïcha, le 20 janvier (à 15h00) sur le regretté Tahar Benaïcha au centre des arts et des expositions, des récits poétiques de Hakim Miloud, Nacer Mohamedi, Lamis Saidi, Bouzid Harzallah et Amel Rekaïk le 20 janvier (à 17h00) au palais des expositions, l'écriture théâtrale en Algérie le 21 janvier (à 15h) par Dr Mansouri de l'université d'Oran, Dr Guergoua de l'université de Sidi Bel-Abbès, Dr. Lashab de l'université de Tlemcen au palais des expositions, une conférence : « Peut-on parler d'un discours philosophique en Algérie » par des universitaires de Tlemcen et Oran le 22 janvier (à 15h00) au palais des expositions, une rencontre-débat autour de l'écriture féminine en Algérie, le 23 janvier (à 15h00) au palais des expositions, une activité animée par la romancière Maïssa Bey et la poétesse Amina Mekahli, une modération d'Assia Baz, une conférence « La réalité de l'édition du livre littéraire en Algérie » par des éditeurs d'Alger, Constantine, Oran et Tlemcen le 24 janvier (à 15h00) au palais des expositions, un hommage à Rabia Djelti et une rencontre-débat le 25 janvier (à 15h00) au centre des expositions, des récits poétiques par Abdellah Elhamel, Mohammed Lamine Saidi, Leïla Younes, Mohammed Mekhouthi, et Djeroufi Noumedia le 24 janvier (à 17h00) au palais des expositions, un hommage au regretté Belkacem Benabdellah le 25 janvier (à 15h) au palais des expositions en présence de Zitouni Abdelkader, Rabah Khidoussi, Aïssa Benhachem, Oum Sihem et Chaïf Okacha, un hommage à Amine Zaoui. Des rencontres sont aussi programmées à la faculté des lettres de Tlemcen le 25 janvier (à 10h00) et au centre des arts et des expositions le 27 janvier (à 16h00).

Le ticket de bus plus cher

Bencherki Otsmane

Les transporteurs de voyageurs assurant la ligne du centre-ville de Chlef à la banlieue d'Ouled Mohamed ont décidé unilatéralement à partir de mardi 12 janvier d'augmenter le tarif de 5 DA. Ainsi, le citoyen devra déboursier désormais 20 DA au lieu de 15. Selon les transporteurs, « il ne s'agit pas d'augmentation de tarif du tic-

ket de transport proprement dit mais d'un ajustement qui d'ailleurs devait être appliqué depuis 2012 mais que nous avons différé jusqu'à ce jour en raison des nouveaux prix du carburant appliqués en ce début d'année ». Les transporteurs soulignent également que « continuer à travailler avec les anciens tarifs signifierait pour nous travailler à perte à un moment où le prix du gasoil, des pièces détachées a connu

une hausse significative ». Pour l'heure, on ne signale aucune réaction de la Direction des transports et apparemment ce sont les citoyens, notamment les travailleurs et les étudiants, qui sont contraints de subir le diktat des transporteurs. D'ailleurs, certains citoyens que nous avons rencontrés aux arrêts de bus « s'inquiètent que cela fasse ta- che d'huile et touchera l'ensemble des transporteurs de la wilaya ».

AÏN-TEMOUCHENT

Près de 300 malades «hospitalisés» à domicile

Mohamed Bensafi

Introduite par la nouvelle loi sanitaire, l'hospitalisation à domicile (HAD) est désormais inscrite dans la chaîne des soins de santé publique. Ce concept a été concrétisé à Aïn-Temouchent. En effet, l'EPH Ahmed-Medeghri d'Aïn-Temouchent a lancé cette nouvelle formule d'hospitalisation à domicile, à temps complet, des malades qui ont besoin d'un suivi de soins, apprend-on auprès d'une source. Un système dont bénéficient tous les patients atteints de maladies chroniques et graves comme les pathologies cardiovasculaires, le diabète ou le cancer. Ce système assure les soins à tous les malades, notamment les personnes âgées, ce qui allège la charge sur les services des urgences et de réanimation. Il permet ainsi de prodiguer à domicile des soins médicaux et paramédicaux importants pour une période limitée mais renouvelable en fonction de l'évolution de l'état de santé du malade. Notre interlocutrice souligne que cela intervient exclusivement sur prescription mé-

dicale et avec l'accord du médecin traitant. Le malade est suivi par une équipe de coordination pluridisciplinaire médicalisée (médecins, paramédicaux, rééducateurs, assistance sociale, psychologue...). Une salle est réservée à l'EPH pour accueillir les parents des malades pour une formation restreinte quant à la conduite à suivre avec ces derniers. Ainsi, l'EPH Ahmed-Medeghri a réalisé au cours de l'année 2015 pas moins de 300 opérations d'hospi-

talisation à domicile. Les patients résident à Aïn-Temouchent, Chaâbat-El-Ham et El-Malah. Cette opération devrait atteindre les autres localités à l'instar de Béni-Saf, Hammam-Bouhadjar et El-Amria. Par ailleurs, l'EPH Ahmed-Medeghri aspire, dans son programme de santé 2016, à déployer le HAD aux patients qui suivent des séances d'hémodialyse et ne peuvent se déplacer à l'hôpital en raison de leur âge avancé ou leur état de santé.

TIARET

Saisie de boissons alcoolisées et une arrestation

El-Houari Dilmî

La sûreté de daïra de Aïn Kermesse, dans la wilaya de Tiaret, a mis la main sur une importante quantité de boissons alcoolisées dans le domicile d'un individu de 35 ans, apprend-on dans un communiqué des services de la sûreté de wilaya. Selon la même source, les hommes de la sûreté de Aïn Kermesse, munis

d'un mandat de perquisition, se sont rendus au domicile de l'individu où ils ont saisi plus de 30.633 bouteilles de boissons alcoolisées de différentes marques, dissimulées dans le coffre d'un véhicule. Une somme d'argent de plus de 24.000 dinars a également été saisie. Présenté devant le tribunal, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt pour vente de boissons alcoolisées sans autorisation.

MÉDÉA

La vieille ville et le plan de circulation en discussion

Rabah Benaouda

La «réhabilitation de la vieille ville» et le «nouveau plan de circulation» du chef-lieu de wilaya ont été les deux points à l'ordre du jour de la réunion élargie qui a regroupé, dans la matinée de lundi dernier, autour du wali de Médéa, M. Mostafa Layadi, le chef de daïra, des élus de l'APC ainsi que les directeurs et responsables des différents services techniques en charge de ces deux opérations. Une réunion au cours de laquelle M. Mostafa Layadi a mis l'accent, concernant le premier point, sur «la nécessité de sauver ce riche patrimoine historique et culturel que constitue la vieille ville de Médéa, menacée de ruine et de disparition, en commençant par la rénovation des principaux réseaux que sont l'alimentation en eau potable et l'assainissement et en tenant compte de l'état actuel des constructions existantes qui constituent le tissu urbain de cette vieille ville et qui sont aptes à être restaurées selon les particularités de chacune d'entre elles».

Un projet de réhabilitation et de restauration de cette vieille ville de Médéa qui, faudrait-il le rappeler, avait vu le jour il y a de cela une dizaine d'années mais qui, bien malheureusement, n'a jamais eu de suite. C'est pourquoi cette réunion qui lui a été consacrée lundi dernier a été très bien accueillie, plus particulièrement par les Médéennes et les Médéens, encore vivants, qui y sont nés, y ont vécu ou y vivent encore, et les habitants de la

ville en général. Car c'est de tout un pan de leur vie et de leur histoire qu'il s'agit aujourd'hui. Cette vieille ville qui a toujours été considérée comme la «Casbah de Médéa» qui renferme une période de la présence romaine et une autre, plus longue, de l'empire ottoman. A cet effet, un projet d'enveloppe financière très conséquente est actuellement à l'étude à travers un montage constitué de diverses parties appelées à l'alimenter. Pour cela, le wali a appelé à la constitution, dans les plus brefs délais possibles, d'une commission de suivi qui sera présidée par le secrétaire général de la wilaya, M. El-Hadj Meguedad, et comprenant toutes les parties prenantes engagées dans la réalisation de cet ambitieux projet que constitue la réhabilitation et la restauration de cette vieille ville. Et M. Mostafa Layadi de conclure son intervention sur ce premier point à l'ordre du jour : « Il y a de nombreuses familles qui y habitent aujourd'hui encore et dont certaines y possèdent même des locaux commerciaux... Elles ont besoin de voir les conditions de leur vie socioéconomique quotidienne améliorée en matière notamment d'éclairage public, de réfection de leurs rues et ruelles, de création d'espaces commerciaux, d'espaces verts et autres aires de jeux pour leurs enfants... Comme il ne faudrait pas oublier que le Musée public national des arts et traditions populaires (Ndlr : l'ex-Dar El-Emir Abdelkader) se trouve justement dans le tissu urbain de la vieille ville. Ceci pour dire, tout sim-

plement, la grande importance que revêt cette opération de réhabilitation et de restauration de la vieille ville qui deviendrait alors un lieu touristique par excellence». Le deuxième point, à l'ordre du jour de cette importante réunion, a été le «nouveau plan de circulation» de la ville de Médéa qui est appelé à offrir cette «bouffée d'oxygène», tant espérée et tant attendue par ses habitants, dont a grandement besoin aujourd'hui le chef-lieu de la wilaya, plus particulièrement le centre-ville, en matière de circulation automobile laquelle deviendrait plus fluide, rendant les automobilistes «plus calmes», et assurer ainsi une meilleure protection des piétons, les enfants plus particulièrement.

Un «nouveau plan de circulation» qui, selon les instructions expresses du wali de Médéa, devrait être finalisé avant la fin de ce mois de janvier et qui doit prendre en charge les carrefours, les voies à double sens dont certaines ne devraient garder qu'un sens unique, la pose de plaques de signalisation horizontales et verticales au niveau des points les plus sensibles de la ville... Un nouveau plan de circulation qui doit, enfin, revoir la situation actuelle des arrêts de bus et, dans la mesure du possible, prévoir des parkings aménagés et gardés par des personnes dûment autorisées, ne serait-ce que pour mettre un terme définitif à l'anarchie qui prévaut aujourd'hui, en matière de stationnement des véhicules, tout le long des rues, ruelles et trottoirs de la ville de Médéa.

KHENCHELA

Trois nouveaux marchés couverts

Trois (3) nouveaux marchés couverts destinés à lutter contre le commerce informel viennent d'être réceptionnés dans la ville de Khenchela, a indiqué à l'APS le directeur du commerce, El Ayachi Amroune. Totalisant 120 locaux, un montant de 120 millions de dinars a été mobilisé pour la réalisation de ces espaces commerciaux implantés au nouveau pôle urbain, à la cité Moussa Redah et sur la route de Zaoui, a précisé le responsable.

L'opération d'évacuation des commerçants informels vers le marché du nouveau pôle urbain a été déjà entamée, a ajouté le même responsable

soulignant que 18 vendeurs de fruits et légumes, qui activaient d'une manière illicite, à proximité de la direction de la jeunesse et des sports (DJS), ont été transférés dans le nouvel espace commercial. Plus de 700 commerçants informels ont été recensés dans la wilaya de Khenchela dont 350 ont bénéficié de locaux, selon les dernières statistiques établies par les responsables de ce secteur. Treize (13) autres marchés couverts, inscrits dans le cadre du programme de lutte contre le commerce illicite, sont en cours de réalisation dans la wilaya, a-t-on signalé de même source.

EL TARF

Les céréales, les légumes secs et les herbes

A. Ouelaa

Conjointement organisée par les services agricoles et la chambre de l'agriculture et à laquelle ont pris part des acteurs clés dans le domaine agricole comme l'INPV, la CRMA ou la BADR, une journée de sensibilisation et de vulgarisation sur le cycle technique de la culture des céréales, les légumes secs et l'élimination des mauvaises herbes par des traitements adéquats, vient d'être organisée au profit des stagiaires

de l'Institut de la formation professionnelle de Bouhadjar, ville frontalière de la wilaya d'El Tarf, en présence du wali. Cette rencontre, qualifiée de bénéfique et riche en enseignement par les stagiaires et leurs enseignants, a permis aux uns et aux autres, à travers des démonstrations pratiques sur terrain de mieux appréhender ce travail qui requiert un certain savoir-faire et une certaine technicité comme nous l'a précisé le président de la chambre agricole.

JIJEL

Les premiers passeports biométriques délivrés à la commune

Les premiers passeports biométriques ont été remis, lundi, à leurs titulaires dans la commune d'Emir Abdelkader (Jijel), a-t-on constaté. Huit premiers documents de voyages ont été remis lors d'une cérémonie en présence des autorités locales et de citoyens au siège de la municipalité. Toutes les conditions humaines et matérielles requises ont été mises en place pour assurer la réussite à cette opération dont l'objectif est de rapprocher davantage l'administration du citoyen, a indiqué à l'APS, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Samir Benaouatta. Des postulants, approchés par l'APS, ont exprimé leur satisfaction quant à cette mesure gouvernementale visant à éliminer les lourdeurs bureaucratiques. Faisant partie des premières communes de la wilaya et à

l'échelle nationale, cette commune, distante de 16 km du chef-lieu de wilaya, est entrée de plain-pied dans le cadre des réformes initiées par le gouvernement pour la modernisation de l'appareil administratif. Pour ce faire, la municipalité a érigé un siège spécialement destiné au volet passeport, dont les locaux ont été aménagés judicieusement ainsi que le personnel sélectionné pour assurer le fonctionnement de ce service, a souligné de son côté le secrétaire général de l'APC, Nacerdine Bouchaïr.

Les autres documents ont également commencé à être établis progressivement par l'ensemble des communes de la wilaya, a précisé de son côté le directeur de la réglementation et de l'administration générale (DRAG), Abderahmane Azouaou, au cours d'un point de presse.

Comme au bon vieux temps

Le nouvel an amazigh, Yennayer 2966, a été célébré mardi à Jijel par un riche programme destiné à faire connaître cette date anniversaire traditionnelle. La maison de la culture Omar-Oussedik a abrité du 9 au 12 janvier courant une série d'activités telles que des expositions, projections de documentaires vidéo, habits et ustensiles traditionnels ainsi qu'une soirée récréative animée par la troupe «Ichaouyène» de la wilaya de Khenchela. L'universitaire de Jijel Abdelkrim

Maaza a, de son côté, animé à la cité administrative une conférence consacrée à Yennayer dans laquelle il a mis en relief «la portée civilisationnelle et les valeurs sociales» du nouvel an amazigh, en présence de nombreux lycéens et collégiens. A Ziam Mansouriah (36 km à l'ouest de Jijel), le mouvement associatif a consacré une bonne place à cet événement avec une riche exposition, suivie d'une conférence qui jette la lumière sur le premier jour de l'an du calendrier agraire 2966.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

04 rabie ethani 1437

El Fedjr 06h29	Dohr 12h57	Assar 15h35	Maghreb 17h57	Icha 19h20
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



BÉJAÏA

Le nouveau siège de la «Radio Soummam» inauguré

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a procédé mardi à Béjaïa à l'inauguration du nouveau siège de la radio locale «Radio Soummam», un immeuble à quatre niveaux, situé au cœur de la ville, et conçu de sorte à répondre aux exigences de performance et de qualité attendues de sa mission. Implanté sur le boulevard Krim Belkacem, ce nouveau siège, au-delà de son empreinte architecturale aux lignes modernistes, offre une foule de commodités propres à offrir des conditions de travail optimales aux journalistes, voire à l'accueil de leurs invités. Sa dotation technique se compose de trois studios distincts, dédiés à la production, au montage et à la diffusion, assortis d'un réseau local de diffusion sur «Digi-Me-

dia», un poste d'audition sur le web (Streaming), et d'un studio mobile. Ce qui tranche entièrement avec les anciens locaux, un héritage de l'ex-musée «Cazaubon» de Béjaïa, et peu adaptés au travail médiatique.

Le projet a été réalisé sur la base d'un financement tripartite, ayant impliqué le ministère de la Communication, l'ENRS et la wilaya. Sa mise en chantier et son suivi ont marqué le pas des mois durant pour diverses contraintes mais qui ont dû s'accélérer vigoureusement depuis l'été. Le ministre, à l'origine de cette accélération, notamment à l'occasion d'une visite effectuée en mai dernier, s'est félicité de sa mise en service, ne manquant pas d'inviter ses journalistes à plus d'efforts pour améliorer la grille

et la qualité de ses programmes ainsi que l'augmentation des volumes horaires de leur diffusion. A ce titre, l'idée de diffuser de 06h55 à minuit, a déjà été prise. Le ministre, accompagné des directeurs généraux de l'ENRS et de l'ENTV, pour l'inauguration de ce nouveau siège, en a profité pour s'associer aux festivités locales célébrant «Yennayer», le nouvel an berbère, en visitant un salon dédié à l'apiculture et au miel. Hamid Grine a également saisi l'opportunité de ce «crochet» pour rendre visite à la famille de feu Saddek Lebджаoui et rendre hommage au maître de la chanson arabo-andalouse, disparu en janvier 1995. Considérée comme une première d'un ministre en fonction, la visite a réjoui et ému la famille de l'artiste, qui ne s'attendait pas à une telle surprise.

TÉBESSA

La direction du commerce s'implique

Ali Chabana

Selon un communiqué de la direction du commerce, cette dernière vient de mettre en place un dispositif opérationnel consistant en la surveillance des établissements des secteurs de l'Education, de l'Enseignement supérieur ainsi que celui de la Formation professionnelle. Aussi, des agents et des cadres, du service de contrôle de la qualité et la répression des fraudes, agiront dorénavant sur la restauration collective, parfois à travers des visites inopinées au niveau des établissements sus-établis, afin de jeter un coup d'œil sur les conditions de préparation des repas servis aux pensionnaires des cantines scolaires, CFPA ou encore les restos universitaires. Egalement, en veillant sur l'hygiène de la qualité des matières premières et denrées alimentaires utilisées dans la restauration, leur stockage et leur préservation, l'objectif étant de prévenir les risques des intoxications alimentaires.

a-t-on précisé. Agissant sur renseignement, la police l'a neutralisé et arrêté en plein centre-ville de Béjaïa. A l'origine, il a dû nier son identité, arguant d'une méprise à son encontre. Mais rapidement, il a été confondu par les renseignements en possession de la BRI, a-t-on ajouté. La même source a révélé que parmi les affaires endossées au mis en cause figure un cas d'escroquerie commis au détriment d'une jeune femme (35 ans), à qui il a réussi à soutirer 9,5 millions de dinars, en lui faisant miroiter la perspective d'un mariage et l'achat d'un appartement. Déféré au parquet, il a été écroué.

GHARDAÏA

Saisie d'un kilo de corail

Un kilogramme de corail brut des tiné à l'exportation frauduleuse a été saisi par les éléments de la police judiciaire chargés des enquêtes économiques relevant de la sûreté de wilaya de Gharđaia, a-t-on appris mardi auprès de cette institution, précisant que la saisie a eu lieu à la gare routière de Gharđaia où les policiers ont découvert, après vérification d'usage sur un jeune de 29 ans en provenance du

nord-est du pays. Cette quantité de corail, dissimulée dans le sac à dos du mis en cause, était destinée à l'exportation illicite vers des pays subsahariens, a précisé la source. Cette quantité de corail brut a été remise aux services de l'administration douanière de Gharđaia, et le présumé contrebandier sera présenté devant les instances judiciaires pour détention d'un produit prohibé destiné à la contrebande.

Session de l'APW Sous le signe de «la rigueur et la rationalité»

A. Mallem

La 4ème session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Constantine, au titre de l'année 2015, s'est ouverte, hier, en son nouveau siège situé dans le bloc administratif de la cité Daksi Abdesselem avec, au menu, l'examen du budget primitif de la wilaya pour l'exercice 2016, d'un montant dépassant les 277 milliards de centimes, le dossier des marchés de proximité et le plan de transport pour l'agglomération constantinoise. Dans son allocution d'ouverture, le wali de Constantine, M. Hocine Ouadah, a déclaré que l'année 2015 a été exceptionnelle pour la wilaya tant elle fut riche en réalisations et acquisitions qui ont contribué à donner à Constantine les moyens lui permettent de jouer pleinement son rôle de capitale de la culture arabe. Il a souhaité ensuite que l'année actuelle soit aussi laborieuse que sa devancière pour le développement de la wilaya. Au cours de la première séance de la journée, le chef

de l'exécutif a présenté à l'examen et à l'approbation des élus le budget d'équipement et de fonctionnement pour 2016, en insistant pour dire que les prévisions budgétaires ont été élaborées suivant les recommandations gouvernementales prônant la rigueur et la rationalité dans les dépenses publiques, surtout, a soutenu le wali, que la situation économique actuelle est marquée par une baisse drastique des ressources budgétaires de l'Etat. Passant au second point inscrit à l'ordre du jour qui est constitué par le dossier des marchés de proximité, les élus de l'APW ont constaté, non sans une certaine amertume teintée de déception, que jusqu'à présent, sur 39 unités programmées, seuls 32 infrastructures marchandes de cette catégorie ont été réalisées après plusieurs années d'efforts et de dépenses conséquentes, que 2 autres sont encore en cours de réalisation et 5 seront reconfiés à une entreprise locale de réalisation, et ce après que les secteurs en charge de ce programme aient été contraints de résilier les con-

trats passés avec l'entreprise nationale qui était chargée de les réaliser au début, mais qui a failli à sa mission. Dans ce cadre, le directeur de l'urbanisme et de la construction (DUC) a déclaré que son département se chargera de réaliser les VRD pour une dizaine de ces infrastructures commerciales de proximité. Les débats se sont poursuivis durant tout l'après-midi autour d'un autre sujet, non moins brûlant au niveau local, car les élus ont été confrontés à ce que la population appelait souvent « un véritable serpent de mer » en évoquant le plan de transport destiné à desserrer quelque peu l'étau qui l'enserme dans une agglomération urbaine qui, paradoxalement, au fur et à mesure qu'elle s'étend vers le sud, l'espace qu'elle crée devient de plus en plus étroit à cause des centaines de milliers de véhicules qui y circulent chaque jour, et cela malgré les nombreuses voies de dégagement et les infrastructures routières réalisées et entrées en fonction, tel le tronçon de l'autoroute Est-ouest passant par Djebel Ouahch.

Ahmed Réda Houhou: le parcours de l'écrivain revisité

A. M.

Le ministre de la Culture et le wali de Constantine figuraient bien au programme d'ouverture du séminaire de deux jours (13 et 14 janvier) consacré à l'écrivain martyr Ahmed Réda Houhou, qui s'est ouvert hier au palais de la culture Mohamed Laid Al-Khalifa de Constantine, mais finalement ni l'un, ni l'autre ne sont venus.

La manifestation est placée sous l'égide de la direction de la culture et du département livres et littérature de la manifestation « Constantine capitale de la culture arabe 2015 » et a attiré pas mal de monde, surtout des hommes de culture et de jeunes étudiants, curieux de découvrir la personnalité de cet écrivain martyr qui fut enlevé et assassiné à Constantine par la police coloniale en 1956, en pleine guerre de libération nationale. Les étudiants furent étonnés d'entendre que Réda Houhou, natif de la ville biskrie de Sidi-Okba, défendait vaillamment la cause de la femme et que ses écrits dérangeaient les régimes coloniaux et des régimes arabes féodaux de l'époque. M. Abdallah Hamadi, écrivain et poète qui enseigne à l'université des Frères Mentouri de Constantine, nous décrivit, hier, une autre facette de la personnalité de Réda Houhou

que la génération actuelle ignore tout aussi bien que le parcours historique et littéraire de l'écrivain martyr.

De Sidi-Okba au Hidjaz sur les pas de sa famille qui avait décidé en 1935 de s'y établir, Réda Houhou avait découvert un nouveau monde arabe, moins évolué et plus fermé. Et pourtant c'était là que se sont forgés avec force les traits de sa personnalité et qu'il commença, dans ses écrits, à prendre la défense de la femme dans ce milieu féodal qui souffrait du colonialisme intérieur du foyer et d'un autre constitué par l'obscurantisme et l'ignorance de la société. Il écrivait dans deux excellents journaux à l'époque qui professaient un ton résolument nationaliste arabe et a commencé alors à déranger les milieux réactionnaires de ce pays, l'Arabie saoudite, parce qu'il critiquait la société et appelait à sa libération, surtout à la libération de la femme arabe.

Après la Seconde Guerre mondiale, Ahmed Reda Houhou ne tardera pas à retourner dans son pays, l'Algérie, qui souffrait aussi sous le joug colonial.

Il s'établit à Constantine pour être plus proche de la pensée réformiste du Cheikh Abdelhamid Benbadis et de l'association des Oulémas algériens à laquelle il a su s'intégrer en apportant un plus au mouvement pour le

conduire à une confrontation quasi-directe avec l'administration coloniale.

Il continuera à écrire en dénonçant, par la satire, les conditions misérables dans lesquelles vivait son peuple. Au point que cette administration avait mis en demeure Reda Houhou en lui faisant comprendre que « si elle venait à être visée par un acte d'hostilité de la part de la population indigène, il serait lui le premier à en être accusé ».

C'est ce qui s'est effectivement produit en cette journée du 29 mars 1956 quand les résistants avaient plastiqué le commissariat de police et le commissaire fut tué. A la suite de cet attentat, la police a arrêté un groupe de suspects et parmi eux Ahmed Réda Houhou, qu'elle a assassiné dans la nuit même. Ceci dit, signalons que le responsable du département livres et littérature a annoncé hier avant l'ouverture du séminaire que les œuvres d'Achmed Reda Houhou viennent d'être rééditées et elles seront diffusées au cours de ce mois de janvier.

D'autre part, le séminaire de deux jours qui sera marqué par des conférences sur Ahmed Réda Houhou entrecoupées de lectures poétiques et qui se tiendra au palais de la culture Al Khalifa durant la première journée, se poursuivra à l'école normale supérieure du plateau du Mansourah pour la matinée du jeudi 14 janvier et retournera à Al-Khalifa pour une dernière séance avant la clôture.

300 logements LPA à Ali-Mendjeli Un retard inexpliqué et des mécontentements

A. El Abci

Les souscripteurs au projet des 300 LPA de Ali-Mendjeli, unité de voisinage 20, ont tenu hier un rassemblement devant la direction du logement pour dénoncer l'énorme retard de réalisation du projet qui date de 2011, mais qui n'existe encore que sur du papier, « alors que nous avons déjà payé chacun 80 millions de centimes », soutiennent les souscripteurs. Selon le représentant des protestataires, M. Rabah, les souscripteurs sont en train de constituer une association, et le dossier pour l'agrément sera déposé à la wilaya la semaine prochaine. Il poursuivra que « nous ne comprenons pas ce qui se passe, alors que les autres projets LPA ont été lancés et certains sont déjà à 80 % et plus. Le notre tarde à

voir le jour malgré les promesses de la direction du logement qui nous déclare à chaque fois que c'est juste une question de temps ». Pourtant, fera-t-il savoir, « le promoteur immobilier est connu, et auquel nous avons déjà avancé au titre de la 1^{ère} tranche 80 millions de centimes, et le terrain est désigné et tous les problèmes de propriété etc., ont été réglés. Aujourd'hui, nous nous sommes résolus à venir aux nouvelles et voir ce qu'il en est exactement, quitte à passer la nuit dans des tentes », dira-t-il. « Nous ne partirons qu'avec une réponse précise et convaincante », ajoutera-t-il. Notre interlocuteur, contacté de nouveau en fin de matinée, nous apprendra qu'en l'absence du directeur, une délégation des protestataires a finalement été reçue par un chef de

service qui a téléphoné au promoteur l'invitant à venir et une petite réunion a été improvisée au siège de l'administration en question. « Il nous a certifié que les travaux des 300 appartements seront lancés dès la semaine prochaine, avec la promesse d'une remise des clés en 2017 au plus tard », dira notre interlocuteur. « Après cet accord, nous avons décidé de rester en contact par le biais d'une coordination à créer, entre les deux parties, pour assurer le suivi des travaux ». La réunion a mis du baume au cœur, avouera-t-il, car « nous avions peur que notre projet ne connaisse le sort de ceux de la formule LSP, qui ont foiré ou occasionné à leurs souscripteurs des difficultés sans fin ». « Heureusement les choses n'en sont pas là et nous ne demandons qu'à y croire », conclura-t-il.

Aéroport Med Boudiaf Le hall d'accueil de l'aérogare sans chauffage!

Abdelkrim Zerkouri

Si vous accompagnez « l'un de vos proches à l'aéroport Med Boudiaf, prenez garde en vous habillant chaudement », préviennent tous ceux qui ont vécu la mauvaise surprise au niveau du hall de cette aérogare, dont la réception n'est pas si lointaine. Entrée en service au mois de juin 2013, la nouvelle aérogare promettait beaucoup. « Une nouvelle et belle vitrine » offerte par la capitale de l'Est aux voyageurs, déclarait à la ronde, avec grande satisfaction, l'ex-ministre des Transports lors de l'inauguration de cette infrastructure dont les travaux de réalisation ont duré une dizaine d'années et coûté la bagatelle de près de 300 milliards de centimes. Ainsi, le ministre soulignera dans ce contexte, « la nécessaire amélioration des prestations pour plus d'un mil-

lion de passagers » qui transiteront annuellement par cette structure, « l'une des meilleures du pays », avait-il encore considéré. Deux ans et demi plus tard, la nouvelle aérogare fait l'objet de toutes les critiques et d'un mécontentement unanime des voyageurs et leurs accompagnateurs. A commencer par l'absence de chauffage au niveau du hall d'accueil. « On ne peut pas résister plus de 15 minutes dans le froid du hall », affirme un voyageur qui nous a parlé de toute sa souffrance lorsqu'il a accompagné, ces derniers jours, un groupe de candidats à la Omra. « C'était insupportable, il faut vraiment se couvrir chaudement pour résister au froid ambiant. Seules les salles d'embarcation sont dotées du chauffage », relèvera-t-il, non sans lancer que cette situation ne permet pas de développer le tourisme.

Alors là, pour les travailleurs de permanence, c'est tout simplement le calvaire. D'autres témoignages parlent, aussi, d'odeurs nauséabondes à la suite d'une cassure des tuyaux d'évacuation des eaux usées. En somme, l'aérogare en question, normalement dotée d'équipements et d'installations de « dernière génération » et de mobilier « haut de gamme », comme le laissaient entendre les responsables le jour de son inauguration, s'avère un leurre très vite dénué par le temps. Enfin, il y a lieu de souligner que le manque d'entretien pourrait être à l'origine de ces dégradations. On a essayé d'en savoir plus des services qui ont réalisé cet édifice, la DLEP en l'occurrence, mais cette dernière ayant été dissoute, personne n'a voulu s'avancer sur le sujet. L'échec est toujours orphelin.

Il survit à une chute du 5^e étage

Un jeune homme de 25 ans a fait, hier, une chute depuis le cinquième étage d'un immeuble à la cité de Boussouf, mais a, fort heureusement, échappé à la mort, signale la Protection civile. Selon la cellule de communication des sapeurs pompiers, le jeune MN, âgé de 25 ans a été victime d'une chute vers 06 heures 30 minutes, hier mercredi, depuis le cinquième étage d'un immeuble de la cité de

« Boussouf », lui causant une fracture ouverte au bras droit, sur lequel il est tombé, et c'est sans doute ce qui lui a sauvé la vie. Le jeune en question, qui souffrait énormément de douleurs sur plusieurs parties du corps, a bénéficié des premiers secours sur place avant d'être évacué d'urgence à l'hôpital El Bir. Dans un autre registre, toujours selon la Protection civile, dans la soirée d'avant-hier mardi, une

collision entre un camion Sonacome et une voiture de marque Hyundai est survenue sur la route de Salah Derradji en direction de Guettar El Aich, dans la commune d'El Khroub, faisant cinq blessés plus ou moins graves et âgés de 18 à 23 ans. Les blessés qui étaient les occupants de la voiture, ont reçu les secours sur les lieux et ont été transportés ensuite à l'hôpital Mohamed Boudiaf d'El Khroub. **A.E.A.**

Saisie de 277 comprimés psychotropes

Un individu âgé de 45 ans, soupçonné de verser dans le commerce illicite de psychotropes, a été arrêté près de son domicile par la brigade de recherche et d'investigation (BRI) en possession du poison qu'il écoulait auprès des jeunes du quartier. Après avoir obtenu des renseignements sur les agissements du mis en cause, les éléments du BRI ont mis au point un plan pour le prendre dans les filets. Ainsi, souligne un communiqué de la cellule des relations publiques

de la sûreté de wilaya, le présumé coupable a été pris par surprise près de son domicile, avant qu'il n'ait pu se débarrasser de la marchandise. Car, la fouille permettra de découvrir en sa possession, en plus d'une somme d'argent, 247 comprimés de Rivotril, 10 autres de Parkidil et 20 comprimés d'ecstasy. Et, à l'issue des procédures pénales, le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Constantine qui l'a placé en détention préventive. **A. Z.**

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

04 rabie ethani 1437

El Fedjr 06h15 Dohr 12h43 Assar 15h22 Maghreb 17h44 Icha 19h07



APARTEMENTS

■A vendre F3 - Libre - Acté 1^{er} étage CIA Victor Hugo - ORAN – Tél : 0672.54.22.39

■A louer Gd studio pour femme ou étudiante au C.V. d'Oran 2^{ème} étg. Cuis. + SDB incorporée. Pour une femme 20.000 DA/Mois, pour 02 femmes 25.000 DA/mois. 12 mois d'avance. Curieux s'abstenir – Tél : 0793.71.32.99

■Vends Appart ou Immeuble complet R+2 composé de 06 Apparts : 02 F5 + 03 F3 + 1 F2 + 03 Locaux + Parking surveillé - Le tout Acté à ORAN - El Kerma - Sénia - POS ACL 2B à côté Aéroport – Tél : 0559.69.30.88

■Vends F3 Haï Yasmine. ORAN. 1^{er} étage. 2 façades sur grand Boulevard à côté Hasnaoui (Désistement L.S.P.) – Tél : 0559.69.30.88

■Vends Appartement F2 modifié F3 - Acté - Cité Lescure ORAN – Tél : 0552.94.90.07

■A vendre des Appartements F4. Superficie 80 m² et 95 m² Cité Karama Belgaïd - Bir El Djir - ORAN – Tél : 0550.13.85.80

■A louer : Une Chambre + Petite Salle à manger + Petite Cuisine + Toilettés individuelles - La rentrée collective – Tél : 0771.73.83.69 - Kara (2) Es-Senia (ORAN) - La somme 150,00 DA.

■A louer Appart F4 Akid Lotfi - 2^{ème} étage - 2 façades – Tél : 0557.65.28.73

■Ag. Vend 2 beaux Apparts : le 1^{er} 200 m², 3 Faç. 2^{ème} étage centre-ville Oran (F5) - Le 2^{ème} F4. 3^{ème} étage Akid Lotfi neuf – Tél : 0550.13.19.62

■A vendre ou à louer Appartement F3 - 4^{ème} étage. 2 façades. Propre. Peinture. Chauffe-bain - Bon voisinage à Dar El Beïda - Zitoune – Tél : 0557.75.51.35 – 0560.95.04.57

■Vends F3 - Acté - 4^{ème} étage - Refait à neuf - Cuisine équipée - Chauffage - Chauffe-bain - Bien situé à USTO – Tél : 0550.25.99.69 – 0771.32.50.18

■Vends Appartement F3 - 5^{ème} étage - Acté - Eckmühl - ORAN - Prix demandé 500 - à côté Station d'essence Bouaza - Contacter : 0778.13.02.28 – 0561.45.00.06

■A vendre F3 et F4 dans un immeuble très bien fini et calme d'une construction neuve de 5 étages, équipé d'un Ascenseur à côté de la clinique Abed Rue Khiat Salah - Tél : 0555.33.54.73

■A louer Appart F3 - RDC - Es-Seddikia - ORAN – Tél : 0555.87.83.52

■ Ag. Imm. N° 0797.45.03.55 – 0550.52.96.46 – Location : F1 HLM - F3 Monte-Carlo - F5 Millenium 3^{ème} étage - F3 en face Le Méridien – Vente : F5 Maraval - F3 USTO HLM 3^{ème} étage - F3 USTO HLM - Bethouia Chehayria 250 m²

■Loue F2 meublé 1^{er} étage Place des Victoires - ORAN – Tél : 0795.68.16.80

■A vendre bel Appart F3 - Acté - Refait à neuf - Au 1^{er} étage Cité Perret L4 - ORAN – Tél : 0560.95.52.57

■Vends bel F3. 2^{ème} étage. Double façade. Vue sur Bd - Acté - Refait à neuf avec balcons grillagés et placards en bois, chambre, à Haï El Yasmine 2 dans une petite résidence – Tél : 0555.69.70.46

■Vends 1 Chambre - RDC - Centre-ville d'ORAN - Prix après visite – Tél : 0659.27.02.05 – Tél. Fixe : 041.29.39.42

■Loue des Apparts dans un immeuble - meublés et équipés et toutes commodités – Garage - Eau H/24... dans un quartier résidentiel, calme, Trouville Ain El Turck - ORAN – Tél : 0783.11.00.82

■Vends bel Appart 3 Pièces. Cuisine. WC. Douche - 4^{ème} étage à Plateau - ORAN – Tél. N° : 0771.24.62.47 ou voir sur Oued Kniss - Tout refait à neuf

■Vends Logt F5 Type haussmannien 180 m² + commodités - ORAN (C.V.) + Local commercial A.S.C. – Tél : 0554.52.51.30 ou 0550.75.96.14 - Prix après visite

■Part. : Vend Appart F3 aménagé F4 Cité Grande Terre Tour N° 2 - 3^{ème} étage. Libre de suite. Prolongement mairie des Castors. ORAN - Loue 3 Pièces à TLEMCCEN quartier La Pépinière Hartoun. F3. Gaz. Libre de suite – Tél : 041.29.62.68

ANNIVERSAIRE

A notre
adorable prince



**BENZABIA
MOHAMED
AMAR.**

Le 15-01-2016,
tu fêteras une année.
En cet heureux évènement, la
famille BENZABIA te souhaite
un Joyeux Anniversaire et une
longue vie pleine de santé et de
bonheur près de tes chers
parents INCHA'ALLAH.

■Appartement à vendre : F2 - 3^{ème} étage Cité les Glycines - Maraval - Prix après visite - Pas de courtier SVP – Tél : 0771.69.33.50 - 0550.57.07.06

■Vends Appart F3 - Sup. 135 m² - 3^{ème} étage - Gd Salon - 2 Pièces - Cuisine - SDB - WC - Deux balcons - Nouvelle construction dans un endroit très calme à l'Hippodrome - ORAN – Tél : 0779.19.81.68

■Location Studio. 17 m². Propre. Libre de suite. Adr. Cité Mouloud Feraoun L6. 12^{ème} étg. Cité Perret Rue Mostaganem. ORAN - Mob : 0554.02.81.55 - Heure de visite de 17 heures à 19 heures - Prix 14.000 DA par mois - Avance 1 an

■A vendre Appartement F3. Cité Zabana - ARZEW - Rez-de-chaussée - Avec Acte Notarié - Equipé (Clim - Chauffe-bain - 2 Réservoirs d'eau) - Prix 800 M – N° 0550.71.95.84

■A louer très joli F4 à la Cité des 80 Logements à Hassi Bounif - Eau - Gaz - Electricité - Barreaudage - Très propre et calme - 30.000 DA - Avance 1 année - N° : 0550.33.93.66

■Je donne un Appartement de 3 Pces - Cuisine – S. de bain - Sanitaires - Complet avec quelques meubles - 1^{er} étage à Protin Supérieur - ORAN - En location – Tél : 0794.03.69.94

■A louer Studio HLM Gambetta - ORAN - 2^{ème} étage – Tél : 0782.99.79.74

■A louer F5 - 120 m² - 2 façades - dans une Villa 1^{er} étage sise Place de Sidi Blél - Ville Nouvelle - ORAN - Convient pour Activités libérales – Tél : 0557.06.10.57

■A vendre bel F3 aménagé en F4 - Refait à neuf - Situé à Cité les Falaises centre de Gambetta, près du Sheraton et Idis – Tél : 0554.35.01.37 - 0791.89.29.87

■A vendre Appart F2 - Acté - 3^{ème} étage. Superficie 50 m². Situé à Résidence Le Progrès en face Hôpital Pédiatrique à Canastel - ORAN - Prix : 760 U – Tél : 0553.78.47.30

■Vend un Appart F4 de luxe. Sup. 127 m². 4^{ème} étage - Acté - Nouvelle construction haut standing - Cuisine équipée - Situé à l'Hippodrome - ORAN - avec Garage de 20 m² convient Local commercial – Tél : 0558.88.36.61

■A vendre Apparts F3 et F4 standing avec Garage - Cuisines équipées - Chaudière – Placards - dans une résidence à Bel-Air et Belgaïd - ORAN – Tél : 0550.46.18.22

■A vendre bel Appartement F3 modifié F4 - 110 m² - Acté - Double façade au Rez-de-chaussée dans Cité Sonatrach fermée et sécurisée (Ain Bia - BETHIOUA) - Tél : 0561.28.22.59 – 0771.30.56.36

■Loue à l'année F4 de 200 m² sur ORAN près Hôpital de Pédiatrie, en face Résidence Benabed. Meublé et équipé en totalité, au 2^{ème} étage dans une petite résidence privée sur grand Boulevard – 8 U/mois – Tél : 0552.27.66.22

■Loue F2 à Choupet + petite Pièce - 2^{ème} étage - 30.000 DA/mois non négociable - Pas de courtier – Tél : 0554.24.90.96

■Loue F3 - 3^{ème} étage - Meublé et équipé à Haï Akid Lotfi. ORAN, grand boulevard, pour Société privée ou étrangère – Tél : 0558.79.43.27

■Vends F4 - 2^{ème} étage - Rue Med Khemisti - ORAN – Tél : 0556.21.05.10 – 0560.00.41.75

■Promotion Immobilière échange Appartement (environs Pôle universitaire Belgaïd) contre Terrain - Etudie toute proposition – Tél : 0558.79.43.27

■Vente sur Plan : F2 - F3 - F4 - F5 / 71 m² / 95 m² / 110 m² / 142 m² - Résidence El-Mass - En face l'Université de Belgaïd - Possibilité de Crédit bancaire - Appelez au : 0554.14.98.15 ou 041.42.84.23

■Vends un bel F2 - Sup. 40 m² au centre-ville Rue Marcel Cerdan : Salon + 1 Chambre + Cuisine + SDB et Toilettés - Prix demandé : 620 M - Accepte Promesse de Vente - Tél : 0775.75.81.46

■Vends F3 - 4^{ème} étage. 90 m² Rue Bugeaud. 950 U - Location F2 - 2^{ème} étage. Meublé. Bd des Chasseurs. 50.000 DA/mois – Tél : 0770.95.18.00

■Location F7 - 200 m² - 1^{er} étage Bd Emir AEK. 100.000 DA/mois - Location F7 - 180 m² - 1^{er} étage, en face consulat d'Espagne. 80.000 DA/mois – Tél : 0770.95.18.00

■A vendre un joli F3 à Haï Sabah. 1^{er} étage. Ensoleillé - avec Cuisine équipée - Bon voisinage - Pas de vis-à-vis - Désistement 1^{ère} Main - Prix après visites - Curieux s'abstenir - Tél : 0675.73.57.24

■Vends F3 - 72 m² - 4^{ème} et dernier étage - Non aménagé - Cité 216 Logts USTO - EPLF - ORAN – Tél : 0697.36.65.83

■Vends F4 - 84 m² - 2^{ème} étage, vue sur mer. Refait à neuf. Cuisine équipée. Cité calme, sécurisée - Situé Cité des Enseignants Haï Khemisti - Es-Seddikia - ORAN - Libre de suite - N° Tél : 0549.75.19.64

■Vends Apparts : Résidence Plaza F3 - 114 m² avec garage 2 voitures Les Oeillettes + F3 à Fernandville de 110 m² en face Ayl + F3 de 100 m² lycée Lotfi à côté Banque Natexis – Tél : 0552.38.71.79

■Cherche pour Location des Appartements à Résidence Hasnaoui + Résidence Plaza + Mobil'Art – Tél : 0552.38.71.79

■Loue Appartement F3 - 74 m² - 4^{ème} étage Tour N° 1 Cité Grande Terre pour 3 Millions – Tél : 0550.20.73.97

■A.V. Appart F3 - Acté - 4^{ème} étage - Cité Lescure - ORAN – Tél : 0773.81.22.54

■Vends ou Echange F3 Haï Yasmine II - 11^{ème} étage avec 2 Ascenseurs sur grand boulevard - Appartements luxe refait à neuf 2 x F4 en face CRASC USTO. 7^{ème} étage et 3^{ème} étage AADL Pépinière – Tél : 0550.266.514 - 0550.540.880

■A.V. Appart F3 + C. SDB. Refait à neuf. 1^{er} étg. (Immeuble 2 étg.). Ensoleillé. Quartier calme. Situé à ORAN. Ecole de Garçons Dr Benzerdjeb les Castors – Tél : 0559.14.15.01 - 0793.34.00.52

■A louer F3 - 1^{er} étage - 90 m² - en face la Zone Industrielle HASSI BOUNIF - Libre de suite - Curieux et intermédiaire s'abstenir SVP – Tél : 0561.73.02.41

■Vends F5 - Acté - 5^{ème} et dernier étage - Bien aménagé - Toutes commodités - Cité Zabana - ARZEW – Tél : 0550.28.85.18

■Loue F2 - Acté - 2^{ème} étage à Haï Yasmine (ORAN) - Visite uniquement Vendredi - Tél au : 0781.12.22.33

■ORAN-Est : Loue magnifique Duplex emplacement stratégique à 100 m du C.C.O. Le Méridien et à côté du Palais d'Or et Restaurant Bekhchis. 300 m². 2 Niveaux. 2 SDB. Cuisine et un Gd Salon climatisé + Téléphone et ADSL – Tél : 0798.81.19.93

■A vendre F4 situé à Akid Lotfi - ORAN - 90 m² - 5^{ème} étage - Chauffage central - Clim - Tél : 0560.123.61

■Vends Appartement à Bel-Air : F3 - 140 m² Grand Standing. Vue sur mer. 2 Ascenseurs. 1 Monte-charge. 9^{ème} étage. Avec 1 place de parking. Appart meublé - Prix 33 Millions de Dinars - Curieux s'abstenir – Tél : 0549.748.406

VILLAS

■A louer Rez-de-chaussée de Villa à Canastel : 3 Chambres + Cuisine + SDB + Jardin et Garage – Tél : 0772.44.78.27

■A vendre Carcasse de 176 m² - Actée - Sous-sol + R + 1 - 2 façades parallèles - à TAMZOUGHGA (SAINT MAUR) à 30 min d'ORAN – Tél : 0557.19.40.79

■TLEMCCEN : A vendre chalet de 100 m² avec terrain superficie 360 m² Cité des Roses - Imama – Tél : 0554.35.35.71

■Vends Villa 162 m² - 2 façades - R+2 - en face Piscine Bahia - Qods - Fernandville - ORAN – Tél : 0773.45.85.33

■Loue Villa. Sup. 350 m². 9 Chambres. Cuisine. 3 Salles de bain. 1 Gde Terrasse. Cour. Pour : Société, Crèche ou Ecole privée, à Haï Khemisti ex-Fernand-Ville - Bir El Djir - ORAN – Tél : 0550.13.85.80

■TLEMCCEN : Vends Villa R+1 - Sup. 150 m² - Bien située à OUILIDA - Acte + Livret foncier – Tél : 0559.52.31.81

■Loue Villa : 10 Pièces - 3 SDB - R+1 - Equipée ou non équipée - Moustakbel 2 - Pépinière - ORAN - Pour Société – Tél : 0775.16.69.82 - 0559.44.94.71

■A vendre ou Echange : Villa - R+1 - 150,45 m² - Actée - à côté Station El-Has-si – Tél : 0790.09.05.56

■ORAN - Location Villa à Bir El Djir - R+1 - Finie 95% - Local de 150 m² + 1^{er} étage : 3 Pièces + Cuisine + Salon - SDB - 3 Façades - Tél : 0556.02.84.29

■A vendre à ORAN - Hamri - Avenue Lamur, mitoyenne à la Mosquée : Maison (R+1) avec Hammam public en arrêt - Sup. 297 m² - Tél : 0662.23.01.19 / 0556.14.23.84

■Vds Gde M. Maître 600 m². Actée (St Antoine) Rue de Tlemcen (Entrée de Medina Jedida) en face Hôtel : 5 Apparts. 1 Gd Sal. et 2 Ch. 2 Magasins commerciaux et Garage - B. d'eau + 2 cours - R+2 – Tél : 0779.39.14.63 – 0790.94.30.24

■A vendre petite Maison individuelle de 20 m². Rez-de-chaussée : Salon. Coin cuisine. WC - 1^{er} étage : 2 petites Chambres - face R.T.A. Oran – Tél : 0555.31.56.52

■A vendre Niveau de Villa à Maraval : F5 - Sup. 200 m² avec Terrasse individuelle et Haouch - Tél : 0794.44.82.42 - 0661.20.55.86

■Vends Maison Maître 360 m² : 7 Pièces + Terrasse + Cour + Jardin + Magasin + à Sidi Safi BENI SAF - Vends F4 - 90 m² + Terrasse individuelle au centre de BENI SAF – Tél : 0560.04.37.09 - 0771.88.11.22

■Vends Villa au Bd Millenium - Doubles façades - Bir El Djir - ORAN - Convient à toutes Activités commerciales – Tél : 0794.82.99.37

■Vends Villa - Actée – Sup. 300 m². 2 Faç. R+1 - 4 Gdes Pces - 2 Gds Salons - 1 Cuisine - 1 SDB - Gd Jardin qui entoure toute la maison - Garage et Cour - Eau. Gaz. Electricité. Tél. Internet - P. Ap. visite – 0550.98.53.32

■Loue Immeuble de 12 appartements F2. Sup. 65 m² pour Société ou Bureaux administratifs. Possibilité garage. Haï Khemisti Ex- Fernandville - Bir-El-Djir - ORAN - Tél : 0550.13.85.80

■A vendre une Villa Carcasse 220 m² entièrement. Actée. Double façade. Route goudronnière. Travaux finis à 60% selon le rapport d'expertise à Fleurs Hassiane Ettoual (RHA) - Prix demandé : 17 Millions Dinars – Tél : 0773.92.57.49 / 0790.54.55.65 / 0668.63.09.52

■Vends Villa nouveau Canastel 172 m². R+1. Cité policière + Terrain 470 m² Bd Mobilant avec Permis de R+15 + Terrain 1200 m² Bd Mobilant façade 80 mètres face à la mer - Tél : 0552.38.71.79

■A louer belle Villa chez Hasnaoui Résidence. 330 m². Bon prix + Appart F3 nouvelle tranche + T4 Mobilart Tour B en hauteur – Tél : 0552.38.71.79

■Vends Villa 900 m² à Belvédère avec 36 mètres de façade + Terrain 1200 m² Point du Jour 24 mètres façade 11 Millions le mètre – Tél : 0552.38.71.79

■A vendre Villa à PORT-SAY - MARSABEN M'HIDI – TLEMCCEN - Lotiss. El-Bahdjia. Nouvelle construction finie 80% - 150 m² - R+1 - Actée - Avec Cave. Sous-sol. Garage. Jardin - Eau. Gaz - Pas loin de la plage - Possib. Promesse Vente - Tél : 0551.81.18.03 - 0770.86.50.78

■Vends une petite Villa F4 - R+2 Sup. 110 m² habitable à El-Kerma - Cuisine équipée - Bâche à eau - Garage - une petite Cour – Tél : 0662.08.11.14 - Prix après visite

■TLEMCCEN - Oujlida - Promoteur vend Villas neuves dans résidence clôturée ou Echange dans Wilayas TLEMCCEN - ORAN - ALGER – Tél : 0771.485.561

■URGENT : Vends Maison de Maître Avenue Canastel à 500 m du Sheraton - 340 m² - Prix négociable - Tél : 040.20.82.43 - 0551.31.82.08

■A vendre Villa RDC + 1 en cours de construction (70% des Travaux) - Sup. 200 m² à Cité Djamel - ORAN – Tél : 0555.52.76.89

■Vends Villa grand standing, quartier résidentiel Point du Jour - ORAN - Toutes commodités - R+1 - 300 m². Bâti 180 m². R. de Ch. : Garage - Gd Salon - 2 Pièces - Hall - Cuisine - Sanitaires - 1^{er} étg. : Gd Salon - 3 Pièces - 2 Sanitaires - Libre de suite - Carnet foncier – Tél : 0777.10.93.85

■Vends Villa R+1 - 260 m² (Actée + L.F.) La Lofa (Libre de suite) - Prix après visite – Tél : 0555.42.13.97

■A vendre Carcasse R+2 à Bouamama - Sidi Chahmi - ORAN - Sup. 264 m² avec Station lavage - Tél : 0663.11.31.76 - A vendre Minibus ISUZU bon état – Tél : 0771.77.61.80

■A vendre Villa à Maraval - ORAN - Actée - 174 m² : 6 Pièces - 02 Cuisines - 03 Douches – Hall - Grande Cour - 02 Locaux commerciaux – N° Tél : 0774.97.84.59

■A vendre Immeuble centre ORAN : 11 Appartements - 4 Magasins - Plateau côté Gare - A voir absolument – Tél : 0778.11.55.55

■Vends petit Chalet non fini à Aïn Fratin - Sup. 250 m². Bâti 150 m². Vue sur mer. Zone Une – Tél : 0549.748.406

■Vends Villa à Canastel. Très bien située. Très bon voisinage - R+2 - Finie à 80% - Sup. 220 m² - à un très bon prix : 45 Millions de dinars – Tél : 0549.748.406

TERRAINS

■Ag. Vend des Lots Terrain Agricoles + Urbanisables : 5 Hect. + 3,5 Hect. Actés à Boufatis - 17 Hect. Concession à Gdyl - 270 m² + 200 m² à Fleurs – Tél : 0550.13.19.62

■TLEMCCEN - Ouzidane : Vends terrain 15000 m² bien situé, viabilisé avec livret foncier - Curieux s'abstenir – Tél : 0555.64.30.60 / 0777.95.33.52

■Vds Terrain à OUARGLA : 20.000 m² - Livret foncier + Permis de construire - 200 m de façade sur la Route Nationale - Convient pour toutes activités – Tél : 0771.54.59.96

■AG. ROMAYSSA. Vend Terrains : 150 m² + 170 m² + 300 m² (3 F.) Belgaïd - 130 m² Boudjemaâ - 160 m² Fernandville - 253 m² Misserghine – 0661.21.12.02 - 0773.03.68.43

■A vendre Lot Terrain - Acté - de 63 m² avec Permis de construire à BENFREHA - ORAN - Prix 280 Millions – Tél : 0781.03.12.28

■Particulier vend Terrain promotionnel nu de 470 m², une seule façade de 25 ml, situé à ORAN Bel Air au Bd Froment Coste (côté Cherif Othmane et Sidi Attallah Promotion) - Possibilité de 15 étages – Contacter : 0776.07.71.43

■A vendre Ferme 20 Hectares à MAGHNIA, composée de : 5 Hectares Orange - 5 Hectares Raisin - 2 Hangars de 2.000 m² - 3 Puits - 2 Habitations - avec entourage en pierre – Tél : 0772.99.32.23

■A vendre : Terrain à nouveau Canastel 268 m². 12 U le m² - Terrain à Canastel 648 m². 75 U le m² (Sur Falaise) - Terrain Millenium 270 m². 10.500 U le m² - Tél : 0550.46.12.03

■Vends deux Lots de Terrain mitoyens dans une nouvelle cité au centre-ville AIN TEMOUCHENT Cité 411 - Superficie 292 m² et 284 m² - Actés + Livret foncier – Tél : 0554.66.96.57 - 0771.79.69.49

■A vendre à ORAN (Belgaïd) : Lot de Terrain de 947 m² - Une seule façade - Tél : 0662.21.29.02 - Agence - Courtier s'abstenir - Merci

■Terrain à vendre 173 m² - Acté - 2 façades - En face Hôpital militaire ORAN - Tél : 0770.56.27.38

■Vends Lot 200 m² - Acté avec Permis de construire (Façade 10 m) au nouveau Canastel - ORAN - Tél : 0772.99.71.17

■Vends Lot Terrain - Acté - 305 m² - Viabilisé - Fermé - à Haï El Louz - Sidi El Bachir - ORAN - Très bon quartier et bon voisinage - Prix du m² : 70.000 non négociable – Tél : 0559.04.88.87 - Journée

■CANASTEL : A vendre Lot de 150 m² avec Carcasse R+1 bâtie sur 100 m² - Façade 10 m – Tél : 0795.79.31.31

■A vendre Lot de Terrain de 282 m² à M'sirâ à 10 Km de MARSABEN M'HIDI et à 10 Km de Bidar – Tél : 0541.04.10.25

■A.V. Terrains : 240 m² Bir Djir - 140 m² La Poste - 250 m² + 210 m² Nakhla Canastel - 350 m² Fernandville - 160 m² Rocher - 200 m² 2 F. Mdina Jadida (St-Antoine) - Tél : 0795.02.70.10

■Agence Immobilière cherche Terrain de 4 Hectares et plus avec Certificat d'Urbanisme situé tout au long du Bd 4^{ème} Périphérique d'Oran – Contacter : 0776.07.71.43

■A vendre Terrain 300 m² à MARSABEN M'HIDI à 10 minutes de la plage PORT-SAY - W. TLEMCCEN - Belle vue - Bon voisinage - Sur une large Route Nationale (Eau - Electricité et Gaz de ville) – Tél : 0673.28.96.24

■A vendre un Lot de Terrain nu - Clôturé - Très bien situé à Hippodrome - Saint-Eugène - ORAN - Acte notarié + Livret foncier - superficie 1539m² – Contacter : 0552.53.85.39

■Vds Terrain pour promotion immobilière de 5000 m² à MOSTAGANEM (Route d'Oran). Acte, Livret foncier et Certificat d'Urban. R+15 avec étude d'un projet de 156 Logts avec centre commercial et 2 Niv. Sous-sol - Tél : 0792.29.72.44 et 045.35.13.75

■Vends Terrain Coop. EL KARAMA 187,5 m² - 2 façades - Acté - Sans vis-à-vis - Endroit futur commercial – Tél : 0770.36.36.05

LOCAUX

■Loue grand Hangar Dépôt de 500 m² - Toute modalité - à Misserghine – Tél : 0555.30.68.57

■A vendre Hôtel Jazira Ain El Turck - Cap Falcon - Acté - 3779 m² : Piscine + 2 Restaurants - 2 Discothèques + 2 Parkings + 38 Chambres - 3 Façades - Endroit touristique - Tél : 0555.02.84.03

■Location Local Sup. 240 m² en RDC + 1 (20 x 6). Force motrice. Eau. Sanitaires - Idéal pour Dépôt tous corps d'état et/ou Unité de production - Tél : 0555.09.15.79 - Email : manera11@yahoo.es

■Donne en location Hangar 850 m² neuf, carrelé, sur terrain de 2500 m² bétonné + Maison de gardien à Sidi Maârouf - ORAN - Tél : 0558.465.266

■Mise en vente Gd Local (centre-ville ORAN) sous-sol 1900 m², actuellement parking véhicules avec plusieurs dépendances, s'ouvrant vers façade donnant sur la Place Front de mer (2 crémeries) - Nous contacter : 0550.09.10.09 - 0699.51.01.70

■Loue Dépôt très intéressant 2000 m² couvert environ 1500 m² Bloc Admin. Possib. Ch. Froide - Parking - Eau - Gaz - Elect. - Poste 400 KVA - Convient toutes activités - Très bien situé sur Bd Principal Z.I. N° 1 Es-Senia - Tél : 0550.25.99.69 - 0771.32.50.18

■Loue Magasin refait à neuf 30 m² en plein centre-ville (Place Karguentah). Double façade. Deux rideaux avec une soupenne de 28 m². Pourvu de trois grandes baies vitrées donnant une vue sur le boulevard - Visite tous les matins - Curieux s'abstenir - Tél : 0558.00.52.21

■Vends un Local à Bel-Air 400 m². Trois façades. Très bien situé. Vue sur autoroute - Tél : 0549.748.406

■Local à vendre ou à louer - Acté - 42 m² - Toutes les commodités - Doubles Rideaux - Sanitaires - Eau + Electricité - à Haï Ben Smir - Ain El Turck - Contacter : 0771.23.85.97 - 0772.52.49.60

EMPLOIS

■Société étrangère recrute des Retraités pour un travail libre et indépendant - Pour plus d'information contacter : 0770.82.96.46 - 0541.69.18.47

■SARL cherche un Electricien Bâtiment - Envoyez vos CV au : recrute.ab.one@gmail.com

■Recrute Vendeuse sérieuse, dynamique et présentable, ayant un bon sens de communication et l'esprit d'équipe - et Manutentionnaire - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■Pharmacie à Bir El Djir cherche Vendeur ou Vendeuse expérimenté (e) - Expérience minimum 2 ans - pour travailler de 9 h à 17 h (Salaire intéressant) - Tél : 0661.27.01.39

■Cherche Femme de ménage à ORAN - Contacter par Tél : 0553.30.26.33

■Dentiste cherche Collaborateur ou Collaboratrice pour Association avec Agrément dans un Cabinet en activité à ORAN - Tél : 0553.84.20.50

■Pharmacie cherche Vendeur expérimenté pour le soir - N° Tél : 0560.06.34.12

■Homme retraité chargé de la Fiscalité, Déclarant en douanes, Suivi bancaire, possédant Permis, apte pour un travail même hors wilaya : Cherche Emploi - Etudie toutes propositions - Tél : 0542.69.48.74

■Sté recrute à HASSI AMEUR cherche Responsable Marketing - Envoyer CV au : Recrutement.oran@hotmail.com

■ENT ETCEG 15 Rue Mirauchaux ORAN : Recrute Secrétaire de Direction - Connaissance Cahier des charges - Salaire motivant - Tél : 041.40.59.82 - 041.40.15.41 - Email : etpguassas@yahoo.fr

■Agence de Communication à Oran cherche : Des Délégués Commerciaux H/F sur TLEMCEN et SIDI BEL ABBES - Profil recherché : Universitaire - Bonne présentation - Sens de la communication et de la négociation - Merci de transmettre vos CV avec Photo à l'adresse suivante : recru.2015@yahoo.fr

■Société privée (SARL ALMECA) cherche : 01 Fraiseur et 02 Tourneurs - 01 Aide Ouvrier (Domaine Tournage) - Pour Atelier d'usinage à ORAN - Tél : 041.74.61.10 ou 0661.10.19.50 - Envoyez vos CV au : recrut.almeca2015@hotmail.com

■Particulier à Oran recrute Homme à tout faire (Notions de Maçonnerie + Permis de Conduire), marié de préférence - Possibilité de Logement pour personne hors wilaya - Contacter : 0776.07.71.43

■Ecole privée El Hayat School recrute : Agent de sécurité - Secrétaire avec expérience - Adjoint d'éducation - Se présenter muni d'un CV : Place Fontanelle - Gambetta - ORAN

■Cherche Jeune Femme pour gérer un Cybercafé à Point du Jour - ORAN - et qui a des connaissances en Informatique - Habite ORAN-EST - Tél : 0770.70.99.83

■Ets recrute : Ingénieur en Bâtiment et Technicien Supérieur en Bâtiment - Envoi CV Fax : 041.25.44.82 - ou Email : oranrecrute31@gmail.com

■Société privée / ORAN recrute : Magasinier expérience 02 ans - Comptable expérience 03 ans, maîtrisant normes SCF - Contact : recrutepro2014@gmail.com

■Recrute Opérateur Agent Polyvalent - Envoyer CV par Mail : etsyoussef@hotmail.com

■Sté recrute à HASSI AMEUR cherche Responsable Marketing - Envoyer CV au : Recrutement.oran@hotmail.com

■Cherche 1 Technicien pour Parabole collective provisoire à ORAN - Paie 60.000 DA/Mois - Contacter par Tél : 0553.30.26.33

■Ecole de Formation Professionnelle, sise à ORAN, recrute Agent Commercial (H/F) - Expérience exigée - Contacter : 0795.25.03.19 ou 0553.41.82.33 - lbs5dz@gmail.com

■IBS seeks qualified native speaker to teach English - Experience required - Contact : 0794.09.67.66 or 0795.25.03.19 - lbs5dz@gmail.com

■Ecole de Formation Professionnelle, sise à ORAN, recrute Professeur d'anglais (H/F) - Expérience exigée - Contacter : 0795.25.03.19 - lbs5dz@gmail.com

■Recrutons Vendeuses en matériels informatiques, connaissances informatiques exigées - Envoyer CV : biosart@outlook.fr

■Centre de Remise en forme recrute une Monitrice de sport diplômée d'Etat - Mobile : 0554.92.53.59

■Cherche Educatrice de crèche bilingue pour une crèche - de préférence habite à Bir El Djir - Appeler : 0556.17.12.35

■Une entreprise privée zone d'activité Chtelbo - ORAN - recrute Comptable / Aide Comptable et Assistant (e) administratif (ve) - maîtrisant l'outil informatique - Envoyez votre CV au : recrutement.gestion2016@gmail.com

■Je recrute une assistante en anglais bien vouloir avec l'expérience et gestionnaire de stock - Envoyez votre CV par mail : eurlmed10@yahoo.fr

■Sté Bureauque et Arts graphiques à ORAN cherche avec expérience : Aide Magasinier - Informaticien maîtrisant l'Infographie - Agent Commercial - Aide Comptable pour facturation - Résidant à ORAN-Ville - Envoyez votre C.V. avec Photo par email : recrut61@yahoo.fr

■Société privée à ORAN spécialisée en Production d'Emballage en Carton ondulé et de Distribution de Carton / Papier Recrute dans l'immédiat : (01) Attachée commerciale « Femme » - Merci d'envoyer votre CV à l'adresse suivante E-mail : gmpapier@gmail.com

■ORAN - Nville Société privée recrute : 1 Comptable conforme - 1 Administrateur polyvalent bon niveau GI et Expér. - 2 Agents Gardiens - 2 Commerciaux avec Expér. & terrains - 1 Agent Magasin - 1 Assist. Com + 3 ans Expér. - Ecrire : companynew22@gmail.com

■Société cherche à Oran : Comptable qualifié - Expérience minimum 05 ans - Envoyer Lettre de motivation + CV par E-mail : belayachimed@hotmail.fr

■Grand magasin de cosmétique de luxe au centre-ville d'Oran recrute Agent de saisie - Caissière - Vendeuse (âge 20 - 30 ans) - Résider à Oran - Tél : 0555.86.11.44

■Entreprise franco-algérienne recrute Ingénieur Informatique, commercial et profil atypique. Ambiance Google - CV sur : recrut@ingeniway.com

■Société à ORAN spécialisée dans la confection industrielle recrute : un Délégué commercial qualifié apte à se déplacer sur tout le territoire national - Email : emploitex@hotmail.com - N° Tél : 0560.95.86.83

■Je cherche des Employées Femmes Couturières et Finition à ORAN - Tél : 0770.31.16.41 - 0779.44.19.56

■Société import privée recrute un (e) Aide Comptable H/F - Expérience de 2 ans et maîtrise Comptabilité IFRS / Logiciel / Facturation / Outil informatique - Adresser CV + Lettre de motivation par mail : recrutement@cgi-dz.com

VEHICULES

■Vends : Tracteur agricole SONALICA 60 + Remorque 5 T + Citerne d'eau + Bétonnière ATLAS. Mobile - Tél : 0559.69.30.88

■Vends IBIZA Black Noir - Année 2015 - Tél : 0550.52.45.71 - 0773.95.76.26

■Vends Fourgon FORD « TRANSIT » Vitré - 9 Places - Clim - An 2002 - Visible Avenue Max Marchand N° 8 - Tél : 0559.50.83.50

■A vendre : V.W (TIGUAN R. LINE) - Année 2015 - Licence M - Roulé 5000 Km - Toutes options - Tél : 0794.41.93.22

■Echangerait TOYOTA 4/4 Double Cabine. Année 2013. Etat neuf. 10000 Km. Grise métallisée contre TOYOTA PRADO. Année 2009 ou 2010. Bon état. Peu roulé - Tél : 0771.31.95.17 ou 0793.99.81.52 (TLEM-CEN)

■Entreprise de Distribution des Produits Détergents et Cosmétiques à BLIDA cherche Location des Véhicules sans chauffeur - de Type : Expert, Peugeot, Jumpy, Renault Traffic Régions ORAN - Envoyez vos offres : distribution.center@email.com

■Vente ou Echange Bus HYUNDAI 70 places - 2004 - état propre + V. Expert - 2002 - L 2 - Etat normal - Prix intéressant - 0771.40.48.22

■TLEMCEN : Donne en location Bulldozer - état neuf - D 155A - Case - Tél : 0549.12.93.01

■Achat Véhicules accidentés ou en panne, Légers ou Lourds - Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

DIVERS

■Badr Consulting Office - 12, Rue Zelmat Lahouari - Cité Petit. ORAN : Prend en charge tous vos Travaux de : Secrétariat : Saisie - Impression - Photocopie et divers. - Consulting administratif général (Recrutement - G. rh - G. paie - Fiscalité) - Recouvrement de factures et de créances - Email : badrconsulting41@gmail.com - Tél : 0540.02.81.41

■Vends Chambre Froide « Négative ». Démontable - Marque ARIVALO (Espagnole) - Très bon état - Tél : 0549.75.96.81

■J. Homme sérieux cherche Numéro de Taxi à ORAN - Tél : 0772.42.06.54

■A louer Licence de Café à ORAN - Tél : 0775.51.13.43

■Vends : Affûteuse en très très bon état - Chariot de 2 mètres pour lames et tuyaux (ORAN) - Tél : 0540.92.57.00 - 0771.17.80.21

■Vends Panneau Publicitaire 3 D. à 4 affichages : 2 Affichages 2,20 m x 3,05 m (Bâche avec Tendeurs) + 2 Affichages : 1,25 m x 0,60 m (Forme de vitrine) - Robuste - Moderne et Inédit : 1 Panneau à 4 Affichages - Boumediène : 0662.42.09.06

■Pour tous vos Travaux de Plomberie - Chauffage central et Gaz - Contactez : 0560.927.870 - 0550.618.515 - 0551.665.770

■Vends à MOSTAGANEM : 2 Groupes électrogènes 19 KVA DANYO + 60 KVA PERKINS + Matériel de Boulangerie : Diviseuse + Façonneuse - Tél : 0771.83.27.91 - 0552.18.93.91

■A vendre Matériel de Boulangerie en activité - Tél : 0770.55.25.84 ou 0772.18.76.28

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machine « Mouchirs - Serviettes - Gobelets » - « Conditionneuse » - 036.65.33.34/35/36 / 0555.62.34.91/92

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines Transformation « Plastique - Papier - Carton » - 036.65.33.37/38 / 0555.62.34.93/94/95

■Vends Matériel de Boulangerie moderne semi industriel - neuf - 6 éléments - Contacter - Tél : 0782.80.92.37

■EURL Import Med vend : Echo Portable - Chariot - Couleur Dop. 4 D - 2 D - NB - Laser CO2 - Echo vétérinaire - ECG... et Occas. - Tél : 0771.63.32.73 - à 15 H

■A vendre Machine gazeuse complète Emballage 25 cl + moule - Tél : 0558.37.81.15

■L'IEA annonce Formations en préparation Concours Résidentat F.M.C. (Echo Gle - ECG - Doppler...etc.) - Vendeur Pharmacie - Contact : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 - 777 à partir de 14 h - Site : www.ecoleantart.com

■Bureau d'Etudes d'Architecture prend en charge tous vos Travaux dans le domaine du Bâtiment : Etude - Réalisation - Suivi - Permis de construire, démolir, lotir - Régularisation Conformité... etc. - Tél : 0553.55.70.72

■Vente Coffre-fort grand modèle - Livraison sur le territoire national - Tél : 0554.67.06.24

■STOP STAR TONNER ALGERIE Grossiste en Consommable informatique - Distributeur ORINK. Meilleur rapport Qualité / Prix / CANON HP EPSON XEROX RICOH SAMSUNG LEXMARK - Info : 0560.92.67.71 / 0560.05.54.30

■Importateur Grossiste dispose en stock : Papier peint - Moquette - Gerflex - Gazon synthétique - Tapis mosquée - Tapis couloir - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■Importateur Grossiste dispose en stock : Photo murale - Parquet stratifié - Parquet en PVC - Papiers adhésifs - Bordure décorative - Tapis rouge - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

SARL ER.RIHAB

vous offre trois possibilités d'effectuer une OMRA.

- Hôtel MOBARAK PLAZA I - 4 étoiles - 650 m du Haram (Voir Google) avec Petit Déjeuner Buffet 155 000.

- Hôtel MANARA 4 étoiles 730 m du Haram avec Petit Déjeuner - Buffet 150.000 DA

- Hôtel RIHAB MARMARA 4 étoiles 1400 m sans P.D. 130.000 Transport par Bus à toute heure.

L'OMRA avec ER-RIHAB IBADA et NOUZZHA

- ES-SENIA Cité les Chalets

Tél : 041 58 26 63
0669 32 46 39

- MASCARA

Tél : 045 80 17 74
045 81 31 92

CONDOLEANCES

Le président régional de l'Ordre des chirurgiens-dentistes Région de Tlemcen et l'ensemble des membres du Conseil, très affectés par le décès de :

Mme METAHRI

Née CHERIFI Halima

Mère du Dr METAHRI Benamar (E.P.S.P. de Remchi)

présentent à sa famille, leurs sincères condoléances et l'assurent de leur profonde sympathie.

A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons.

P/ Le Bureau

Dr BOURI Sidi Mohamed



40ÈME JOUR

Cela fait 40 jours que tu nous as quittés brutalement notre chère maman, grand-mère, tante. MASMoudi Zohra ép. OUKBIR Azzouz laissant derrière toi un immense vide que l'on ne peut combler. Aucun mot ne peut décrire notre douleur et notre tristesse. Le malheur de t'avoir perdue ne doit pas nous faire oublier le bonheur que tu as semé autour de toi. Nous évoquons tous les jours ta gentillesse, ta sagesse, ton sourire et ta générosité. La vie reprend ses droits mais ta disparition est une cicatrice indélébile. Nous remercions toutes les personnes qui ont partagé à notre douleur les familles OUKBIR, MASMoudi, RAMDANE, FERRAGH, LARGUET, IDJEDANI, BOUZERAR, BENTAYEB, KAMEL, VASSELLE, KHALFOUNI, RAHOUAL, BOUZAID, ZABIAN, et tous les voisins de BEN AKNOUN, et demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée et une prière à sa mémoire. Repose en paix. Que Dieu Tout-Puissant t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

CONDOLÉANCES

Le personnel de la clinique El MECHOUAR ORAN très peiné

par le décès de

Mme BOUZIANE Fatima

mère de leur collègue et ami le Dr BOUZIANE, survenu le 6 Janvier 2016,

présente à ce dernier et à ses proches ses condoléances

les plus sincères et les plus attristées.

PENSÉE

A la mémoire de notre chère maman

CHAOUI Yamina
Veuve Chadid
HADJAL.

Cela fait sept années (14-01-2009) déjà que tu n'es plus parmi nous. Tu as été une mère exemplaire par ton courage et ton dévouement. Tu es partie en laissant un immense vide que personne ne peut combler. Tu resteras toujours présente dans nos cœurs. Nous demandons à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour toi. ALLAH Yahmak Ya Ma.

Ta fille Mimi



AVIS DE DÉCÈS

La famille

BENOSMANE,

parents et alliés

ont la douleur

de faire part du

décès de leur

chère regrettée mère

HASSAÏNE DAOUADJI

KHEDIDJA,

âgée de 86 ans, survenue

le 08 Janvier 2016.

L'enterrement a eu lieu le 09

Janvier 2016 à MOSTAGANEM.



MÉMOIRES ET PENSÉES

RAHMANI
ABDELKADER

Décédé le 14

Janvier 2004.

12 ans que tu

nous as quittés cher et adoré

papa.

Nos cœurs en deuil, nos

pensées toujours à toi.

Nous restons dévouées et

fidèles pour des prières pour toi.

Ton dévoué fils Habibo



PENSÉE

Mr MEKKAOU
BENAOUMEUR

Déjà 1 an que tu nous as quittés.

Cette date me peine

tellement que je ne

trouve pas les mots

pour exprimer mes

sentiments. Combien ton absence est

penible. Tu étais tout pour nous, surtout

après le décès de maman, même toi tu es

parti. Tu nous as laissés seuls.

Mais vous êtes toujours présents dans

mon cœur. Je n'arrive pas à vous oublier

mes chers parents. Merci Papa et Maman

pour les valeurs que vous nous avez

transmises.

Reposez en paix chers Papa et Maman

Votre fille qui vous aime

et qui ne vous a jamais oubliés

Yamina



PENSÉE

« Les hommes ne meurent pas quand on les enterre, ils meurent quand on les oublie ».

Une pieuse pensée à notre bien-

MINISTÈRE DU COMMERCE
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'ORANIE

وزارة التجارة
غرفة التجارة والصناعة للاحية وهران

AVIS

La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie vous propose pour la session de Janvier 2016 :

Des Formations Diplômantes (Diplôme d'Etat)

- CMTC (24 mois)
- CED (12 mois)
- Brevet de Technicien Supérieur (30 mois) en :
 - Tourisme (Agence de voyages, Accueil, Administration hôtelière, Guide touristique local)
 - Banque
 - Comptabilité et Gestion
 - Marketing
 - Commerce international
 - Informatique
 - Gestion des Ressources Humaines

❖ **SCF (Système Comptable Financier), 90 heures.**

Pour plus d'informations, le Département de la Formation est à votre disposition.
Adresse : 08, Bd de la Soummam - ORAN
Tél : 041 29 54 77 / 29 11 61 / 29 37 42
Fax : 041 29 63 12
Mobile : 05 60 05 63 85
Mail : formation.ccio@yahoo.fr

MINISTÈRE DU COMMERCE
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'ORANIE

وزارة التجارة
غرفة التجارة والصناعة للاحية وهران

AVIS

La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie vous propose pour la session de Janvier 2016 :

Des Formations Supérieures Diplômantes

- **D.E.S.S. (Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées) en :**
 - Management
 - Marketing
 - Ressources Humaines
 - Comptabilité et Finance
 - Audit et Contrôle de gestion
 - Assurance
 - Communication
- **Masters Professionnels (18 mois) en :**
 - Commissionnaires en douanes (12 mois)
 - Ingénieur d'application en informatique (18 mois)
 - Ingénieur d'affaires (18 mois)
- **Masters Juniors (24 mois) en :**
 - Management général
 - Management des Ressources Humaines
 - Management de la qualité, hygiène, sécurité et environnement (QHSE)
 - Finance
- **Des formations à la carte sur site ou à la C.C.I.O. en fonction des besoins de l'entreprise**

Durée de la formation : 12 mois

Pour plus d'informations, le Département de la Formation est à votre disposition.
Adresse : 08, Bd de la Soummam - ORAN
Tél : 041 29 54 77 / 29 11 61 / 29 37 42
Fax : 041 29 63 12
Mobile : 05 60 05 63 85
Mail : formation.ccio@yahoo.fr

Groupe industriel, recrute dans l'immédiat :

- Un Conducteur chargeur
- Un Cariste
- Un Ouvrier
- Un Electromécanicien

Qualités et aptitudes nécessaires :

- Aimer travailler en équipe car vous aurez à collaborer avec des collègues ouvriers, techniciens et ingénieurs à la production
- Sens des responsabilités et du sérieux
- Résident l'axe d'Oran Est
- Expérience : plus de 3 ans (Souhaitable)

Veuillez envoyer votre candidature au fax suivant : 041 42 29 98
Ou à l'adresse mail suivante : rh.recrutement.oran31@gmail.com

Station d'enrobage située à Oran

Vend

- Enrobé à chaud toute formulation sous trémie ou sur site
- Cut-back 0/1
- Cut-back lourd 400/600 à des prix attractifs

Pour plus d'information, contacter N°
0550.95.93.94

MEDECINS

DIPLOMES FRANÇAIS à Oran

- Diabétologie

Session 1 du 29 au 30 Janvier

- Echographie Générale et Obstétricale.
- Echographie Pédiatrique.

Session 1 du 07 au 10 Avril

PLUS DE RENSEIGNEMENTS
05 57 51 96 59
WWW.ISSGROUPFRANCE.COM

Entreprise Privée Recrute

*** Dessinateur en dessin industriel**

Profil requis :

- Ingénieur, Mastère ou DEUA en fabrication mécanique ou métallique
- Savoir dessiner avec le logiciel Solide Works
- Avoir une expérience plus de 3 ans.
- Résider à Oran et ses environs
- Age : 25 ans et plus

Avantage :

- Salaire motivant
- Cadre de travail agréable
- Poste de carrière

Envoyer C.V. détaillé au : recrut@live.fr

FOUR POINTS BY SHERATON Oran

RECRUTE

01 Assistante Gouvernante Générale
Expérience en hôtellerie (Housekeeping)

02 Gouvernantes d'Etage
Expérience en hôtellerie (Housekeeping)

01 Comptable des Investissements
Chargé des inventaires physiques et suivi des actifs de l'entreprise

01 Responsable des Evènements
En charge des banquets, discothèque et bar (profil restaurateur)

Envoyez votre CV, en précisant le poste dans l'objet de l'email/fax, à : **recrutement-fp.oran@fourpoints.com / Fax : 041 590 241**

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère du Commerce
Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie

Sous le parrainage de Monsieur le wali d'Oran

la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie Organise

Séminaire sur la Loi de finance 2016

le 21 janvier 2016 à l'Hôtel Sheraton d'Oran

Cette rencontre, sera animée par des haut cadres des directions générales des impôts, du domaine national et des douanes.
contact: 041292959 - 0560977631

KNAUF **Senia** **GOLD VISION** **Sheraton Oran** **UP** **DINELEC** **Unilever** **SERPI**

Football - Ligue 1

Confirmation pour les uns
et renouveau pour les autres

M. Benboua

Après une trêve bien méritée pour les uns, alors que d'autres revenus tôt à la compétition le week-end dernier avec le déroulement des seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie, l'heure du retour a sonné pour les pensionnaires de l'élite qui aborderont ce week-end la seconde phase du championnat de Ligue 1. Cette 16^{ème} journée sera scindée en trois étapes et s'annonce d'ores et déjà très indécise, du fait que le programme des rencontres nous propose deux alléchants derbies et des chocs qui vaudront le déplacement.

Ainsi, ce soir, le stade du 5-Juillet d'Alger, sera le théâtre d'une belle affiche entre voisins, l'USMA, qui n'est autre que le leader du championnat, et le NAHD qui occupe le ventre mou du classement. Avec déjà dix points d'avance sur son dauphin, le team de Sous-tara paraît imperturbable et un

éventuel autre succès demain permettra aux hommes de Hamdi Miloud d'augmenter leur avance sur ces deux proches poursuivants qui seront face à face ce samedi. A l'inverse, le Nasria, qui a connu une moitié de saison mi-figue mi-raisin, tentera de rebondir d'entrée afin de fuir le danger. Vendredi, les regards seront braqués vers le stade Ahmed-Zabana où le Mouloudia d'Oran, qui reste sur une série de trois victoires d'affilée, croisera le fer avec sa bête noire, l'ES Sétif, dans un choc intéressant.

Les Oranais qui ambitionnent de revenir en force lors de cette phase retour, seront toutefois dans l'obligation de passer l'écueil de l'Aigle noir qui n'a certes rien montré d'extraordinaire ces six premiers mois, mais sur qui il faudra compter pour la suite. Toujours à l'Ouest, le RC Relizane, premier potentiel relégable, affrontera le DRB Tadjenanet dans un match ouvert et indé-

cis, alors que l'USM Harrach sera à l'épreuve de la JS Saoura à Béchar, ce qui n'est pas une simple affaire pour la formation de Charef. Pour ce qui est des matches de samedi, on suivra avec attention le derby entre le CRB et le MCA qui a fait couler beaucoup d'encre à propos de sa domiciliation. Pour les gars du Doyen, disent-ils, la meilleure réponse sera sur le terrain, où les hommes d'Ighil ne jurent que par la victoire. Mais attention, le Chabab version Alain Michel ne manque pas d'arguments, comme en témoigne sa seconde place au classement. Espérons juste que le fair-play soit omniprésent lors du match. Non loin de là, à Blida plus précisément, l'USMB croisera le fer avec l'ASM Oran, dans un match à six points entre deux équipes qui restent sur une élimination amère en Coupe d'Algérie face à des formations de paliers inférieurs. Par ailleurs, à Béjaïa, le MOB ne devrait pas trembler devant la lanterne rouge, le RC Arba, qui a subi une véritable saignée lors de ce mercato hivernal, tandis que le CS Constantine, qui flirte avec le danger malgré les moyens mis à sa disposition, reçoit la JS Kabylie dans un duel ouvert. Les deux équipes ont besoin de points pour améliorer leur classement, ce qui veut dire que les trois points sont capitaux.

Aujourd'hui à 18h00

5 juillet : USMA - NAHD

Vendredi à 15h00

Relizane: RCR - DRBT

Oran (16h00): MCO - ESS

Béchar (18h00): JSS - USMH

Samedi à 15h00

Blida: USMB - ASMO

Alger (20 août): CRB - MCA

Béjaïa (16h00): MOB - RCA

Constantine (16h00): CSC - JSK

Ex-bras droit de Joseph Blatter

Le SG de la FIFA Jérôme Valcke limogé



A un mois et demi de l'élection du nouveau président de la Fifa, les têtes continuent de tomber: le N.2 Jérôme Valcke a été limogé mercredi après avoir été mis en cause dans une revende de billets du Mondial-2014, énième volet de la plus grave crise de l'instance suprême du ballon rond. C'est par une décision d'un comité d'urgence que le contrat de travail liant la Fifa à Jérôme Valcke, 55 ans et ex-bras droit de Joseph Blatter, a été rompu.

En moins d'un mois, le sommet du foot mondial a donc perdu ses trois personnages les plus puissants, puisque le 21

décembre, Sepp Blatter, président démissionnaire de la Fifa, et Michel Platini, président de l'UEFA, ont été suspendus pour 8 ans de toute activité liée au football.

Blatter, 79 ans, et Platini, 60 ans, ont été sanctionnés par la justice interne de la Fifa pour un paiement controversé de 1,8 million d'euros du premier au second en 2011 sans contrat écrit pour un travail de conseiller achevé par l'ancien capitaine de l'équipe de France en 2002. Les juges de la Fifa y ont vu principalement un «abus de position» et un «conflit d'intérêt» Platini a renoncé à se pré-

senter à l'élection à la présidence de la Fifa programmée le 26 février à Zurich, n'ayant plus le temps d'épuiser les voies de recours pour tenter de lever une suspension qu'il conteste. Comme Blatter, tous deux évoquent un contrat oral, type d'engagement accepté en Suisse. Il n'y a plus que cinq candidats en lice: l'ancien membre de la Fifa Jérôme Champagne, le secrétaire général de l'UEFA Gianni Infantino, l'homme d'affaires sud-africain Tokyo Sexwale, le prince jordanien Ali et le président de la Confédération asiatique Cheikh Salman Bin Ebrahim Al Khalifa.

Espagne -Droits TV

Accord à 2,4 milliards d'euros
pour la Liga et la Coupe d'Europe

Telefonica, géant de la télécommunication en Espagne, vient de conclure un accord avec son concurrent Mediapro à hauteur de 2,4 milliards d'euros sur trois ans pour diffuser la Liga et la Coupe d'Europe.

Avec des droits télé du foot qui explosent en Espagne comme partout en Europe, le groupe Mediapro a décidé de revendre une partie de ses

droits à son concurrent Telefonica pour 2,4 milliards d'euros. Un accord qui permettra au géant espagnol des télécommunications, qui détenait déjà le premier choix du Championnat espagnol, de co-diffuser d'autres matches de Liga et de seconde division espagnole, ainsi que la Coupe du Roi durant les trois prochaines saisons (2016-2019). Le contrat prévoit également la

cession, en co-diffusion, de certains matches de Ligue des champions et de Ligue Europa jusqu'à la fin de l'exercice 2017-18.

Une belle opération financière pour Mediapro qui avait acheté le deuxième lot de la Liga (8 rencontres de première division ainsi que la Coupe du Roi) en décembre dernier pour 1,9 milliards d'euros sur trois ans.

Division nationale amateurs Ouest
Duel à distance, CRBBB-RCBOR

M. B.

C'est le duel à distance Centre le leader, le CRB Benbadis et son dauphin, le RCB Oued R'hieu qui retiendra l'attention cette 15^{ème} et dernière journée du championnat dans ce groupe, qui se jouera en intégralité vendredi. En effet, la question est de savoir qui aura l'insigne honneur de remporter le titre symbolique de champion de l'aller. Dans ce sens, nous sommes en droit de penser que le CRBBB bénéficie de l'avantage du pronostic, puisqu'il compte non seulement un

point d'avance sur son principal rival, mais il évoluera également dans son antre face à la formation irrégulière de l'ES Mostaganem, alors que le RCBOR effectuera un périlleux déplacement à Remchi pour se mesurer à l'USR qui veut absolument se rapprocher du peloton de tête. Pour ce qui est des autres poursuivants, l'ASB Maghnia, qui compte un match en moins, sera du voyage à Bougtob pour défier le MB Hassasna, ce qui pourrait lui permettre de garder le contact avec le leader, tandis que l'ESM Kolea évoluera à Mostaganem

devant le Widad local qui est bien loin de son niveau habituel. L'autre Widad, celui de Tlemcen, qui continue de décevoir ses fans, tentera de ralentir sa chute en allant défier le CRB Senghas à Chlef. Il faut dire qu'un éventuel échec pourrait provoquer l'implosion dans la maison widadie. Par ailleurs à Oran, le SCMO s'efforcera de bien terminer cette phase aller en donnant la réplique à la JSM Tiaret. Les gars du Sporting, qui ont laissé une bonne impression lors de leur dernier match de Coupe d'Algérie face à l'USMBA, ont des atouts à faire valoir mais également une belle opportunité pour recoller au peloton de tête d'autant plus qu'ils comptent un match en moins. Enfin, le SA Mohammadia et le GC Mascara partent avec les faveurs du pronostic face respectivement à l'IS Tighennif et au SKAF.

Vendredi à 15h00

Chlef: CRBS - WAT
Bougtob: MBH - ASBM
Mohammadia: SAM - IST
Mostaganem: WAM - ESMK
Mascara: GCM - SKAF
Remchi: USR - RCBOR
Oran: SCMO - JSMT
Sidi Bel-Abbès: CRBBB - ESM

Division nationale amateurs Centre
L'IBKEK à l'aise, bras de fer à Réghaia

A. L.

Au rythme qu'il a imprimé depuis deux mois, il serait illogique que l'IBKEK ne se pare pas du titre symbolique de champion d'hiver. En effet, on ne voit pas comment l'USOA pourrait résister à la détermination des gars de Khemis El Khechna. La question du fau-

teuil de leader n'étant donc pas d'actualité, il reste à évaluer les chances des postulants aux deux autres marches du podium actuellement occupées par le WAB et le NARBR. Or, justement, ces deux formations se livreront un sacré bras de fer à Réghaia. Le bilan du Nadi à domicile ne comporte aucun revers avec trois suc-

cès et deux nuls. Il y a que la défense est très vigilante avec un seul but encaissé ! Ainsi donc, les Boufarikois doivent faire preuve d'efficacité pour s'en sortir. Dans le cas contraire, c'est le NARBR qui sera le dauphin, suivi du MCM, plus à l'aise à domicile face au CRBDB plutôt timide hors de ses bases, sans aucune victoire.

Les Bordjis, au terme de quatre défaites d'affilée, veulent arrêter l'hémorragie en accueillant l'USMC qui pointe au cinquième rang.

De son côté, la JSD paraît en mesure de battre le RCB, alors que le suspense règnera sur les débats JSHD-IBLK, WRM - CRBT et JSMC - RCK.

Vendredi à 15h00

Chéraga: JSMC - RCK
M'sila: WRM - CRBT
K El khechna: IBKEK - USOA
Réghaia: NARBR - WAB
Bourouba: JSHD - IBL
Jijel: JSD - RCB

Samedi à 14h00

BB Arréridj: USFBBA - USMC
Ouargla: MCM - CRBRB

Division nationale amateurs Est
Le MOC en danger à Biskra, le leader
et son dauphin sur du velours

M. B.

En attendant la mise à jour du calendrier, l'USM Annaba tentera de conforter un peu plus son fauteuil en donnant la réplique à l'USM Aïn Beida, alors que son dauphin, l'Entente Collo qui compte un match en moins, reçoit le MSP Batna. Deux rencontres entre formations aux objectifs diamétralement opposés.

En effet, l'USMAN qui envisage de faire le plein de

points face à la lanterne rouge, devra patienter jusqu'au 19 janvier (mise à jour de la 13^e journée) pour savoir s'il sera champion de l'aller. Cela dépendra également des résultats de son dauphin, l'E.C, qui n'a pas droit à l'erreur ce week-end déjà devant le MSPB, un mal classé. Pour leur part, les deux heureux qualifiés aux huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie, l'US Tébesa et le HB Chelghoum Laïd, aborderont cette 15^{ème} étape avec un moral au

beau fixe. Si l'UST aura fort à faire à Aïn M'lila, il n'en demeure pas moins que le HBCL part avec l'avantage du pronostic face au CRVillage Moussa en dépit du huis clos. Deux autres rencontres sont sanctionnées par le huis clos, ce qui est dommage pour le spectacle. Il s'agit des débats NRB Touggourt - ES Guelma et US Biskra - MOC. Dans cette dernière opposition, les Constantinois n'ont pas droit à l'erreur s'ils veulent se mêler à la course à l'accèsion.

Enfin, à Merouana, l'ABM tentera de terminer cette première manche sur une bonne note en accueillant l'USM Khenchela, alors que le NC Magra effectuera un périlleux déplacement pour défier Hamra Annaba qui n'est pas prête à faire des concessions.

Vendredi à 15h00

Merouana: ABM - USMK
Aïn Beida: USMAB - USMAN
Aïn M'lila: ASAM - UST
Chelghoum Laïd: HBCL - CRVM
Touggourt: NRB - ESG
Annaba: Hamra - NCM
Collo: E.Collo - MSPB
Biskra: USB - MOC

Allemagne
La pépète Leroy Sané
en route vers le FC Barcelone

Shalke 04 pourrait bien voir partir l'une de ses pépètes. Son nom : Leroy Sané.

Le milieu offensif qui vient de fêter son 20^{ème} anniversaire serait en effet dans les petits papiers du grand FC

Barcelone. Club qui aurait décidé, selon L'Équipe, de payer la clause libératoire du joueur de Gelsenkirchen fixée à hauteur 37 millions d'euros.

Le quotidien sportif rajoute même que le club blau-

grana et le joueur se seraient mis d'accord sur un bail de six ans à partir du 1^{er} juillet, et ce malgré l'appétit madrilène. Une ascension fulgurante pour celui qui a fait ses débuts en pro en avril 2014 outre-Rhin.

Ligue 2 Grande explication à Sidi Bel-Abbès

A. L.

Nombreux sont ceux qui attendaient avec impatience la reprise du championnat de la Ligue 2 où la lutte, tant pour l'accession qu'en vue du maintien, va reprendre de plus belle. Il faudra prendre en compte plusieurs paramètres pour évaluer les chances de chacun. Il y a d'abord le niveau dont on a une idée au terme de la phase aller. Ensuite, certains clubs se sont renforcés, à l'inverse de ceux frappés d'interdiction de recrutement. Enfin, on sera curieux de connaître la forme après cette trêve. En premier lieu, à tout seigneur, tout honneur, on citera l'USM-BA, un leader qui a clairement affiché ses prétentions en se renforçant, alors que l'effectif est déjà satisfaisant. Les camarades de Cherifi accueilleront le PAC, la jeune et séduisante équipe de Chérif El Ouazani. En prenant en considération les caractéristiques des deux formations, on devrait assister à un débat disputé et de bon niveau. Les protégés de Benyellès doivent se méfier des jeunes du Paradou qui jouent sans complexe. Les leaders actuels sont conscients que cinq de leurs poursuivants auront, eux aussi, l'avantage de recevoir. En premier

lieu, le CAB et la JSMB, co-dauphins séparés par le goal-average seulement. Pour leur part, les protégés de Rachid Bouarata partent avec les faveurs du pronostic face à la jeune équipe de l'USC qui lutte pour son maintien en compagnie du MCS et de l'USMMH. C'est le même avis du côté de Bejaïa où la JSMB reçoit une équipe de la JSMS en pleine crise et où on relève le retour aux commandes de Abdelkrim Bira. Ces turbulences n'augurent rien de bon pour les Skikdis. Par ailleurs, il serait étonnant que l'OM, à l'affût derrière le trio de tête, ne rafle pas la mise, son hôte n'étant autre que l'USMM Hadjout, c'est-à-dire la lanterne rouge, déjà distancée. On citera ensuite le match ASO - CRBF qui se déroulera samedi, ce qui signifie que les Chélifiens auront

le loisir de connaître tous les résultats et le classement. Les partenaires de Salhi devraient écarter le CRBAF de leur chemin et conserver leur place. De son côté, le CABBA, dans son fief du 20-Août 1955, est en mesure de battre l'A Bousaâda au parcours moyen jusqu'à présent. En revanche, le MCS devra se surpasser pour rafler la mise face au MCEE, même si deux facteurs pourraient être favorables aux Saïdéens. D'une part, ils sont de retour sur le stade Bracci et, d'autre part, les gars d'El-Eulma sont encore sous le coup de leur élimination de la Coupe d'Algérie. Enfin, le duel ASK- OMA revêt un caractère particulier entre deux clubs en proie à de sérieux problèmes. On en déduit que celui qui gèrera le mieux sa situation aura les meilleures chances de l'emporter.

Vendredi à 15 h 00

Sidi Bel-Abbès :	USMBA	-	PAC
Médéa :	OM	-	USMMH
Saïda :	MCS	-	MCEE
B.B Arréridj :	CABBA	-	ABS
Khroub :	ASK	-	OMA
Béjaïa :	JSMB	-	JSMS
Batna :	CAB	-	USC

Samedi à 15 h 00

ASO	-	CRBAF
-----	---	-------

MO Constantine- L'AG reportée faute de quorum Demigha claque la porte !

A. Mallem

C'est une véritable débandade au MOC. Qu'on en juge : l'assemblée générale, prévue mardi dernier pour permettre au président Demigha de remettre sa démission, a capoté faute de quorum. Seuls 24 membres étaient présents sur les 130 que compte l'AG. Pire encore, certains d'entre eux se sont accrochés verbalement et physiquement avec Demigha parce qu'ils n'ont pas accepté de verser la somme de 5.000 dinars exigée par le président afin d'avoir le droit de siéger à l'assemblée

générale. Face à une telle situation, le représentant de la DJS a appliqué le règlement à la lettre, et décidé de reporter l'AG électorale à jeudi 21 janvier. Mais, ne voulant pas en démordre, Demigha a déposé quand même sa démission devant le représentant de l'administration et a claqué la porte. « Dans tous les cas de figure, je ne reviendrai plus jamais au MOC », a-t-il déclaré avant de partir pour regagner son domicile à Alger. Tous ces événements signifient que, pratiquement, le MOC est à l'abandon. Tout au plus, Demigha s'est contenté simplement de

recommander qu'on désigne deux ou trois personnes pour accompagner l'équipe ce week-end pour le match de championnat contre l'US Biskra dans la capitale des Zibans, ainsi que face à l'ASAM que le MOC accueillera au stade Hamlaoui pour le match en retard de la 14^{ème} journée.

Telle est à l'heure présente la situation au sein du MOC, au grand désespoir des supporters qui ne savent plus à quel saint se vouer et se demandent si leur équipe, sauf miracle, n'est pas d'ores et déjà écartée de la course à l'accession cette saison.

CS Constantine Cherfa et Mellouli en renfort

Les joueurs Walid Cherfa et Farid Mellouli devaient s'engager hier avec le CS Constantine avant la clôture du mercato d'hiver, a appris l'APS auprès d'Abdelkrim Hamiti, directeur général du club. Cherfa sera à sa deuxième expérience dans le championnat algérien. Il avait déjà porté les couleurs du MC Alger en 2011, mais il n'y était resté que six mois. Ce défenseur de 29 ans a évolué également à Toulouse FC

et à Tours FC (France), ainsi qu'au Gimnastic de Tarragona, Girona FC et Albacete (Espagne). Son dernier club étant AEL Kalloni (Grèce). Quant à Mellouli, lui aussi défenseur, il a rompu mardi son contrat avec Al-Qadissia six mois après son arrivée dans ce club de première division saoudienne en provenance de l'ES Sétif. Par ailleurs, la direction du CSC a définitivement écarté la piste du milieu de terrain du MC Al-

ger (Ligue 1), Abdelmalek Mokdad, après l'échec des négociations entre les deux clubs, a encore informé le responsable constantinois. Le CSC, engagé cette saison en Coupe de la Confédération africaine (CAF), a effectué une première partie de saison décevante. Le club de Cirta a terminé la phase aller du championnat à la 13^e place et s'est fait éliminer dès les 32^e de finale en Coupe d'Algérie.

Basket-ball- Superdivision A Sursaut d'orgueil de l'O Batna et de l' USM Blida

Fouad B.

Comme pronostiqué dans notre papier de présentation pour cette 14^e journée, les gros bras de l'élite ont tous ou du moins la plupart, excepté le NB Staouéli, bien négocié cette étape. Ainsi, les deux co-leaders en poste, en attendant la mise à jour générale du calendrier où reste concerné le GS Pétroliers, n'ont pas fait dans la dentelle pour camper sur leur position en allant arracher une autre victoire. En effet, le CRB Dar

El-Beida et le NA Hussein-Dey ont en fait pris le meilleur, le premier à El-Eulma sur le PSE local et le second à Skikda aux dépens de l'ABS qui va de mal en pis. Le GSP sans forcer et comme à l'entraînement s'est baladé devant le dernier de la classe, le COBB Oran. Idem pour l'IRBB Arréridj qui en a fait de même à Miliana devant l'OMS Miliana qui est en total déclin. Pour sa part, l'US Sétif, supérieur à tous les niveaux et plus frais physiquement, a écrasé de tout son poids le WA Boufarik. A noter le sursaut d'or-

gueil de l'USM Blida et de l'O Batna vainqueurs respectifs du RCC à Constantine et du NB Staouéli qui est retombé dans ses travers.

Résultats :

US Sétif	.....	86-45	.....	WA Boufarik
GS Pétroliers	.....	95-55	.....	COBB Oran
OMS Miliana	54-77	IRB Bordj	Bou-Arréridj	
PS El-Eulma	.....	62-75	CRB Dar Beida	
AB Skikda	.....	55-78	NA Hussein-Dey	
O. Batna	.....	74-66	NB Staouéli	
RC Constantine	..	69-71	USM Blida	

Volley-ball - Qualification aux J.O 2016

L'Algérie au tournoi de rattrapage en mai

La Fédération tunisienne de volleyball (FTVB) a présenté sa candidature pour l'organisation en mai prochain du tournoi annexe qualificatif aux Jeux Olympiques de Rio-2016, a rapporté hier l'agence tunisienne TAP citant une source de la FTVB. Ce tournoi intercontinental devrait réunir en mai prochain les sélections de Tunisie, d'Algérie (représentants de l'Afrique), du Mexique et du Chili (représentants

de l'Amérique). La sélection algérienne a composé son billet pour ce tournoi grâce à la 3^e place décrochée au tournoi africain qualificatif disputé à Brazzaville (Congo). Le Six national s'est imposé face au Cameroun (3-2) en match de classement. L'Egypte s'est qualifiée directement aux JO de Rio après sa victoire en finale du tournoi face à la Tunisie (3-2). Le Brésil, pays hôte, les Etats-Unis, l'Italie, l'Ar-

gentine, Cuba, la Russie, ont également assuré leur participation aux JO-2016. Selon l'attaché de presse de la FTVB, Taoufik Laâbidi, « la Tunisie a de fortes chances d'obtenir l'organisation de ce tournoi de rattrapage auquel elle s'est présentée depuis un certain temps ». La Tunisie a assuré à six reprises sa qualification aux JO dont la dernière édition organisée en 2012 à Londres.

AS Rome Rudi Garcia démis de ses fonctions, Spalletti de retour

L'entraîneur français Rudi Garcia a été démis de ses fonctions à la tête de l'AS Rome, a annoncé le club hier dans un communiqué. Garcia (51 ans) était arrivé à Rome à l'été 2013 et a terminé deux fois deuxième du championnat d'Italie avec le club giallorosso. Mais cette saison, à mi-championnat, la Roma n'est que cinquième de Serie A, à sept points du leader Naples. «En mon nom et au nom de toute l'AS Rome, je veux remercier Rudi Garcia pour l'important travail fourni depuis son arrivée», a écrit le président américain du club James Pallotta dans le communiqué. «Nous avons vécu ensemble des moments positifs, mais

nous considérons que c'est le bon moment pour changer», a-t-il ajouté.

L'entraînement prévu ce hier après-midi sera assuré par Alberto De Rossi, père du milieu de terrain de la Roma Daniele De Rossi et responsable des équipes de jeunes. Mais le nouvel entraîneur du club romain devrait être Luciano Spalletti qui, selon les médias italiens, est arrivé hier soir aux Etats-Unis pour y rencontrer Pallotta. Spalletti, qui est âgé de 56 ans, a déjà dirigé la Roma de 2005 à 2009. C'est avec lui que les giallorossi ont remporté leurs derniers trophées: deux coupes d'Italie en 2007 et 2008 et une Supercoupe d'Italie en 2007.

Scandale FIFA Maradona charge de nouveau Platini et Blatter



Diego Maradona s'est fait photographe vêtu d'un tee-shirt illustré d'un portrait mêlant Joseph Blatter et Michel Platini surmonté de l'inscription «Two thieves» (Deux voleurs), cliché publié mardi sur les réseaux sociaux. Sur la photo prise par le journaliste argentin Daniel Arcucci qui l'a rencontré à Dubai, la légende du foot argentin arbore fièrement ce tee-shirt bleu ciel et commente, selon Arcucci: «Cela fait 25 ans que je vous le dis». Adversaire de Platini sur les terrains, Maradona s'en prend vertement au président de l'UEFA et à Blatter, président démissionnaire de la Fifa, depuis qu'ils sont officiellement impliqués dans une affaire de corruption à la Fédération internationale. En septembre, Maradona avait accusé sur la radio française Europe 1 Blatter d'avoir «appris à voler à Pla-

tini». «Mais moi je ne suis pas un voleur. Blatter a fait beaucoup de mal au foot et avec Platini ils ont créé une comédie. Ils font semblant d'être séparés, un à la Fifa et l'autre à l'UEFA, alors qu'en fait ils ont toujours été l'un à côté de l'autre», avait-il ajouté. Les deux hommes, jusqu'ici les plus puissants de la planète football, ont été suspendus le 21 décembre en raison du paiement controversé de 1,8 million d'euros de Blatter à Platini en 2011 pour un travail de conseiller sans contrat écrit terminé en 2002. La charge de corruption n'a pas été retenue par le tribunal interne de la Fifa, qui les a en revanche jugés coupables d'abus de position, de «conflit d'intérêt» et de «gestion déloyale». Platini, qui brigait la succession de Blatter à la tête de la Fifa, a finalement retiré sa candidature le 7 janvier.

En prévision des éliminatoires de la CAN-2017 (U-20) Algérie - Egypte en amical les 26 et 28 janvier

La sélection égyptienne de football des moins de 20 ans (U-20) est attendue à Alger le 24 janvier en cours pour deux rencontres amicales face à son homologue algérienne dans le cadre des préparatifs des deux équipes pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2017) de la catégorie en Zambie. Les deux matchs sont prévus le 26 et le 28 courant, dans des stades qui restent à désigner, a appris l'APS mercredi auprès

de la FAF. L'équipe algérienne qu'entraîne Mohamed Mekhazni depuis une année se trouve actuellement en stage au centre technique de la FAF à Sidi Moussa (Alger). Le tirage au sort des éliminatoires de la CAN aura lieu le 5 février prochain en marge du championnat d'Afrique des joueurs locaux (CHAN-2016) programmé au Rwanda, avait annoncé samedi le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, au cours d'une conférence de presse.

AIR ALGÉRIE

----- Jeudi -----	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	08h15
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	08h45
Oran - Annaba	17h05
Oran - Ghardaïa	15h00
Oran - Tamenrasset	15h00
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
Alger - Oran	12h00
Ouargla - Oran	14h25
In Aménas - Oran	11h50
Adrar- Oran	11h55
Annaba - Oran	19h40

----- Vendredi -----	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	14h00
Oran - Alger	19h45
Oran - H. Messaoud	09h00
Oran - Constantine	14h45
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
H. Messaoud - Oran	11h45
Constantine - Oran	17h05
Ghardaïa - Oran	11h35
Tamanrasset - Oran	08h15

INTERNATIONAL

----- Jeudi -----	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h35
Oran - Lyon	09h15
Oran - Casablanca	14h15
Oran - Toulouse	15h00
Oran - Paris-(CDG)	15h05
Oran - Marseille	15h35
Oran - Alicante	16h35
Oran - Jeddah	17h50

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	13h50
Barcelone - Oran	12h05
Lyon - Oran	14h05
Casablanca - Oran	17h45
Toulouse - Oran	18h45
Paris-(CDG) - Oran	20h45
Marseille - Oran	20h00
Alicante - Oran	15h30
Jeddah - Oran	07h10

----- Vendredi -----	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Casablanca	08h05
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	10h05
Oran - Paris-CDG	15h05
Oran - Alicante	15h35
Oran - Medine	23h10

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	13h50
Casablanca - Oran	18h20
Marseille - Oran	08h05
Toulouse - Oran	13h50
Paris(CDG) - Oran	20h45
Alicante - Oran	17h55
Medine(+1)- Oran	11h50

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer/ Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Mer/Jeu/Ven/Dim	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15/16h35
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30

**TRAIN**

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30
ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



ALGÉRIE FERRIES	
Janvier	
DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Jeu 14 - 18h00	Ven 15 - 07h00
ALICANTE / ORAN	
Ven 15 - 19h00	Sam 16 - 07h00
ORAN / MARSEILLE	
Dim 17 - 12h00	Lun 18 - 14h00
MARSEILLE / ORAN	
Mar 19 - 12h00	Mer 20 - 14h00

TRASMEDITERRANEA	
DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALMERIA	
Lun 18 - 21h00	Mar 19 - 06h00
Lun 25 - 21h00	Mar 26 - 06h00
ALMERIA / ORAN	
Dim 17 - 23h59	Lun 18 - 08h00
Dim 24 - 23h59	Lun 25 - 08h00

ALMERIA / ORAN	
Dim 17 - 23h59	Lun 18 - 08h00
Dim 24 - 23h59	Lun 25 - 08h00



DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALMERIA	
Lun 18 - 21h00	Mar 19 - 06h00
Lun 25 - 21h00	Mar 26 - 06h00
ALMERIA / ORAN	
Dim 17 - 23h59	Lun 18 - 08h00
Dim 24 - 23h59	Lun 25 - 08h00

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

W Aujourd'hui à 17h au TRO
Soirée en hommage à Blaoui Houari
Chantre de la chanson oranaise et novateur de la musique moderne oranaise.

W Vendredi 15 janvier à 10h au TRO
«EL ASSAD OUEL HATTABA»
 Auteur : Mourad Senouci
 Mise en Scène : Samir Bouanani
Résumé : Un lion imbu de sa force physique, apprend que tous les animaux de la forêt ne cessent d'exprimer leur admiration pour l'intelligence et la bonté de l'homme. Cette information irrite le lion, et le met en colère, et pour prouver à tout le monde qu'il reste le plus fort, le plus beau et le plus intelligent, il décide d'aller à la recherche de l'homme pour mettre fin à ses jours... (T.R.O)

W Samedi 16 janvier à 15h au TRO
Spectacle de Magie
«ILLUSIONNISTE ET COLOMBE»
 AVEC ISMAIL (T.R.O)

W Mardi 19 janvier à 15h au TRO
«EL ARNEB OUEL KENFOUD»
 Auteur : Abdelkader Belkeroui
 Mise en Scène : Youcef Gouasmi
Résumé : L'hérissou lourd de personnalité, aux idées paresseuses... vit à ces côtés sa compagne tout son contraire qui tient à son travail journalistique, et le pousse à travailler au champ, sauf que face à son entêtement il rencontre des difficultés avec un lapin et un perroquet qui essayent à tout prix de le pourchasser du champ....
Coop/culturelle IBN SINA

W Mercredi 20 janvier à 17h au TRO
W Jeudi 21 janvier à 17h au TRO
«ET-TOUFAH»
 Auteur : Abdelkader ALLOULA
 Adpt et Mise en scène : Samir BOUANANI
Résumé : La trame de la pièce se passe dans des toilettes publiques. Aussi commode qu'incongru, cet endroit est le lieu de convergence de trois histoires, soit trois destins qui, au-delà du nombre, reflètent une réalité propre à des millions de personnes.
TRO

W Vendredi 22 janvier à 10h au TRO
«EN-NAHLA»
 Auteur : Abdelmalek HOUARI
 Mise en scène : Abdelmalek HOUARI
Résumé: c'est l'histoire d'un Roi, qui tombe gravement malade, il envoie donc deux de ces garçons lui chercher du miel de guérison dans une forêt où ils rencontreront un groupe d'animaux à leur tête «Boukerch», qui les empêchent de prendre le miel...
T.R.O

CINÉMATHEQUE D'ORAN

Aujourd'hui
-14h00: «La tour de Guet» De Pelin Esmer/Turque/2013 V.O.STF
-16h00: «Eve Donus Sarikamis»
 de Alphan Eseli. Turque/2013 V.O.STF

INSTITUT FRANÇAIS

Théâtre : D'ART
► Samedi 16 janvier à 18h00 à l'IF Constantine
Un spectacle poétique, visuel et burlesque, un voyage en cinq tableaux à travers l'histoire de l'art. Deux personnages graves ou grotesques évoquent et questionnent les oeuvres d'art et les mystères de la création artistique de manière naïve, passionnée, parfois excessive. Le spectateur les suit à travers les époques.

Radio Elvis
► Samedi 23 janvier à 18h00 à l'IF Constantine
► Mercredi 27 janvier à 18h00 au Conservatoire Municipal Ahmed Wahby d'Oran
Radio Elvis fait ce que nous savons faire de mieux en France : du rock poétique, sensible et revêche ; et s'inscrit ainsi dans la droite lignée de Dominique A. Les textes, qui ont tous probablement découlé d'un long travail d'écriture, n'enrayent jamais la musique. Happé par les rythmiques et les mots, on ne sait où donner de la tête.

Conférence
Histoire de la cathédrale d'Oran
► Samedi 30 janvier à 18h00 à l'IF d'Oran

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Ensoleillé Max.23 -Min.11	Pluie Max.18 -Min.6
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.21 -Min.11	Pluie Max.17 -Min.8
TLEMSEN	
Ensoleillé Max.23 -Min.7	Pluie Max.17 -Min.3
MASCARA	
Ensoleillé Max.22- Min.8	Pluie Max.16 - Min.4
TIARET	
Ensoleillé Max.18- Min.4	Pluie Max.13- Min.-1
CHLEF	
Ensoleillé Max.22 -Min.10	Pluie Max.16 -Min.6
BÉCHAR	
Ensoleillé Max.21- Min.4	Ensoleillé Max.22- Min.5
ALGER	
Ensoleillé Max.21 -Min.7	Pluie Max.16 -Min.5
CONSTANTINE	
Ensoleillé Max.14- Min.4	Averses éparses Max.17- Min.4
ANNABA	
Ensoleillé Max.23 -Min.8	Légère pluie Max.19- Min.8

CRASC, Technopôle USTO - ORAN

مرکز البحث في الأنثروبولوجيا الاجتماعية والثقافية
 Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle

Cycle des Conférences du CRASC

Les traces du Chaâbi en Algérie

Conférence animée par
 Réda DOUMAZ, Membre projet : Patrimoine, pratiques culturelles et artistiques en mouvement.

Jeudi 14 janvier 2016
 à 10h00 - Au siège du CRASC

www.crasc.dz

Espace Réflexion Théorique
 Espace Réflexion Théorique

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé vous convie à une :

CONFÉRENCE - DÉBAT
 Jeudi 14 janvier 2016 à 14h 00, GRAS

La notion d'incertitude médicale
 Regards Sociologiques

Présentée par
 Benabed Aïcha & Azzouz Naouel
 Doctorantes en sociologie, GRAS

Salle de conférences du GRAS
 Université d'Oran, Ex-IAP, Es-Sénia
 Website: www.gras-oran.org

COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR
 Tél : 0560 06 95 01
 0560 06 95 03
 0560 05 60 00
 0559 70 26 61

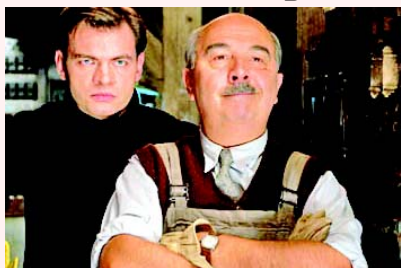
KAZI - TOUR
 Tlemcen: 0770.12.56.23/0770.91.38.05
 Oran: 0770.61.65.31/0770.12.56.23
 Bab Ezzouar : 0770.91.38.03-06
 Mostaganem: 0770.94.89.73
 Sétif : 0770.78.13.26
 El-Eulma : 0770.89.44.64



08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
09.30 Bassatine
10.00 Moudoun mina el aâlem
10.30 Dessin animé
11.00 Senteurs d'Algérie «Mila»
12.00 Journal en français
12.25 Mawid zefafe
13.20 Bi'atouna e'sahira
14.00 Nour le fadjr
14.45 Walidi 2- Film algérien
16.15 Dessin animé
16.50 Alhane wa chabab
17.15 Takdar tarbah
18.00 Football USMA/NAHD en direct
18.45 Journal en français
19.00 Football USMA/NAHD
2ème mi-temps
20.00 Journal en arabe
20.45 Ciné thématique
23.00 Festival de la musique Hawzi
00.00 Journal en français



20.55 Faubourg 36



Avec Gérard Jugnot, Kad Merad, Clovis Cornillac, Nora Arnezeder
Dans un faubourg populaire du nord de Paris en 1936, l'élection printanière du gouvernement de Front Populaire fait naître les plus folles espérances mais favorise aussi la montée des extrêmes. C'est là que Pigoil, Milou et Jacky, trois ouvriers du spectacle au chômage, décident d'occuper de force le music-hall qui les employait il y a quelques mois encore, pour y monter un "spectacle à succès".



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Bassatine
11.00 Culture club
12.00 Journal en français
12.25 Afrique hebdo
12.50 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.40 Abdelkader Guessoum
Concert de chant religieux
14.15 Réflexions
15.00 Le sport en questions
16.00 Dessin animé
17.00 Fenêtre sur court
18.00 Journal en amazigh
18.25 Bassatine - Feuilleton algérien
19.00 Journal en français
19.25 Alhane wa chabab
20.00 Journal en arabe
20.45 Alhane wa chabab (Prime n°02)
23.00 Football MCO/ESS en différé
00.40 Journal en français



20.55 Elles se croient toutes Joly



L'humoriste et actrice Sylvie Joly s'est éteinte le 4 septembre 2015 à l'âge de 80 ans. Sous la houlette de Pierre Palmade, une pléiade de comédiennes, Carole Bouquet, Valérie Lemercier, Michèle Laroque, Catherine Hiegel, Claire Nadeau, Muriel Robin... se retrouvaient sur scène le 26 octobre dernier pour lui rendre hommage. L'occasion de découvrir et redécouvrir les grands classiques de l'artiste à travers une galerie de ses plus grands sketches.



JEUDI



20.55 Léo Matteï, brigade des mineurs



Saison 3 - Episode 3 - La fin de l'innocence
Avec Jean-Luc Reichmann, Samira Lachhab, Florence Maury
Deux employés d'une société de nettoyage découvrent un nouveau-né dans les toilettes d'un lycée. Léo Matteï part à la recherche de la mère qui a peut-être fait une hémorragie. Une seule élève manque à l'appel : Sophie Legendre, une adolescente exemplaire.



20.55 Envoyé spécial



Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly
Marine le Pen : la bataille des mots ? Depuis le mois de septembre, la présidente du Front national est omniprésente, de la crise des réfugiés aux élections régionales. Chacune de ses petites phrases sur l'actualité fait le buzz. Certains disent même qu'elle serait la seule à parler vrai. Décryptage de ses discours depuis son investiture à la tête du parti en 2011.

20.55 Once Upon a Time



Saison 4 - Episode 4 - L'apprenti sorcier
Avec Jennifer Morrison, Colin O'Donoghue, Robert Carlyle
Pour son premier rendez-vous galant avec Emma, Crochet souhaite retrouver sa main. Il va voir Gold, qu'il parvient à convaincre de l'aider en le menaçant de révéler à Belle qu'il détient toujours la vraie dague. Celui-ci le prévient : en récupérant son membre, le pirate pourrait également voir son ancienne personnalité, plus agressive, resurgir...



20.40 Rise



Avec Robert Forster, Allan Rich, Cameron Richardson, Lucy Liu
Sadie Blake, journaliste, vient de terminer une enquête sur une secte. Un ami, grand spécialiste de l'Internet, l'encourage à poursuivre après lui avoir fait part d'étranges découvertes mais il disparaît peu après. Sadie, inquiète, suit sa piste. Attirée dans une belle demeure, elle est capturée par Eve et Bishop, un couple de vampires, qui la vidant de son sang.



22.30 Strike Back



Saison 4 - Episode 3 - Thaïlande
Avec Philip Winchester, Robson Green, Sullivan Stapleton
L'ambassadeur britannique est mort à l'hôpital des suites de ses blessures. La section 20 est en alerte. De son côté, Shane a pris la direction des Yakuza et met tout en oeuvre pour venger la mort de son père. Tout en menant l'enquête sur l'organisation meurtrière, Scott reçoit la visite surprise de son fils, Finn.



20.45 Meurtre à la Maison Blanche



Avec Wesley Snipes, Diane Lane, Daniel Benzali, Dennis Miller
Une jeune fille est retrouvée poignardée à la Maison-Blanche. Chargé de l'enquête, l'inspecteur Harlan Regis, de la police de Washington, découvre que la victime était une conquête de Kyle, le fils du président. Aidé par l'inspectrice Nina Chance, Regis va mettre au jour un terrible complot tout en étant confronté à Spikings, le chef de la sécurité présidentielle et à Jordan, conseiller à la Maison-Blanche.



VENDREDI



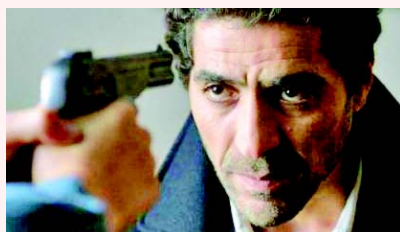
20.55 Vendredi, tout est permis avec Arthur



Présenté par Arthur
Pour lancer le week-end, l'animateur convie Florence Foresti, Isabelle Nanty, Anthony Kavanagh, Arnaud Ducret, Rachid Badouri, Jérôme Commandeur et, pour la première fois, José Garcia à une soirée où ils pourront laisser libre cours à leur créativité. Dans la décontraction et la bonne humeur, il leur lance des défis d'improvisation où l'autodérision est de mise.



20.55 Chérif



Saison 3 - Episode 3 - Témoin gênant
Avec Abdelhafid Metalsi, Carole Bianic, Méléze Bouzid
Alors qu'il fait son jogging, Chérif est le témoin d'un meurtre. Une jeune femme est projetée par un homme d'une passerelle surplombant un cours d'eau. Au moment d'intervenir, il est renversé par une voiture. Chérif souffre d'amnésie. Le policier ne se souvient plus des cinq années écoulées.

20.55 Elementary



Saison 3 - Episode 11 - L'illustre client
Avec Stuart Townsend, Lucy Liu, Jonny Lee Miller, Aidan Quinn
Mélanie Vilkas, une jeune femme de 24 ans, est retrouvée morte sur une jetée. Son meurtrier lui a bandé les yeux avec du scotch, et lui a brûlé le dos. Sherlock remarque qu'il s'agit de mêmes traces de torture que celles de Kitty. Il en déduit rapidement que le coupable est l'ancien tortionnaire de sa protégée.



20.45 Le territoire des loups



Avec Liam Neeson, Dallas Roberts, Frank Grillo, Dermot Mulroney
Redoutable tireur, Ottway travaille en Alaska pour une compagnie pétrolière dont il protège les ouvriers des loups. Lors d'un vol vers Anchorage, leur avion s'écrase au milieu des immensités enneigées. Seul Ottway, Diaz, Talget et une poignée d'autres survivent. Traumatés, ils doivent absolument faire du feu pour se protéger du froid.



21.00 La nuit au musée : le secret des pharaons



Avec Robin Williams, Ben Stiller, Dan Stevens, Owen Wilson
Au Muséum d'histoire naturelle où travaille toujours Larry, il semble que la tablette d'Akhmenrah, qui permet aux créatures du musée de revenir à la vie, ait subi une malédiction. En effet, tous les personnages se comportent bizarrement. Afin que la tablette retrouve tous ses pouvoirs, Larry doit se rendre au British Museum, à Londres.



20.50 Star Wars : l'attaque des clones



Avec Hayden Christensen, Natalie Portman, Ewan McGregor
Alors qu'elle tente de maintenir la paix dans une République en crise, Padmé Amidala, l'ancienne reine de la planète Naboo, échappe de justesse à une tentative d'assassinat. Le jeune padawan Anakin Skywalker est immédiatement chargé de sa protection.

**Bélier** 21-03 au 20-04

Il est des contrariétés difficiles à accepter et vous serez très sensible à une proposition d'aide que vous fera quelqu'un qui sentira votre difficulté de supporter un revers bien malvenu.

**Taureau** 21-04 au 21-05

Vous allez pouvoir tirer les marrons du feu de cette affaire maintenant que le plus difficile est fait. Ce n'est pas sans mal que vous parviendrez à vous faire reconnaître mais comme la chance sourit aux audacieux, vous serez surpris d'avoir été la personne désignée par le sort.

**Gémeaux** 22-05 au 21-06

Une affaire importante pourrait se traiter. Tout dépend de la façon dont vous évaluez les choses. Soyez sur vos gardes. Votre jugement ne doit faillir.

**Cancer** 22-06 au 22-07

Vous retrouvez un moral d'acier car on vous fait part de certaines améliorations positives qui vous séduisent. Vous sentez monter en vous un enthousiasme qui vous galvanise.

**Lion** 23-07 au 23-08

Vous allez pouvoir saisir la main chaleureuse qui vous est tendue. C'est une aubaine pour vous dans un moment où vous ressentez fortement une solitude qui vous pèse. Sachez profiter ardemment de ces instants enivrants sans complexe.

**Vierge** 24-08 au 23-09

Le stress ne peut plus vous atteindre car votre forme physique et mentale atteignent de nouveaux sommets. Essayez de conserver cette forme merveilleuse qui vous habite et oubliez les soucis qui empoisonneraient votre vie.

**Balance** 24-09 au 23-10

Vous aurez toutes les chances de rencontrer ce que vous cherchez ardemment depuis quelques temps. Toutes les conditions seront réunies pour faire exploser vos sentiments au grand jour.

**Scorpion** 24-10 au 22-11

Soyez honnête avec vous-même et faites face à ce que vous voulez vraiment dans votre vie affective. Vous pouvez réellement faire des progrès dans ce sens, surtout si vous renforcez votre confiance en vous-même.

**Sagittaire** 23-11 au 21-12

Vous aurez toutes les armes pour résoudre une situation difficile car vous avez la forme physique. La médiocrité de votre sort actuel ne vous satisfait pas et vous pensez mériter mieux.

**Capricorne** 22-12 au 20-01

Avant de prendre une décision importante prenez soin de demander un avis à quelqu'un à qui vous pouvez faire confiance. Cela pourrait vous être utile car si vous vous trompez vous aurez fait beaucoup d'efforts pour rien.

**Verseau** 21-01 au 18-02

Une opportunité de dernière minute s'offre à vous. Vous pouvez ainsi envisager différemment la suite des événements. C'est un retournement qui vous arrange.

**Poissons** 19-02 au 20-03

Ce sera la bonne occasion pour vous d'entreprendre une importante démarche car votre esprit sera ouvert à cette expérience nouvelle. Vous avez beaucoup à apprendre des gens que vous rencontrerez si vous savez rester réceptif aux idées qui vous sont soumises.

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 5825

									JOUR DES AMATEURS
									POT DE FLEURS

AGRONOMIE –
ATTENTION – BOITE
- BRAVO -
CALEMBOUR –
CERNE – ELAN –
ENVIE – FENETRE –
FOND – FRIMER –
GENERALITE –
GENRE – GRAIN –
MARGE –
MARGUERITE –
MECANICIEN –
MEDITATION –
MOISSON – MUSEE
- ONCLE –
PARESSE –
POSTERITE –
POURCENTAGE –
PROVOCATION –
RUDIMENT – SAUT –
SEANCE -
SEPARATION –
SINON – SOIR –
SOUPLESSE –
SUEUR - TEMPETE
- TERME – TETINE.

FOUILLES N° 5825

E	T	E	P	M	E	T	I	R	E	U	G	R	A	M
L	N	N	A	T	E	S	S	E	L	P	U	O	S	G
A	E	R	R	E	I	M	O	N	O	R	G	A	E	A
N	I	E	E	T	B	R	A	V	O	E	U	N	T	P
O	C	C	S	I	E	R	N	E	G	T	E	T	O	E
I	I	N	S	N	U	O	T	A	N	R	E	S	N	T
T	N	A	E	E	S	N	T	O	A	N	T	O	C	I
A	A	E	U	S	E	N	I	L	T	E	I	A	R	O
C	C	S	I	M	E	T	I	I	R	T	L	E	E	B
O	E	O	I	C	A	T	O	I	A	E	M	E	R	E
V	M	D	R	T	E	N	T	R	M	I	S	I	D	L
O	U	U	I	G	I	E	A	B	R	U	O	V	N	C
R	O	D	R	A	R	P	O	F	M	S	I	N	O	N
P	E	A	R	M	E	U	E	R	T	E	N	E	F	O
M	M	G	E	S	R	A	R	G	E	N	T	E	N	M

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est une station de train.
- Mon 2e est une négation.
- Mon 3e raconte des bobards.
Mon tout est un enfant turbulent.

CROISÉS N° 5825

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Fort en musique.
- Tombée à l'eau.
- Bolet.
- Cri de vieux greffier.
- Foucades.
- Symbole alcalin.
- Césarine.
- Chance gâchée.
- Mesure de capacité.
- Groupe branché.
- Pièces de relique.
- Suffisant, cela va de soi.
- Inédites.
- Très fleur bleue.
- Relâche.
- Bande de marins.

Verticalement:

- Haut la main.
- En ellipse.
- Huer.
- Dialogue en dix livres de Platon (la).
- Siège.
- Cinq sur cinq pour Jules !
- Note élevée.
- A la pelle.
- Se prend pour un orignal.
- Les deux de la révolution.
- Infinitif.
- Le quart-monde déstabilisé !
- Ne va pas au fait.
- Grand, gros. Donne de la voix, suivant une voie.
- Note.
- Celle-là, c'est la meilleure !

LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 5824

G	U	I	T	A	R	I	S	T	E
A	R	M	A	I	N	D	I	C	
Z	A	P	P	I	N	G	M	H	
O	T	E	E	G	E	R	B	A	
U	E	R	B	A	N	C	A	L	
I	S	M	A	R	I	L	O		
L	V	A	D	E	B	E	T		
L	U	I	S	E	U	L	E		
E	N	C	A	I	S	S	E	E	
R	E	E	L	S	E	T	R	E	

FLECHES N° 5824

I	N	S	T	R	U	I	T	S
G	T	O	C	M	I			
N	O	I	A	B	G			
O	U	I	B	R	E	V	E	
R	E	S	T	E	C	I	L	
A	D	I	M	I	T	E		
N	C	I	G	A	L	E		
T	R	I	N	E	F			
S	U	S	E	C	E	R		
C	O	U	T	C	P	I		
C	H	E	R	M	A	I	S	
D	E	S	E	R	R	E		

FOUILLES N° 5824 CITROUILLE (Si - Trouille)

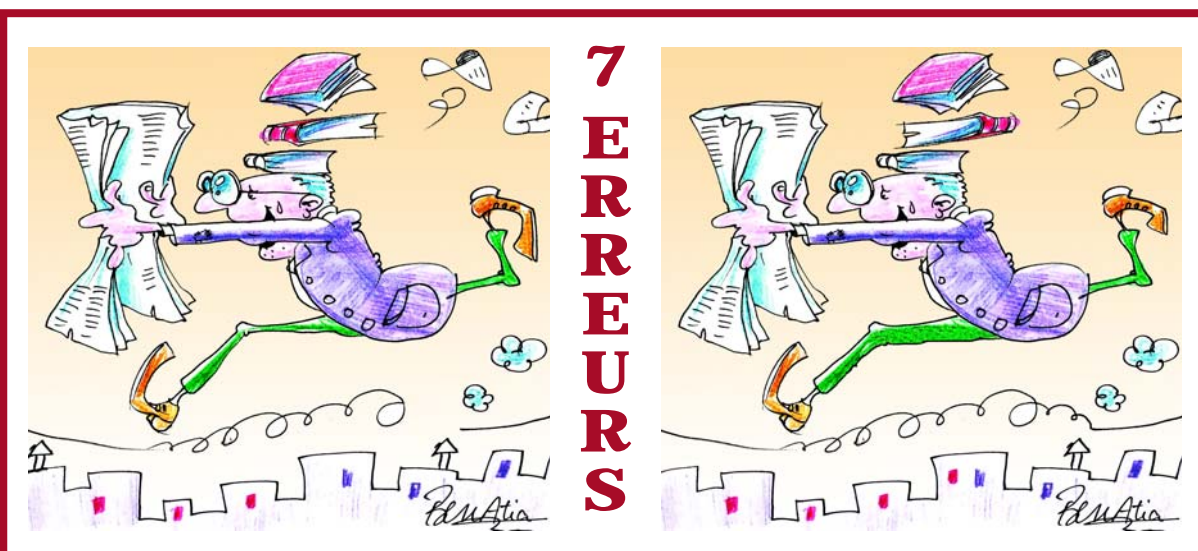
CODÉS N° 5824

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	M	B	S	I	T	N	R	E	O	U	D	H
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
C	P	V	G	L								

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	T	C										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

16	4	6	2	11	2	11	8	6	7
5	8	9	4		8	6	16	4	4
1	6	4	7		11	7	11	7	
3		7	2	1	2	9	4		12
8	12		1	6		10	9		11
6	11		13	4	2	11	7	7	4
11	6	6	4		1	6	4		11
4		1	6	3	5	4	7		10
6	4	2	2	4	7			11	10
	13	9		14	4	2	7		4
1	14	5	4	7		11	8	6	
11	5	4	7		14	4	9		12
13	11	10		3	4	5	3	10	4
4	7		13	1	5	3	15	4	5
5	4	2	1	5	16	4	4	7	

CODÉS N° 5825



L'Iran arrête des marins américains dans le Golfe avant de les relâcher



L'Iran a relâché mercredi les dix marins américains arrêtés la veille après s'être égarés dans les eaux territoriales iraniennes, un incident rapidement clos qui témoigne du réchauffement des relations entre Téhéran et Washington à la suite de l'accord historique sur le nucléaire. "Après avoir présenté des excuses, ils ont été libérés dans les eaux internationales" car "il s'est avéré que leur entrée dans les eaux territoriales du pays n'était pas intentionnelle", ont annoncé les Gardiens de la révolution. "Les Etats-Unis se sont engagés à ne plus répéter de telles erreurs", a précisé l'armée d'élite du régime dans un communiqué. Les dix marins, neuf hommes et une femme, sont restés captifs moins de 24 heures après l'interception mardi après-midi des deux petits navires rapides de guerre sur lesquels ils naviguaient au large de l'île Farsi, située dans la partie nord du Golfe. Des photos publiées sur le site des Gardiens de la révolution (Sepahnews.com) les ont montrés, après leur arrestation, assis à même le sol sur des tapis dans une grande pièce. Les Etats-Unis avaient annoncé mardi soir avoir "perdu le contact avec deux petits navires militaires qui naviguaient entre le Koweït et Bahreïn".

Ooredoo contribue à l'émergence des jeunes talents algériens

Fidèle à son engagement dans la promotion de l'innovation et de l'esprit entrepreneurial auprès des jeunes talents, Ooredoo est le partenaire technologique de la 3ème finale régionale du Arab Mobile Challenge AMC (2016), qui s'est déroulée les 11 et 12 janvier 2016 au niveau de l'incubateur sis au siège de Ooredoo à Alger», indique un communiqué de l'opérateur. La cérémonie de remise des prix aux lauréats de cette 3ème édition du Arab Mobile Challenge s'est déroulée dans la soirée du mardi 12 janvier, en présence d'invités de marque, dont le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Pr. Tahar Hadjar, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, M. El Hadi Ould Ali, d'ambassadeurs et de représentants diplomatiques des pays arabes ainsi que des partenaires de Ooredoo. Organisée par IMTIAZ MIDDLE EAST, cette compétition AMC regroupe vingt-quatre (24) équipes représentant une dizaine de pays de la région MENA (Middle East and North Africa), à savoir : l'Algérie, le Qatar, la Tunisie, le Liban, la Palestine, le Koweït, la Jordanie, l'Egypte, le Sultanat d'Oman et le Soudan, visant à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes talents, la création des start-up et le développement d'applications innovantes dans différents domaines.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Un kamikaze fait douze morts dans une mosquée au Cameroun



Douze fidèles ont été tués mercredi dans une mosquée de l'Extrême-Nord du Cameroun lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser pendant la prière du matin, dans un nouvel attentat-suicide portant la marque des islamistes nigériens de Boko Haram. L'attentat a visé la mosquée de Kouyape, un petit village de l'arrondissement de Kolofata, proche de la frontière avec le Nigeria, dans une zone où Boko

Haram, qui a rallié l'organisation Etat islamique (Daech) mène régulièrement des attaques, a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat une source de sécurité de la région. "Sur le champ, 11 fidèles sont morts. Un douzième a succombé à ses blessures à l'hôpital", a précisé cette source. Les fidèles étaient rassemblés dans la petite mosquée du village lorsqu'un kamikaze s'est infiltré et "a actionné sa charge explo-

sive en pleine prière de 5H30", a expliqué une source de sécurité. "Le kamikaze priait avec d'autres fidèles" avant de se faire exploser, a-t-elle poursuivi. Selon cette source, l'imam de la mosquée attaquée fait partie des victimes. Dans la nuit de mardi à mercredi, deux autres personnes ont trouvé la mort dans la même localité lors d'une attaque attribuée à Boko Haram, a-t-on ajouté.

Trois Palestiniens tués par des tirs israéliens



Trois Palestiniens ont été tués par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie, a indiqué mardi le ministère palestinien de la Santé. Le ministère de la Santé a précisé que deux jeunes palestiniens ont été tués à un carrefour situé à proximité de la colonie israélienne de Beit Anoun, près d'El Khalil, au sud de la Cisjordanie. Le ministère a ajouté que l'un des Palestiniens serait un certain Adnan Mashni, 17 ans, mais que l'identité du second jeune homme n'avait pas encore été établie. Plus tôt, un jeune Palestinien a été tué par des tirs de l'armée d'occupation près de Beit-Lehem, en Cisjordanie occupée. Suror Ahmad Abou Suror, 21 ans et originaire du camp de réfugiés d'Aida, à Beit-Lehem, a été mortellement touché à la poitrine par des tirs israéliens.

Le Danemark veut confisquer les biens des migrants

Le Parlement danois a entamé mercredi l'examen d'un projet de loi décrétant la confiscation des biens des migrants, assuré d'être adopté après un accord entre la majorité de droite et les sociaux-démocrates.

Ce texte, dont le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies craint qu'il n'alimente "la peur et la xénophobie", s'inscrit dans le cadre d'une plus vaste réforme des conditions d'accueil des réfugiés, de plus en plus restrictives. Présenté en décembre par la ministre de l'Immigration et de l'intégration, le projet de loi a été édulcoré à deux reprises pour apaiser les passions et rallier une majorité de parlementaires de droite et de gauche. C'est chose faite depuis mardi et l'accord con-



clu par le gouvernement Venstre (libéraux), ses partenaires de droite, Parti populaire danois (DF), Alliance libérale et Parti populaire conservateur, et le principal parti d'opposition, les sociaux-démocrates. Mesure de justice sociale

pour les uns, taxe sur la misère pour les autres, le texte donne pouvoir aux policiers de "saisir des biens que les demandeurs d'asile apportent avec eux afin de couvrir leurs besoins en alimentation et en hébergement".

Risque de "dérives" en France avec l'état d'urgence



L'état d'urgence instauré en France après les attentats djihadistes du 13 novembre donne lieu à des "dérives" et présente un "risque" pour la démocratie, a mis en garde mardi le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks. "Nous regardons de très près ce qui se passe" en France, car "il y a un risque que le système de contrôle démocratique soit sapé par ces mesures", qui permettent notamment aux policiers de procéder à des perquisitions sur décision du pouvoir exécutif, et non plus d'un juge, a affirmé M. Muiznieks dans une interview à la radio France Culture. "Nous assistons à certaines dérives, il y a des pratiques de profilage ethnique de la part des agents de police, des forces de répression", a dénoncé le spécialiste européen. Dans le cadre de l'état d'urgence, les forces de l'ordre ont procédé à des milliers de perquisitions mais "seule une poignée d'entre elles auraient donné lieu à des procédures liées à des actes terroristes", a déploré M. Muiznieks, ce qui pose "la question de la nécessité de ces mesures".

Trois associations musulmanes dissoutes en France



Trois associations musulmanes de la région parisienne soupçonnées de radicalisation ont été dissoutes mercredi en Conseil des ministres, a annoncé le gouvernement, une première depuis les attentats djihadistes de Paris le 13 novembre. "Il a été décidé de procéder à la dissolution de trois associations culturelles en raison de propos tenus par leurs dirigeants au cours des dernières années appelant à la haine et au djihad", a déclaré le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. "Il n'y a pas de place dans la République pour des structures qui provoquent, qui appellent au terrorisme ou appellent à la haine", a-t-il ajouté. Ces associations animaient une mosquée présentée comme salafiste à Lagny-sur-Marne, qui a elle-même été fermée début décembre après des perquisitions. Le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll a précisé que l'une des associations avait pour nom "Retour aux sources" tandis qu'une autre représentait l'Association des musulmans de Lagny-sur-Marne.

Djezzy lance le nouveau Smart Line pour 3990 DA !

Une belle surprise en ce début 2016 ! Djezzy vient de lancer le nouveau Smart Line pour le prix exceptionnel de 3990 DA (avec une caution de 2000DA). Il est composé d'un Smartphone Alcatel One Touch PIXI FIRST et d'un Forfait Line illimité au choix. Disponible dans toutes les boutiques Djezzy à travers le territoire national, indique un communiqué de l'opérateur. Une offre qui fera, sans doute, le bonheur d'une clientèle exigeante et tous ceux qui aiment la performance. Djezzy vous invite à profiter pleinement de cette offre en choisissant l'un des forfaits Line et bénéficier des avantages gratuits et illimités. Djezzy marque ainsi le début de l'année avec une offre qui confirme l'engagement de l'entreprise à renforcer sa position sur le marché de la téléphonie mobile avec des prix de plus en plus attractifs et compétitifs.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

EXPULSION DES ALGÉRIENS : BERLIN EN MODE RAPIDE

«l'insécurité» sous toutes ses formes, lors d'une conférence de presse conjointe avec la chancellerie allemande, renseigne sur l'actualité du sujet. A ce propos, cette dernière plaidera l'accélération du renvoi vers leur pays des ressortissants algériens déboutés du droit d'asile en Allemagne. Angela Merkel sait plus que quiconque qu'elle joue gros sur ce dossier puisqu'elle se retrouve sous le feu nourri des critiques sur sa politique d'accueil des réfugiés et surtout face à l'instrumentalisation partisane des incidents de Cologne par les mouvements islamophobes et l'extrême droite à l'image de Pegida ou Pro-NRW. Si sa situation interne est fragilisée par cette question des réfugiés, elle doit également faire face au reste de l'Europe, notamment aux pays de l'Est qui refusent son idée de quotas de

répartition des réfugiés au sein de l'UE. Des paramètres qui l'obligent à prendre des mesures radicales en n'offrant plus aux Algériens, au même titre que les Marocains, le droit d'asile en Allemagne, les deux pays étant considérés comme «sûrs» par Berlin.

L'invitation de Sellal, outre l'aspect économique de la visite, participe à accélérer le mécanisme d'exclusion puisque un accord entre les deux pays existe déjà en amont surtout que les ressortissants des deux pays, en point de mire des Allemands, ont profité de la vague sans précédent des demandeurs d'asile venus de Syrie, d'Irak ou d'Afghanistan. Sellal, tout en condamnant les violences de Cologne, est resté en mode prudence faisant valoir qu'avant tout renvoi en Algérie, «il faut naturellement s'assurer qu'il s'agit bien d'Algérien».

En contrepartie de son discours offensif, Merkel, tout en diplomatie, a exprimé son appui aux réformes politiques engagées par Bouteflika. Un emballage pour ne pas froisser un pays qui a encore de l'argent pour les entreprises allemandes.